



LE MONDE diplomatique

UN SI GRAND SOMMEIL
PAR FRÉDÉRIC LORDON
Page 2.

Mensuel - 28 pages

N° 857 - 72^e année. Août 2025

CONTROVERSES SUR LE TECHNO-FÉODALISME

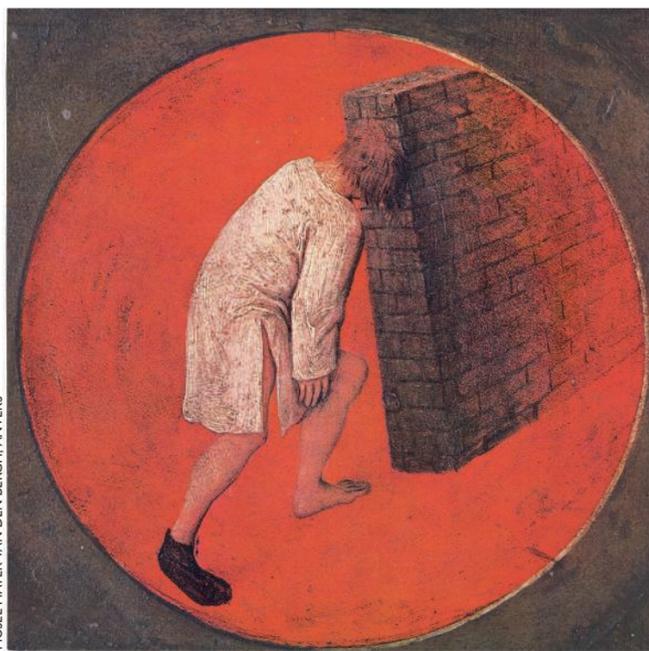
Le numérique nous ramène-t-il au Moyen Âge ?

Un débat fait rage : les géants de l'intelligence artificielle ont-ils changé leurs utilisateurs en serfs et en vassaux condamnés, comme au Moyen Âge, à trimer gratuitement et à payer la rente ? Ou appliquent-ils à la lettre, mais avec des produits sophistiqués, les vieilles recettes du capitalisme industriel ? Pour les combattre, il faudra choisir entre Don Quichotte et Karl Marx.

PAR EVGENY MOROZOV *

DE Paris à Madrid et de Rome à Berlin, un spectre médiéval vêtu d'un sweat à capuche hante la gauche européenne : le spectre du « techno-féodalisme ». D'un côté, M. Jean-Luc Mélenchon réclame la taxation des profits de nos nouveaux « seigneurs du numérique » ; de l'autre, il écrit que l'intelligence artificielle (IA) « n'est pas extérieure à la réalité capitaliste : elle s'inscrit dans un techno-féodalisme où quelques acteurs captent la rente ». Les profits ou la rente ? Capitalisme ou féodalisme ? L'économie mélenchonienne s'apparente à un chat de Schrödinger errant dans les rues de Palo Alto :

* Directeur de The Syllabus, une plate-forme de sélection et de mise en valeur des connaissances. Son dernier livre publié en français est *Les Santiago Boys* (Divergences, Quimperlé, 2024), basé sur le podcast éponyme.



PIETER BRUEGEL L'ANCIEN. - « Donner de la tête contre un mur », de la série « Douze proverbes flamands », 1558

elle existe simultanément dans deux états – vivante et morte, capitaliste et féodale.

La vice-première ministre espagnole, M^{me} Yolanda Díaz, s'insurge elle aussi contre le « techno-féodalisme du magnat Elon Musk ». Les milliardaires de la tech, prévient-elle, entendent transformer « les

démocraties en monarchies à la botte des grandes entreprises ». Un leader écologiste italien, M. Angelo Bonelli, accuse le même milliardaire d'instaurer « un néoféodalisme autocratique » et enjoint à son pays de faire un choix : « Musk ou la démocratie ».

(Lire la suite pages 8 et 9.)

UN OBSTACLE AUX SANCTIONS

Le lobby pro-Israël en France

Alors qu'Israël a transformé Gaza en camp de concentration et poursuit l'annexion de la Cisjordanie, Paris vient d'annoncer, une nouvelle fois, sa reconnaissance de l'État de Palestine, désormais prévue en septembre prochain. Autrefois influente au Proche-Orient, la France deviendrait ainsi le 149^e pays à franchir le pas. Ce retard doit beaucoup au rôle d'un puissant conglomerat politico-médiatique qui agit en faveur de Tel-Aviv.

PAR SERGE HALIMI ET PIERRE RIMBERT

IL y a presque dix ans, la victoire du Brexit puis celle de M. Donald Trump avaient incité des libéraux en déroute à recoder l'espace idéologique de façon suffisamment primitive pour que nul ne puisse se méprendre. D'un côté, les méchants « populistes » et « autoritaires » agrégeaient pêle-mêle MM. Trump, Vladimir Poutine, Xi Jinping, Viktor Orbán, Jair Bolsonaro, etc. De l'autre, les gentils « libéraux » et « progressistes » réunissaient des dirigeants comme M^{mes} Angela Merkel et Hillary Clinton, MM. Joseph Biden, Justin Trudeau et Emmanuel Macron (1).

Ce réagencement des clivages et des alliances au sein du monde occidental butait toutefois sur un obstacle : Israël. Démocrates ou autocrates, les gouvernements européens, et plus encore américains, se gardaient de sanctionner voire de critiquer trop vivement les agissements illégaux de ce pays et de ses gouvernants. Ami de M. Trump, coqueluche de M. Bolsonaro, célébré par le premier ministre hongrois, le premier ministre israélien ne cachait pourtant pas son hostilité à l'État de droit ; son inculpation en 2019 pour fraude, corruption et abus de confiance aurait disqualifié tout autre dirigeant « populiste », surtout s'il avait été de gauche.

Pendant que les gouvernements libéraux français, allemand, britannique, etc., épargnaient M. Benyamin Netanyahu, lui courtoisait l'extrême

droite européenne et confortait le caractère ethnonational de son État. Mais chacun ou presque regardait ailleurs. La plupart des démocraties libérales, leur presse et leurs intellectuels de service « oubliaient » d'inclure le chef du Likoud dans l'« internationale réactionnaire » qu'ils prétendaient combattre.

Une petite décennie plus tard, nul ne peut plus plaider la négligence : la politique israélienne tient lieu d'éléphant dans le couloir des normes internationales. M. Netanyahu, qui gouverne en coalition avec des suprémacistes n'ayant rien à envier au Ku Klux Klan américain d'antan, a envahi le Liban et la Syrie, bombardé l'Iran et le Yémen, rasé Gaza – exterminant une partie de sa population et affamant l'autre –, relancé la colonisation en Cisjordanie, affermi un régime d'apartheid en Israël. Depuis novembre dernier, il fait également l'objet d'un mandat d'arrêt international pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Imaginons la réaction des puissances occidentales si le territoire israélien avait été envahi depuis près de deux ans et que, chaque jour, plusieurs dizaines de civils de ce pays étaient assassinés par une armée d'occupation arabe.

(Lire la suite pages 16 et 17.)

(1) Lire « Libéraux contre populistes, un clivage trompeur », *Le Monde diplomatique*, septembre 2018.

Poser la bonne question

PAR BENOÎT BRÉVILLE

EN 2017, le Portugal comptait 400 000 étrangers et l'extrême droite était inexistante. Huit ans plus tard, il en abrite près de 1,6 million (15 % de la population totale) et l'extrême droite s'est imposée comme la deuxième force au Parlement. Attestée un peu partout en Europe, la corrélation entre l'augmentation des flux migratoires et l'ascension des formations xénophobes semble presque mécanique (1). « Le peuple français ne veut plus d'immigration », en déduit M^{me} Marine Le Pen, avant d'appeler à un référendum. Mais quelle question faudrait-il poser ?

Revenons au Portugal, en 2008, bien avant le récent boom migratoire. Le pays, frappé par la crise financière, se trouve au bord de la banqueroute. En échange de leur aide, le Fonds monétaire international et l'Union européenne exigent des réformes : Lisbonne doit « moderniser » son économie, c'est-à-dire privatiser, sabrer dans les dépenses publiques, déréguler le marché du travail. Il faut gagner en compétitivité, afin d'attirer les investisseurs. Le Portugal se plie en quatre pour faire rentrer de l'argent frais. Il crée, en 2009, le statut de « résident non habituel », destiné à appâter les cols blancs et les retraités étrangers moyennant une exonération fiscale de dix ans. Un succès immédiat. Trois ans plus tard, il lance un « visa doré » (ou « autorisation de résidence pour activité d'investissement ») avec un accès privilégié à la citoyenneté pour les étrangers qui sortent le carnet de chèques. Une pluie de capitaux s'abat sur le secteur immobilier. Enfin, les gouvernements successifs misent tout sur la manne touristique. Ils ouvrent des liaisons aériennes low cost et libéralisent les locations de courte durée. Les vacanciers débarquent par millions, avec leurs devises.

La thérapie paraît porter ses fruits. Le Portugal renoue avec la croissance en 2014, sa balance courante devient excédentaire, son déficit public se réduit d'année en année. L'ancien cancre fait figure de modèle. Mais, derrière les indicateurs flatteurs, une autre réalité s'impose. Depuis la crise financière, le pays connaît un exode considérable de sa population, avec un pic de 120 000 départs en 2013, et toujours 75 000 en 2023, en

majorité des jeunes diplômés. Privés de perspectives dans cette économie d'emplois de services déqualifiés, ils ne parviennent plus à se loger dans les grandes villes, où les loyers ont doublé en moins de dix ans. Près d'un tiers des Portugais âgés de 15 à 39 ans vivent aujourd'hui à l'étranger.

Cette émigration a accéléré le vieillissement du pays, qui compte désormais deux seniors pour chaque jeune, avec un indice de fécondité parmi les plus bas d'Europe. Or ce ne sont pas les septuagénaires qui vont faire la plonge dans les restaurants, nettoyer les chambres des hôtels ou ramasser des framboises. À l'orée des années 2020, on a donc fait venir des Brésiliens, des Angolais, des Indiens, des Sri-Lankais, des Marocains...

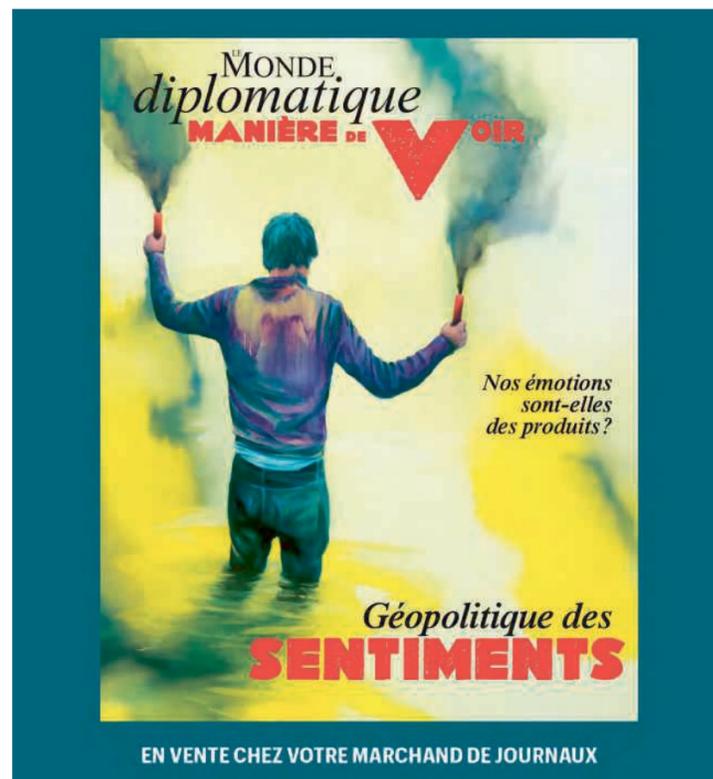
Au petit jeu des chiffres, certaines études montrent également une corrélation, plus étroite encore que la première, entre l'émigration (intérieure comme internationale) et la progression de l'extrême droite (2). À la fois parce que ces départs privent certains territoires d'électeurs jeunes et diplômés, moins enclins à voter pour des partis xénophobes, et parce qu'ils modifient le comportement politique des populations restées sur place, dans une région qui s'enfoncé dans la crise. Alors, si le Portugal devait organiser un référendum sur les migrations, quelle en serait la question ? Voulez-vous renvoyer la main-d'œuvre étrangère corvéable et sous-payée, devenue indispensable à l'économie d'un pays en déclin démographique ? Souhaitez-vous mettre fin aux politiques qui engendrent l'exode de la jeunesse en transformant le pays en villégiature pour retraités aisés et nomades numériques ?

(1) « Has immigration contributed to the rise of rightwing extremist parties in Europe? », Institute for Economic Research, université de Munich, juillet 2020.

(2) Rafaela Dancygier, « Emigration and radical right populism », *American Journal of Political Science*, vol. 69, n° 1, Malden (Massachusetts), janvier 2025.

★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

ÉDITION ABONNÉS
INTERDIT À LA VENTE



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

QUATRE MILLIONS DE SPECTATEURS DEVANT LA PREMIÈRE SÉRIE QUOTIDIENNE FRANÇAISE

Un si grand sommeil

C'est un feuilleton, sur France Télévisions, au titre prometteur : « Un si grand soleil ». Un programme bien fait pour nous reposer des difficultés de la vie sociale et, plus encore, des envahissements de la politique. Mais est-ce si sûr ? Que fait une série très regardée à ceux qui la regardent – y compris politiquement ? À plus forte raison quand elle est convaincue de ne rien avoir de « politique ».

PAR FRÉDÉRIC LORDON *

TOUT va bien. Il est bon de le rappeler, aussi souvent que possible d'ailleurs, car le spectacle du monde pourrait conduire des esprits négatifs à en douter. À tort, bien sûr. Non pas, pour être honnête, que, rigoureusement parlant, tout aille au mieux, mais pour l'essentiel tout de même, oui. La « création » – précisions : la création vendue aux institutions – est d'ailleurs là pour nous en assurer. Ainsi, Leïla Slimani, au Festival de Cannes en conférence de presse du jury. Gardienne de l'essentiel. Un journaliste a eu le mauvais goût d'interroger le sens politique du Festival alors même qu'on massacre à Gaza, au point qu'une tribune de Grandes Consciences un peu brutalement réveillées s'en émeuve. Sur l'estrade, on regarde la pointe de ses souliers. Leïla Slimani se porte heureusement volontaire pour rattraper ce léger début de naufrage. L'essentiel, cette bouée de sauvetage : « Nous avons à continuer de défendre la beauté, la poésie et l'envie de vivre – l'envie de vivre (bis). » Il est bien certain que dans les conditions de fortune qui sont les siennes, défendre l'« envie de vivre » de

Leïla Slimani ne nécessite pas d'efforts excessifs. Mais les autres, à qui l'essentiel n'apparaît pas avec autant de clarté ? Comment le leur faire apercevoir à nouveau ?

Heureusement, comme tous les autres secteurs capitalistes, l'industrie « artistique » pratique le sain principe de la division du travail. Le Festival de Cannes parle aux festivaliers, le service public de l'audiovisuel se charge de la masse. Tous les soirs, à l'heure adéquate, c'est-à-dire après le journal télévisé (JT) qui pourrait conduire à faire douter, la série *Un si grand soleil* réadministre une petite dose d'« essentiel », bien sûr dans une formule redescendue des hauteurs slimanesques, néanmoins ramenée à son principe fondamental, très concentré : tout va bien. Le titre même de la série n'est-il pas en soi comme un prospectus : à la fois des charmes incontestables de la vie à Montpellier, puisque toute la série y a élu domicile, et, plus philosophiquement, du bien-fondé des attitudes positives à l'égard de l'existence.

L'anti-« The Wire »

ICI l'effort à déployer, comparé à celui de Leïla Slimani parlant aux festivaliers, est autrement exigeant. C'est qu'il s'agit de parler à une tranche de population dont la vie ignore l'ensevelissement de principe – et doit activement être ramenée à cette manière d'envisager les choses. L'effort est considérable, il est méthodique également. Impossible en effet de tourner autour du pot : il faut prendre de front la vie sociale puisque c'est l'élément même de la vie des spectateurs, qu'ils la connaissent de première main et qu'elle est le lieu de leur doute quant à la présence bienfaisante du soleil. Pénétrante intuition des scénaristes : saisir la vie sociale par les institutions. Ici *Un si grand soleil* rejoint *Sur écoute* (*The Wire*) – sur le mode de l'inversion grotesque. *The Wire*, souvent désignée, à raison, comme « la meilleure série du monde », déployait une impitoyable enquête sur les institutions, police, syndicat, mairie, médias, école. De même *Un si grand soleil*. À ceci près qu'en lieu et place de l'enquête, il s'agit d'une célébration : comme dans la série HBO, il y a des ins-

tutions, mais, dans ces institutions, c'est la félicité. Étonnamment, la vie sociale est un hexagone institutionnel, c'est beau comme la France : l'école, le média, l'hôpital, l'entreprise, la police, la justice. Et, dans chaque côté de l'hexagone, c'est formidable : puisque tout va bien. *Un si grand soleil* ou *The Wire* à la française – c'est-à-dire l'anti-*The Wire*.

Au *Midi libre* – autant y aller carrément, pourquoi se donner la peine d'inventer un titre quand on a pareil joyau sous la main ? –, au *Midi libre*, donc, on est entièrement dévoué au bien public, notamment à l'éducation des citoyens, à qui il arrive, c'est sans doute l'effet pernicieux des réseaux sociaux, de verser dans le complotisme. Mais on veille aussi à l'information intransigeante, celle qui porte la plume dans la plaie – il y a des scandales, il faut les dénoncer –, autant qu'à la dignité des chiens écrasés. On aide la police en couvrant ses enquêtes, parfois un peu maladroitement, mais toujours animé d'un sentiment citoyen. On houspille la justice qui ne se saisit pas assez vite des grandes affaires – le trafic de drogue, ce fléau.

À Montpellier, il y a aussi le lycée Gustave-Flaubert – mais lui semble imaginaire. Peu importe : il est surtout prétexte à afficher le logo de la région Occitanie – qui a tout de même versé 1,2 million d'euros de subvention à la production depuis 2018, et attend de légitimes retours symboliques. Au lycée Gustave-Flaubert, comme au *Midi libre*, tout est pour le mieux. Les locaux sont splendides, les classes ne connaissent aucune surcharge. Les élèves sont bien élevés, sans doute ont-ils leur langage à eux, se montrent parfois un peu turbulents, ou perturbés, mais, dame, ce sont des adolescents. La proviseure est d'une parfaite humanité, la « communauté éducative » resplendissante.

Comme la « communauté soignante » – de l'hôpital public. Les chambres individuelles sont claires et spacieuses, le personnel, tout de dévouement, reste sans compter son temps auprès des patients. Le souci d'être en prise avec la réalité est néanmoins vif : la directrice, homologue en bienveillance de la proviseure, se dit préoccupée de la réduction des moyens, le personnel soignant est préoccupé à son tour, mais ça reste très « intérieur » et, somme toute, abstrait : pas de tri aux urgences, à peine quelques plaintes des aides-soignants. Si, quand même : une bien vilaine affaire de harcèlement moral – ça existe parfois, hélas –, avec une interne arrogante, puis une chirurgienne un peu cassante – mais on se parlera, c'était un malentendu, et tout rentrera dans l'ordre.

Vient l'entreprise – et un cran de bonheur est franchi. La vie laborieuse y est représentée par un unique plan, décliné à l'infini, d'un salarié d'entrepôt bordereau en main vérifiant l'expédition des colis. La vraie vie est à l'étage : dans les bureaux. La pédégère est une sorte d'aimable harpie qui tient son monde d'une main de fer, mais en définitive s'exploite elle-même bien plus qu'elle n'exploite les autres. Qu'on n'aille cependant pas dire que la réalité du monde du travail est ignorée : il y a un syndicaliste dans cette entreprise. Et même : des conflits salariaux. On a d'ailleurs frôlé la grève. Heureusement la raison a parlé : les augmentations revendiquées n'étaient pas raisonnables – le syndicaliste a fini par l'admettre. Et les craintes de licenciements au moment d'une fusion – c'est la vie naturelle des affaires –, si elles ont été vives, ont été dissipées : la direction générale n'a qu'une parole.

Les sommets dans l'ensevelissement cependant sont atteints au commissariat. La vocation au bien public y est de rigueur. Le commissaire est un peu pète-sec, mais tellement sympathique. On n'a pas besoin de prononcer une seule fois le mot « républicain » pour être certain que ses policiers sont les meilleurs des hommes. Et des femmes : le commissariat ne compte-t-il pas une OPJ lesbienne (point diversité), aux idées humanistes bien ancrées ? Les auxiliaires de police conduisent les menottés avec des expressions de compassion désolée, qui disent qu'il y a parfois bien du malheur dans la société mais que *sed lex*.

Les scénaristes cependant ne se voilent pas la face : on sait qu'il y a parfois des « problèmes » dans la police, on ne feindra pas de regarder ailleurs. Comme on ne veut pas non plus s'étendre, on a confié à un personnage unique le soin de les incarner tous : il est raciste, sexiste, homophobe – mais dans le fond pas mauvais bougre. Pas d'inquiétude en tout cas : rien de systémique.

Une critique aussi abrasive des institutions disperse nécessairement sur un socle philosophique de première qualité. En un mot : la vie (sociale) est aimable et mérite notre modération. La survenue des différends – il peut même y avoir jusqu'à des conflits – est bien normale, néanmoins : raison garder. Au travail, on l'a vu, où l'on se préviendra des folies

salariales. Mais aussi quand il s'agit de l'engagement dans les grandes causes – auxquelles les scénaristes, concernés et à l'écoute de la société, font entièrement droit. La chasse par exemple. Ou les atteintes environnementales de projets immobiliers peu précautionneux, l'agriculture excessivement chimique également. Une grande leçon cependant : trop de radicalité est toujours dommageable. Pourquoi donc aller à de regrettables confrontations, ou risquer des manifestations non autorisées que même la jeunesse des activistes ne peut justifier ? Il s'ensuivra d'inévitables dérapages, de la violence même. En toutes choses donc, conserver le goût du compromis – et le courage de la nuance. De la politique si l'on veut, ma non troppo, et pourvu qu'elle soit citoyenne.

Sirop incapacitant

POUR nous en convaincre, le scénario disperse astucieusement une multitude d'indices subtils, bien faits pour nous assurer que la vie est bonne et ne vaut pas qu'on la chahute. On vit couramment dans des maisons de trois cents mètres carrés avec piscine. Tout le monde ou presque roule en véhicule électrique VW ID.4 (de 41 500 euros à 50 990 euros TTC, renseigne le site), heureuse coïncidence des choix automobiles en tout cas. Chez la pédégère, le branding ne fait même plus semblant d'être discret : les employées de maison s'empressent en tablier Shiva – l'exploiteur qui a réussi cette performance symbolique de transfigurer la domesticité à coups de photos « studio Harcourt ». La continuité en humanité entre Ingrid Bergman et les femmes de ménage n'est-elle pas évidente ?

On commence à avoir compris l'idée générale : il fait bon vivre dans notre ordre social en général, et en Occitanie en particulier. Par conséquent, il vaut mieux que tout le monde se tienne tranquille. La série a d'ailleurs pour invariant narratif de tenir ensemble une amourette, un fait social et le commissariat, assurant donc à la police une présence en chaque épisode. Manière de nous signaler où se tient l'épine dorsale.

C'est une ligne à laquelle la présidente de région, Carole Delga (Parti socialiste), ne pouvait qu'être sensible. De là sans doute qu'après les sommes rondelles lâchées à la production, il ne restait plus rien pour subventionner le colloque 2025 de l'Association française de sociologie réunissant mille chercheurs – il était certes possible que les questions sociales y fussent évoquées d'une manière un peu moins ensoleillée. Pendant ce temps au moins, on ne parlera pas de l'A69 (raison garder), des interdictions de manifestations en faveur de la Palestine, ou de ce que l'université Paul-Valéry, plus réelle que le lycée Gustave-Flaubert, s'engage dans des directions, disons, étranges, à base de master en « Quantique du leadership capacitant et vibratoire » (1), ou de « Semaine pour la qualité de vie et conditions de tra-

vail » (sic) où l'on apprend à « se relaxer au son du kigongi » (2). D'autres effets du soleil probablement.

On se trompe quand on cherche le travail de l'hégémonie dans les « appareils idéologiques d'État » comme disait Louis Althusser. Quand bien même, dans une définition révisée, on y inclurait les médias du capital. La propagande à gros sabots est visible de tous – ça n'est pas un hasard qu'année après année les médias s'enfoncent dans le classement des institutions les plus discréditées. En réalité, l'idéologie a ses cheminements autrement pernicieux, et autrement efficaces, ceux-là mêmes où nul n'aurait à l'idée d'y voir une entreprise de malaxer les esprits. Et c'est vrai : d'entreprise, au sens délibéré du terme, il n'y en a pas. Les scénaristes lèveraient les bras au ciel s'ils s'entendaient qualifier d'idéologues. Le fait est : ils n'ont aucun agenda, aucun double fond. Il leur suffit de se laisser aller à leurs lignes de plus grande pente, les lignes de leur position sociale pour, comme Leïla Slimani, s'émerveiller de la vie bonne qui est la leur, la supposer universellement partagée, tenir à leur désir de n'y surtout rien changer, et proposer une image de la vie sociale à ce point fantasmagorique.

Le pire étant – et c'est bien à cela qu'on mesure la puissance d'une hégémonie – que cette image, pourtant adressée à ceux dont la vie n'est qu'épreuves, est bien faite pour leur entrer dans la tête à la fois comme le rêve de la vie qu'ils voudraient, suffisant à faire oublier la vie qu'ils ont, et comme sirop incapacitant. Tout, dans *Un si grand soleil*, est agencé en vue de la séduction, depuis les faux suspenses qui ne doivent donner lieu à aucune angoisse de spectateur – il en a déjà assez comme ça – jusqu'à l'évacuation totale de toute conflictualité réelle, avec sa pénible perspective de désordre. De la même manière qu'il n'y a pas plus idéologique qu'un journaliste prétendant « ne pas faire d'idéologie », il n'y a pas plus politique qu'une série persuadée de ne pas faire de politique, combinaison paradoxale d'une politique procédant par dénégation de la politique. C'est que l'essentiel est que rien ne se voie – pour que tout opère. La politique visible étant absente, c'est la politique invisible qui fait son travail et qui, comme de juste, le fait avec d'autant plus d'efficacité qu'elle est invisible. C'est pourquoi *Un si grand soleil* est un agent de l'hégémonie infiniment plus efficace que BFM ou le JT de France 2 qui la précède. Tous les soirs, les esprits sont politiquement travaillés, avec une profondeur qui le dispute à l'inconscience générale, celle des scénaristes tout autant que celle des spectateurs. Travaillés à adhérer sans réserve à l'ordre social qui pourtant les maltraite, et ceci par les voies imperceptibles et débilantes du « naturel », par les pouvoirs anesthésiques des reconnaissances immédiates, et immédiatement acritiques, où il s'agit de les enfoncer encore un peu plus – un si grand sommeil.

(1) Elian Barascud, « Montpellier : après le "master quantique", l'université Paul-Valéry n'en a pas fini avec l'ésotérisme », 17 février 2025, <https://lepoing.net>

(2) Elian Barascud, « Le développement personnel New Age, nouvelle méthode de management à l'université Paul-Valéry ? », 18 juin 2025, <https://lepoing.net>

OFFRE D'ÉTÉ

TOUT LE « DIPLO » SUR ÉCRANS

POUR 3,90 € / MOIS

- ◆ Nouvelle application, simple et confortable
- ◆ Intégralité du mensuel et des cartes sur le site Internet
- ◆ Toutes les archives depuis 1954
- ◆ Journal audio : sélection d'articles lus par des comédiens
- ◆ Atlas, manuels, ebooks à télécharger en PDF et epub



Formule d'abonnement,
mensuel et sans engagement,
valable jusqu'au 15 août.

www.monde-diplomatique.fr/ete

STRATAGÈME POUR INCARNER LES CLASSES POPULAIRES

Triomphe du « beauf »

Caricaturé par Cabu dans les années 1970, le personnage du « beauf » servait alors à moquer le Français un peu borné, réactionnaire et sexiste, qu'il soit artisan, petit patron ou ouvrier. Désormais, cette figure semble se réduire aux couches populaires, si bien que certains à gauche, dénonçant un mépris de classe, ont entrepris de la réhabiliter. Sans mesurer les impasses d'une telle stratégie.

PAR ÉLIE GUÉRAUT ET LAÉLIA VÉRON *

«UN bobo qui me traite de beauf... ça ne me dérange pas. Je préfère être un beauf qu'un bo-beauf», estimait l'amateur Cyril Hanouna à propos du chanteur Benjamin Biolay, sur le plateau de «C que du kif» (C8, 11 juin 2020). Comme d'autres archétypes sociaux, la figure du «beauf» est une catégorie floue, dont les contours sont à géométrie variable, et qui existe moins en tant que réalité sociale que comme cristallisation d'un jugement collectif. À l'instar de «bobo», également contestable d'un point de vue descriptif, «beauf» est un terme péjoratif servant à exprimer une distance. Le «beauf», c'est à la fois l'autre et celui dont on méprise le manque de culture, que l'on juge phallocrate, réactionnaire, raciste, etc. Le terme est ainsi devenu une représentation ordinaire du monde social, désignant en un seul geste une catégorie et un rapport de classe.

On pourrait croire que ce mot dessine un clivage entre la gauche (qui traiterait ses adversaires de «beaufs») et la droite

* Respectivement maître de conférences en sociologie à l'université Clermont Auvergne, auteur de l'ouvrage *Le Déclin de la petite bourgeoisie culturelle*, Raisons d'agir, Paris, 2023, et maîtresse de conférences en stylistique et langue française à l'université d'Orléans, auteure (avec Karine Abiven) de *Trahir et venger. Paradoxes des récits de transfuges de classe*, La Découverte, Paris, 2024.

(dont certains représentants revendiqueraient le terme). Or deux livres récents, *Beaufs et barbares*, de Houria Bouteldja (La Fabrique, 2023), et *Ascendant beauf* (Seuil, 2025), de Rose Lamy, reviennent sur cette catégorie pour en interroger la charge méprisante et tenter, chacune à leur manière, de la réhabiliter afin de (re)construire des alliances de classe favorables à la gauche. Pour Bouteldja, essayiste et militante décoloniale, il s'agit de favoriser l'unité des classes populaires en dépit de leurs origines (les beaufs blancs et les barbares racisés) autour d'un projet souverainiste de sortie de l'Union européenne, pensé comme un premier pas dans la lutte contre un «État racial intégral». Lamy, essayiste et militante féministe, insiste, à travers une variation de récits de transfuges de classe, sur l'importance pour la gauche de cesser de mépriser les «beaufs». Dans les deux livres, le mot sert à désigner les classes populaires blanches dans leur ensemble – de manière assumée chez Bouteldja, qui parle du «prolétariat blanc», de façon plus indirecte chez Lamy, qui se demande «[q]ui veut encore défendre les classes populaires blanches». Or ce glissement, au cœur des deux ouvrages, pose des questions à la fois sociologiques et politiques. Qui désigne-t-on réellement quand on parle de «beaufs»? Quelle peut être la pertinence, pour une pensée politique marquée à gauche, de réhabiliter cette figure?

Si la réduction du «beauf» aux classes populaires (et vice versa) est répandue dans le champ médiatique et les industries culturelles, cette figure vise également initialement des groupes sociaux mieux dotés économiquement, en particulier les petits indépendants. On prête à ce terme deux origines, qui, au fil des décennies, se sont confondues. D'abord «BOF», pour «beurre ou fromage», désigne les commerçants enrichis grâce au marché noir durant l'Occupation et suspectés de collaboration (1). Ensuite, dans les années 1970, le «beauf» devient un personnage créé par le caricaturiste Cabu, inspiré notamment d'un gérant de café et de Jacques Médecin, alors maire de Nice. Dans les années 1990, Cabu fait évoluer le personnage, qui travaille dans la communication et joue au golf. Il s'est embourgeoisé mais affiche toujours ses valeurs conservatrices – sexisme, racisme, haine des écologistes, etc.

Bref, dès ses débuts, le «beauf» peut déborder le populaire et appartenir à la (petite) bourgeoisie économique. Ce qui le caractérise, c'est une distance aux cultures scolaire et savante ainsi qu'aux mondes intellectuels qui les portent. Il se tourne au contraire vers un consumérisme de masse, voire étale sa richesse de manière ostentatoire. Ainsi, l'ancien président français Nicolas Sarkozy – lorsqu'il se moquait du «sadique ou de l'imbécile» qui a mis *La Princesse de Clèves* au programme d'un concours de la fonction publique ou quand il rencontra le pape accompagné de l'humoriste Jean-Marie Bigard – a largement été qualifié de «beauf» par certains journalistes, par exemple dans les colonnes de *L'Humanité* (2). Aujourd'hui, on peut se demander si des figures politiques contemporaines de premier plan comme MM. Javier Milei ou Donald Trump ne correspondent pas, elles aussi, à cette vision du «beauf». Incarnations idéaltypiques de la «fragilisation des liens entre culture savante et classes supérieures» (3), tous deux mettent en scène une distance maîtrisée à la culture légitime dans le cadre d'une communication politique populiste.



MARINE LUSZPINSKI. – «Rase-toi, habille-toi, tu ressembles à rien !», de la série «Vos gueules les p'tites putes !», 2019

Comment alors expliquer le lien privilégié entre cette catégorie et les classes populaires (principalement masculines et blanches)? Comme l'a expliqué le sociologue Gérard Mauger (4), et comme le rappelle Rose Lamy, le succès du «beauf» de Cabu s'explique en partie par le contexte post-Mai 68, au sein duquel la «petite bourgeoisie nouvelle» décrite par le sociologue Pierre Bourdieu (5) connaît une ascension importante. Se réclamant de l'underground et des contre-cultures anglo-saxonnes, ses membres convertissent peu à peu leurs dispositions contestataires, de la sphère politique vers la sphère culturelle. Dénoncer le «beauf» permet de se donner le bon rôle dans ce processus de renouveau collectif, en rejetant la faute sur une classe ouvrière qui se serait détournée de son rôle d'avant-garde révolutionnaire et dont la figure idéalisée – l'ouvrier qualifié, blanc, syndiqué, travaillant dans la grande industrie – s'effrite.

On assiste actuellement à un retour de ce stéréotype même s'il ne s'agit plus de se moquer du «beauf» mais de retourner ce stigmate, quitte à réduire le beauf au populaire et le populaire au beauf. En

effet, qu'elle soit misérabiliste ou populiste, stigmatisante ou valorisante, cette opération pêche par ethnocentrisme de classe et pose trois problèmes : elle contribue à occulter l'hétérogénéité des classes populaires, elle efface le clivage entre pôle culturel et économique de l'espace social et elle néglige les effets locaux de l'intensification de la concurrence économique entre groupes dominés à l'échelle internationale.

L'assimilation du populaire au «beauf» tend d'abord à invisibiliser la forte disparité des goûts, pratiques, valeurs et styles de vie populaires. Par exemple, la notion de «bohème populaire», développée par Gérard Mauger et Claude Poliak dans les années 1970 (6), décrit une réalité à l'exact opposé de celle que la figure du «beauf» entend, au même moment, moquer : la progression au sein des jeunes populaires des idéaux contestataires post-68 et des contre-cultures anglo-saxonnes, à l'image du rock'n'roll ou du jazz. Plus récemment, les sociologues Martin Thibault (7) ou Cédric Hugrée (8) ont rendu compte des «aspirations évasionnistes» de jeunes de classes populaires tournés vers l'école et la culture légitime, là aussi aux antipodes du style de vie associé au «beauf».

À gauche aussi

Ce glissement peut également avoir pour effet de mettre de côté les tensions aussi entre pôle culturel et pôle économique. La dénonciation du mépris concentré autour d'un «beauf» forcément dominé (culturellement et économiquement) par des «dominants» est ainsi réductrice. Or, comme nous l'avons montré dans le cadre d'une enquête ethnographique dans une ville moyenne du centre de la France (9), il arrive que l'expression du mépris de classe traduise une réaction au déclassé social et résidentiel que connaît une petite bourgeoisie culturelle locale, constituée d'enseignants, d'artistes ou encore de travailleurs sociaux. Celle-ci, confrontée aux politiques d'austérité budgétaire, à la crise du socialisme municipal et à la dégradation du centre-ville, qui menacent son assise professionnelle et résidentielle, trouve dans la dénonciation de la figure du «beauf» l'occasion d'une vengeance à l'égard des élites économiques locales (commerçants, cadres et chefs d'entreprise, professions libérales...), jugées pour partie responsables de ce déclassé.

Enfin, le glissement du «beauf» aux classes populaires masculines et blanches peut conduire à oublier que les immigrés et les femmes des classes populaires font partie des principales victimes des transformations internationales actuelles du capitalisme. Les sociologues Cédric Hugrée et Étienne Pénissat parlent ainsi d'une «ségrégation spécifique aux classes populaires» en notant qu'en France, deux ans après la crise économique de 2008, «40% des ouvriers non qualifiés descendants d'immigrés venus d'un pays hors de l'Union européenne étaient au chômage, contre 17% des ouvriers non qualifiés n'étant ni immigrés, ni descendants d'immigrés» (10).

sexiste à l'encontre de l'historienne Ludivine Bantigny (13).

De manière plus générale, la réhabilitation de l'étiquette «beauf» fait l'impasse sur le problème politique suivant : que faire lorsque des personnes de classes populaires ont des comportements qui ne relèvent pas de simples pratiques culturelles, mais de rapports de domination, voire de violence, vis-à-vis d'autres groupes dominés, tels que des propos ou actes sexistes et racistes? Faudrait-il ne pas les dénoncer par crainte d'être taxé de mépris de classe? Autre difficulté : la représentation caricaturale des classes populaires en tant que «beaufs» tend à rétrécir leur univers culturel à des pratiques consuméristes normées par l'industrie culturelle de masse. Un tel raccourci tend à figer les classes populaires dans un imaginaire de désir uniquement orienté vers les standards du capitalisme marchand et à sanctuariser ainsi les rapports sociaux existants, tout en faisant fi des tentatives historiques de création de contre-cultures populaires liées à des projets de transformation sociale (telles qu'elles ont pu exister au sein de mouvements d'éducation populaire souvent liés à des institutions, comme le Parti communiste français).

En définitive, les usages de la notion de «beauf» mêlent, le plus souvent, deux critiques, sociale et morale. S'il ne faut certes pas évacuer la question morale (il n'est ni juste, ni d'ailleurs politiquement efficace, de faire preuve d'un mépris culturel afin de disqualifier des groupes sociaux «ennemis» ou jugés comme tels), la seule condamnation du mépris culturel peut oblitérer la compréhension des conditions sociales de production de ce mépris. En outre, sur le plan politique, il faut être capable de reconnaître que les pratiques culturelles peuvent être critiquées et faire l'objet d'un travail d'appropriation et de transformation (qui se mène de fait dans le monde associatif, les médias, le champ artistique, etc.). La culture n'est pas seulement un espace de jeux de distinction sociale, mais aussi un terrain de luttes politiques.

(1) Nicolas Gastineau, «Une généalogie du «beauf»», 15 décembre 2021, www.philomag.com

(2) Bernard Vasseur, «De quoi rêve Sarkozy?», *L'Humanité*, Saint-Denis, 15 janvier 2008.

(3) Philippe Coulangon, «Classes sociales, pratiques culturelles et styles de vie», *Sociologie et sociétés*, vol. 36, n° 1, Paris, printemps 2004.

(4) «Sociogénèse et usages de la figure du «beauf»», *Sens-Dessous*, n° 23, La Roche-sur-Yon, 2019.

(5) *La Distinction*, Éditions de Minuit, Paris, 1979.

(6) *La Vie buissonnière*, Maspero, Paris, 1977.

(7) *Ouvriers malgré tout*, Raisons d'agir, Paris, 2013.

(8) Cédric Hugrée, «Le CAPES ou rien?», *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 183, n° 3, Paris, 2010.

(9) Élie Guéraud, *Le Déclin de la petite bourgeoisie culturelle*, Raisons d'agir, 2023.

(10) Cédric Hugrée et Étienne Pénissat, «Classes», dans Didier Fassin (sous la dir. de), *La Société qui vient*, Seuil, Paris, 2022.

(11) Cf. Raphaël Challier, *Simple Militants*, Presses universitaires de France, Paris, 2021.

(12) *Le Savant et le Populaire*, Seuil, 1989.

(13) Sarah Brethes, «Le tribunal relaxe François Bégau de propos «indéniablement» sexistes», *Mediapart*, 27 mai 2024.

Édité par la SA Le Monde diplomatique.
Actionnaires : Société éditrice du Monde,
Association Gunter Holzmann,
Les Amis du Monde diplomatique
1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris
Tél. : 01-53-94-96-01
Courriel : secretariat@monde-diplomatique.fr
Site Internet : www.monde-diplomatique.fr

Directoire :

Benoît BRÉVILLE, président, directeur de la publication
Anne-Cécile ROBERT, directrice adjointe

Autres membres :

Vincent CARON, Élodie COURATIER, Pierre RIMBERT
Conseiller éditorial auprès du directeur de la publication :
Serge HALIMI

Conseiller en finance et développement auprès du directeur :
Bruno LOMBARD

Secrétaire générale : Anne CALLAÏT-CHAVANEL

Directeur de la rédaction : Benoît BRÉVILLE

Rédacteur en chef : Akram BELKALD

Rédacteurs en chef adjoints : Evelyne PIEILLER,
Grégory RZEPSKI

Cheffes d'édition :

Angélique MOUNIER-KUHN (*Manière de voir*),
Anne-Lise THOMASSON (*Le Monde diplomatique*)

Rédaction : Philippe DESCAMPS,
Renaud LAMBERT, Hélène RICHARD,
Pierre RIMBERT, Anne-Cécile ROBERT,
Christophe VENTURA

Cartographie : Cécile MARIN

Site Internet : Guillaume BAROU

Conception artistique :

Nina HLACER, Boris SÉMÉNIKO
(avec la collaboration

de Delphine LACROIX pour l'iconographie)

Archives et données numériques :

Suzy GAIDOZ, Maria IERARDI

Mise en pages et photographie :

Jérôme GRILLIÈRE, Patrick PUECH-WILHEM

Correction : Pauline CHOPIN,
Xavier MONTHEARD

Directeur commercial et administratif : Vincent CARON

Directrice des relations sociales : Élodie COURATIER

Responsable du contrôle de gestion : Zaïa SAHALI

Administration : Sophie DURAND-NGÔ (9674),
Sylvia DUNCKEL (9621), Eleonora FALETTI (9601)

Courriel : prenom.nom@monde-diplomatique.fr

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY.

Anciens directeurs : François HONTI, Claude JULIEN,
Ignacio RAMONET, Serge HALIMI

Publicité : Elisabeth CIALDELLA :
elizabeth.cialdella@mpublicite.fr

Diffusion, mercatique : Maureen DECARPIGNY, Sophie
GERBAUD, Sabine GUDE, Kevin JOLIVET, Adeline KRUG
DONAT, Christiane MONTILLET, Martine PRÉVOT
Relations marchands de journaux (numéro vert) :
0805-050-147

Service relations abonnés

• Depuis la France : 03-21-13-04-32 (non surtaxé)
www.monde-diplomatique.fr

• Depuis l'étranger : (33) 3-21-13-04-32

Conditions générales de vente : www.monde-diplomatique.fr/gv

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

© ADAGP, Paris, 2025,

pour les œuvres de ses adhérents

Prix au numéro : 5,90 €

Prix de l'abonnement annuel à l'édition imprimée :
France métropolitaine : 65 €

Autres destinations : www.monde-diplomatique.fr/abo

Merci à nos acheteurs chez les marchands de journaux
de nous signaler toute anomalie au 01-57-28-33-25

UNE SEMAINE AVEC LES PASSAGERS DE L'« ARMONIA »

Dans le huis clos des croisières

LE temps semble suspendu sur une mer Adriatique déserte. «*Ressentez la magie dans l'air.*» La musique pop du groupe Magic System se mêle au bruit sourd des moteurs. L'*Armonia* dispose de 2620 places pour les passagers et d'un équipage de 721 personnes. Le sillage de cet édifice de 13 ponts et d'une longueur de 274 mètres trouble le bleu profond des eaux, tandis que l'azur du ciel se voile d'une fumée recrachée par la grosse cheminée tamponnée du logo de la Mediterranean Shipping Company (MSC), la première compagnie maritime du monde et la quatrième pour les seules croisières.

Sur le pont supérieur n° 12, Zaffiro («*saphir*»), des croisiéristes se reposent sur les transats pris d'assaut, qui tournent le dos à une mer d'huile. À l'aube, ces chaises longues ont été disposées face à l'intérieur du bateau et non vers la Méditerranée. «*C'est la consigne, mais vous pouvez le retourner si vous avez envie.*», soupire Amman, un Philippin dont le prénom et la nationalité sont inscrits sur son badge, à l'instar de tous les employés (1). Les passagers ont ainsi une vue plongeante sur le pont n° 11, où se déroulent des activités organisées. Cet après-midi de juin, le «*méga bingo*» galvanise la foule, à côté des piscines à l'eau de mer et des jacuzzis convoités.

Les vacanciers en maillot de bain concentrent leur attention sur les paroles de l'animateur brésilien : «*25 000 euros, vous pouvez gagner jusqu'à 25 000 euros!*», s'époumone Pedro en six langues (anglais, français, portugais, espagnol, allemand et italien). Un serveur indien traverse le parterre dense de joueurs avec son chariot. Multipliant les allers-retours entre les bars à cocktails et les cuisines, l'homme en chemise longue débarrasse sans relâche les verres de sangria ou les assiettes estampillées MSC, certaines encore remplies de frites ou de sandwiches entamés. Sous le soleil de plomb, les buffets à volonté Il Girasole («*Le tournesol*»), Hamburger Paradise ou Pizza et Pasta offrent la possibilité de manger presque à toute heure.

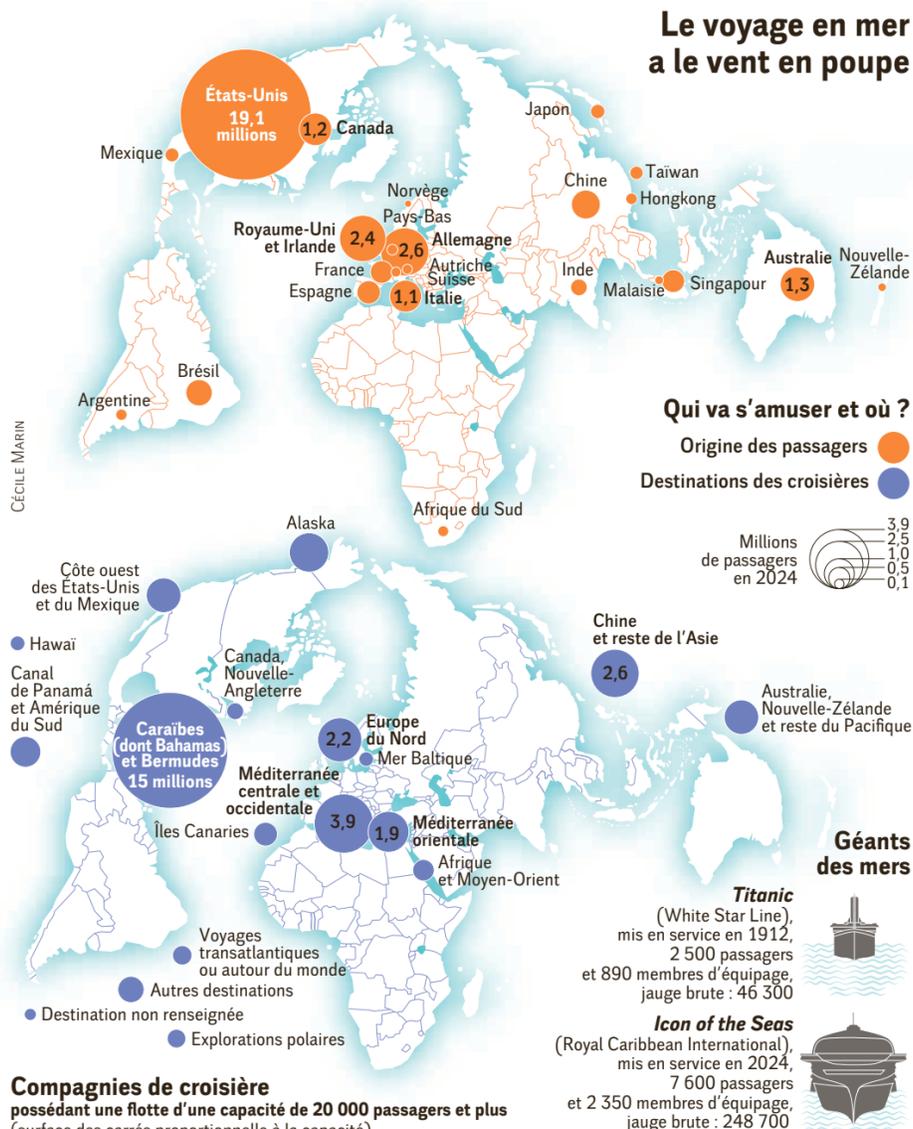
Ce jour-là, personne ne remporte le méga bingo. Mais un autre aura lieu dans deux jours. «*Si je gagne, je pourrai arrêter de travailler.*», rêve sans y croire Théo, un mécanicien automobile venu du sud de la France. Certains soirs, ce croisiériste enthousiaste prend la route du Palm Beach Casino pour y miser de petites sommes, au pont n° 6 dit Diamant. Entre les machines qui clignotent, il croise Zaur, un Azerbaïdjanais. «*Za vache zdarovie!*» («*Santé!*»), crie ce dernier en russe, coupe de prosecco en main, l'air heureux même s'il vient de perdre plus de 1 000 euros. «*J'ai assez d'argent, je n'ai pas besoin de travailler.*», résume Zaur, sans détail. Il dort la journée, ne sort jamais aux escales, secondaires à ses yeux. Il est toujours fin prêt à la tombée de la nuit pour la roulette. «*J'adore les croisières, car ici il n'y a pas de nationalités : Russes, Français, Italiens... nous sommes tous amis en mer!*», assure-t-il. L'heure est à la fête et à la fameuse «*déconnexion*» des vacances. Dans ce huis clos, des chaînes de télévision sont disponibles dans plusieurs langues, mais il n'y a pas de journaux. Internet est payant : 90 euros pour deux appareils. Il n'y a pas de réseau téléphonique en pleine mer.

D'avril à novembre, l'*Armonia* navigue sans répit en Méditerranée. En juin, il vogue entre Venise, Brindisi, Le Pirée, Mykonos, Split, avant de revenir à la cité des Doges. Le bateau compte près de trente nationalités. À bord, plus de huit cents vacanciers sont italiens : «*MSC est une compagnie créée par un Italien, et la localisation des ports joue dans l'origine des passagers.*», vante Giulia, une hôtesse transalpine. Ils sont suivis des Espagnols, Américains ou Australiens, puis de croisiéristes allemands, portugais, français, portoricains et néerlandais. MSC a aujourd'hui son siège à Genève. L'entreprise a été fondée par M. Gianluigi Aponte, un membre de la famille éloignée de l'ancien secrétaire général de l'Élysée Alexis Kohler. Passé par la direction financière de l'entreprise, ce dernier a été mis en examen en 2022 pour prise illégale d'intérêts en rapport avec MSC.

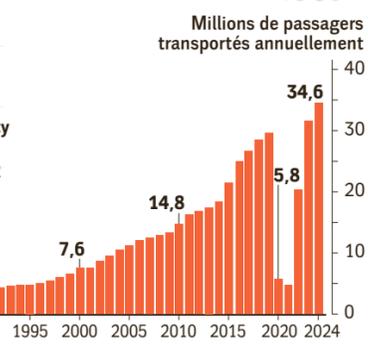
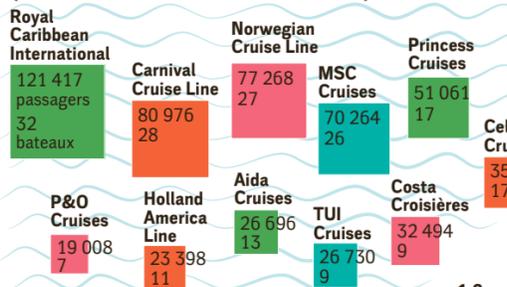
Les salariés qui saluent à toute heure les passagers d'un «*Bonjour, comment allez-vous?*» en globish (anglais de voyage) occupent de nombreuses fonctions : hôtes, réceptionnistes, serveurs, agents d'entretien, plombiers, mécaniciens... Ils sont philippins, mauriciens, brésiliens, malgaches, indonésiens, albanais, ukrainiens, croates... Les ressortissants européens ou sud-américains ont davantage la charge de l'accueil. Outre l'orientation des clients, les employés du navire doivent assurer la paix sociale. La tâche prend des formes multiples : séparer des Italiens qui se battent pour une place assise au théâtre; calmer les arrivées massives aux buffets; offrir une bouteille de prosecco en cas d'appareil défectueux dans une cabine...

On imaginait le tourisme de croisière touché par le naufrage du «*Costa Concordia*», puis coulé par le Covid. En réalité, le secteur ne s'est jamais aussi bien porté, avec 34,6 millions de passagers dans le monde en 2024, soit 9 % de plus que l'année précédente et 16 % de plus qu'en 2019. En embarquant dans un navire de MSC entre Venise et Mykonos, on comprend mieux les ressorts de ce succès commercial.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE ÉLISA PERRIGUEUR *



Compagnies de croisière possédant une flotte d'une capacité de 20 000 passagers et plus (surface des carrés proportionnelle à la capacité)



L'impératif de rendement apparaît avec la rotation permanente des passagers. Pour optimiser le remplissage, le navire embarque et dépose à chaque port des voyageurs qui séjournent sept nuits à bord. L'étape la plus importante reste Venise, où les vacanciers convergent des quatre coins du monde à leurs frais. L'*Armonia* y recharge les trente mille tonnes de denrées alimentaires nécessaires pour cuisiner plus de dix mille repas par jour durant une semaine. En juin, le prix de la croisière est d'environ 1 300 euros pour une cabine intérieure – accueillant une ou deux personnes – en pension complète, sans compter les boissons et les activités facturées en supplément. MSC organise aussi de multiples excursions payantes dans les villes-escales : virée en touk-touk à Split, découverte des plages de Mykonos ou de l'Acropole d'Athènes.

Un jeune policier en congé ne descend jamais à terre. Il a réservé au dernier moment : «*Je voulais me relaxer, être seul au milieu des gens.*» Cet Italien est

adepte de la salle de sport, en tête de pont, le seul espace du bateau où l'effort physique est encouragé, non loin des buffets et du spa. Il se dépense sur un tapis de course. À côté, un croisiériste fait du rameur en scrutant la mer infinie face à lui. «*Nous avions envie d'un voyage reposant, avec ces étapes organisées, nous venons d'avoir un enfant.*», explique Maria, une thérapeute italienne, pendant que deux employés déplient une chaise bébé.

Les enfants, les couples et les familles intergénérationnelles sont légion. «*Je pensais qu'on ne croisait que des personnes âgées, c'est tout l'inverse. On s'occupe bien de nous. Un animateur a même chanté une chanson pour mon futur bébé.*», se réjouit Lisa, une infirmière enceinte venue de l'est de la France. Deux retraités italiens, Noemi et Giuseppe, voyagent avec leurs petits-enfants : «*Nous étions à bord du Costa Concordia, avec le capitaine Francesco Schettino, quelques mois avant qu'il ne coule.*», raconte Noemi à des vacanciers qui s'en

émeuvent à la table du petit déjeuner. Le commandant de ce paquebot appartenant à la compagnie italienne concurrente Costa Croisières est célèbre pour avoir abandonné son navire en plein naufrage, le 13 janvier 2012, au large de l'île italienne de Giglio. C'est «*la*» catastrophe connue de tous les passagers, qui ne peuvent qu'imaginer la panique dans cet espace clos. «*Cela ne nous empêche pas de refaire des croisières, poursuit Noemi. En famille, c'est pratique.*»

Les annonces au haut-parleur rappellent parfois jusque dans les cabines l'intérêt des activités collectives. Les jours de mer, plus de soixante occupations gratuites de jour ou de nuit sont programmées : fête au bord de la piscine, jeu d'amitié, gym au lever du soleil, cuisine pour enfants, soirée dans la boîte Starlight Disco... «*Les séances durent de trente à quarante-cinq minutes, rarement davantage, sinon les croisiéristes nous reprochent de ne pas pouvoir faire assez d'activités.*», justifie Manuel, un hôte d'accueil «*toujours joignable*» qui tutoie vite, une marque destinée à gommer les différences sociales.

Le spa payant, les magasins de vêtements, bijoux ou lunettes de soleil tentent aussi les passagers. «*Ici, on ne s'ennuie jamais.*», rassure Manuel devant les trois personnes venues au «*rendez-vous des voyageurs solitaires*», qui se tient dans le Red Bar aux hublots ornés de rideaux à l'autrichienne, avec miroirs au plafond. Pendant la «*soirée blanche*», les voyageurs vêtus de blanc dansent ensemble sur le pont supérieur. Celui qui crie le plus fort dans la nuit gagne le cocktail du jour. Deux fois par soir des représentations gratuites ont lieu aussi dans le vaste théâtre La Fenice («*le Phénix*») aux rideaux à paillettes – en référence à l'Opéra de Venise, souligne un hôte pour ceux à qui cela aurait échappé. Le répertoire de chansons anciennes se voit plébiscité. Comme cette nuit où deux artistes entonnent *Over the Rainbow*, que chantait Judy Garland en 1939 dans le film *Le Magicien d'Oz*, devant un écran géant où s'animent des aurores boréales.

Les dîners sont pensés par MSC comme des moments de socialisation accélérée. Les vacanciers en tenue élégante se rendent à heure fixe au restaurant. Ils sont placés, souvent selon leur langue, par le même serveur en chemise et gilet de service. Les six francophones de notre table, trois couples suisses et français qui ne se connaissaient pas, sympathisent vite. Les conversations tournent autour de la vie du croisiériste.

Des portraits du capitaine au pont n° 5 forgent sa légende

Chloé, une auditrice comptable trentenaire, est venue avec son compagnon. Fascinée, elle ne cesse de visiter ce bateau grand comme deux cathédrales. Souvent en retard au dîner, elle est happée par les photographes, qui se tiennent en embuscade près des restaurants où ils installent leurs décors fictifs : un ferry sous la lune, des escaliers façon *Titanic*, les paysages de Mykonos... Les croisiéristes sont flattés de retrouver leurs portraits parmi les centaines de tirages exposés dans un couloir. Nos voisins de table ont fini par craquer sur un lot de photos à 200 euros. Corinne et Paul, assistante médicale et chauffeur routier proche de la retraite, gardent des souvenirs radieux de leur première croisière en 2010 «*avec Costa*». Ces deux Suisses les partagent à chaque repas. «*Les mini-croisants étaient moins secs, les cabines plus grandes, le gala du capitaine plus long.*», tranche Paul.

C'est «*la*» soirée événement de la semaine. Sur un navire, le capitaine est responsable de tout. De petits portraits de lui en veste blanche sur fond étoilé trônent au pont n° 5 pour forger sa légende. Ce moment est aussi sacralisé avant le départ du bateau : on nous rappelle que «*la soirée du capitaine*» sera l'une des seules qui exigent une «*tenu correcte*». Lors de la fête, le maître à bord entre dans le théâtre sous les acclamations du public. Il fait monter une petite fille sur scène, souhaite la bienvenue à la foule en plusieurs langues et repart sur l'air de *Simply the Best* («*Tout simplement le meilleur*») de Tina Turner. Soudain, une femme visiblement émue se met en travers des marches pour le prendre par le bras et lui susurrer un mot à l'oreille.

Au fil de la semaine, les dîners deviennent de plus en plus conviviaux. Notre paquebot vogue au large de Pylos, en Grèce, là où plus de cinq cents migrants sont morts en 2023 lors du naufrage d'un chalutier surchargé. Des bombes tombent sur l'Ukraine, l'Iran ou Gaza. La canicule sévit. Mais, dans le restaurant chic, le voyage, jugé «*génial*»,

(1) Tous les prénoms ont été modifiés.

* Journaliste.



ALESSANDRO GANDOLFI. – Cours de danse en plein air à bord du navire de croisière « MSC Grandiosa », de la série « Life in the Blue Zone » (La vie dans la zone bleue), 2021

prend le pas sur les autres sujets dans les discussions. « Les voitures électriques, cela ne marchera jamais », lance toutefois un convive employé dans l'industrie pétrolière. « Tout de même, on jette un paquet de nourriture ! Les salariés travaillent comme des fous », compatit pour sa part Chloé. Nos voisins de table se saluent avec plaisir lorsqu'ils se croisent hors des repas, mais sans jamais être intrusifs. Personne ne nous demande notre prénom ou notre profession.

Enseignant, étudiant, développeur Web, menuisier, entrepreneur... Les statuts sociaux des voyageurs sont variés, mais les passagers restent discrets à ce sujet. Sur le papier, seule la cabine – avec balcon ou sans fenêtre – pourrait mettre en évidence les différences de revenus : plus on est haut dans le navire plus on paye cher, les cales étant réservées à l'équipage. Les plus nantis choisissent la formule luxe avec des espaces isolés, à l'image du Top Exclusive Solarium de l'ultime pont n° 13. Mais tous les vacanciers sont traités avec de nombreux égards. Dès leur première arrivée en grande pompe, toujours en musique, dans le bateau, ils se voient remettre la fameuse « carte de croisière ».

« C'est comme ta carte d'identité, compare Manuel. Il faut toujours l'avoir avec toi. » Certains portent autour du cou ce sésame qui est scanné aux montées et descentes ultrasurveillées dans les ports, ouvre la porte des cabines, et reste le seul moyen de paiement à bord. Carte bancaire et espèces étant refusées, il faut créditer sa carte de croisière sur une borne. Par facilité, bon nombre de passagers y associent directement leur compte bancaire, ce qui rend les transactions abstraites au fil des jours. Dès l'embarquement, de petits stands rappellent l'utilité des services auxquels on aurait oublié de souscrire, malgré les courriels de relance avant le départ. Tout achat en mer coûte plus cher : jusqu'à 30 % de supplément pour l'option Internet ou 40 % pour le forfait boissons.

Pour rester à la page, les voyageurs sont encouragés à télécharger l'application intranet « MSC for me » sur leur téléphone. Ce réseau informatique interne crée un lien indéfectible avec le navire, en

particulier pour ceux qui n'ont pas souscrit l'option d'accès à Internet. L'application enregistre les transactions et régent la vie sur le bateau et autour de lui : météo, excursions, tenues à adopter... Les notifications pleuvent : « Profitez d'un moment chaleureux au buffet en évitant les horaires d'affluence de 7h30 à 8 heures », « Promotions sur le spa, les massages, les sacs à main »... En outre, des tracts publicitaires sur les offres à bord sont glissés sous les portes des cabines. La veille du retour, tous les clients se voient également prélever 1 euro destiné à la Fondation MSC. « Ce don est prévu lorsque vous associez votre compte bancaire et la carte de croisière, assure un réceptionniste à ceux qui n'avaient pas lu en détail les conditions générales de vente. Vous êtes au milieu de la mer, vous pouvez bien lui offrir 1 euro ! », ajoute-t-il, avec un sourire figé. Des croisiéristes se plaignent de ce « don automatique » sur un forum de voyageurs. À bord, des passagers sont surpris. « Le problème n'est pas le montant, mais le moyen utilisé : un don, cela vient de nous, on ne nous l'a pas demandé clairement, j'aurais pu donner pour une autre cause », s'indigne la Suisse Corinne.

La Fondation MSC « est animée par [un] profond sens de la responsabilité envers la planète et ses ressources », selon son site. Un panneau insiste sur l'« engagement » de la compagnie pour l'environnement : 80 % de l'eau douce utilisée à bord vient de la mer – dont l'eau potable, désalinisée –, le plastique est limité. La flotte MSC est fièrement représentée dans les couloirs, en vidéo ou en photo. On peut même acheter le cliché d'un navire pénétrant dans une baie. À peine a-t-on foulé au premier jour la moquette de l'Armonia qu'une hôtesse propose un rabais sur une croisière au Panama, « seulement si l'on y souscrit à bord ». Dans la semaine, une conférence est organisée pour vanter l'annual « tour du monde MSC », qui dure cent vingt-deux jours avec quarante-cinq escales : « La croisière 2026 est déjà pleine, mais vous pouvez réserver pour 2027 », précise l'hôtesse.

Lors des escales, l'Armonia reste à quai quelques heures. Visiter Brindisi, port immaculé du sud de l'Italie de 80 000 habitants, se fait ainsi

entre 16 heures et 22 heures. « C'est petit, il n'y a rien à voir », juge un couple de Français resté sur le pont. Surnommé « la porte de l'Orient », Brindisi fut un point d'arrivée de la Via Appia, qui partait de Rome. Il voyait débarquer les armées romaines mandatées en Orient. Ce jour de juin 2025, les croisiéristes y descendent sous la musique de *What Is Love*, de Haddaway, crachée par une enceinte posée sur le quai. Une fanfare locale de tambours prend la relève. À la sortie du port ont été installées des tentes de créateurs de bijoux. Sur l'allée voisine Garibaldi, bordée de palmiers où volent les martinets, des employés du bateau en civil sirotent des spritz. Les passagers sont nombreux à revenir au navire pour profiter du repas gratuit. Alors qu'il lève l'ancre, une animatrice en combinaison entame sur le pont supérieur l'activité karaoké, qui résonne jusqu'aux immeubles pâles de Brindisi. Les voyageurs s'endorment bercés par les flots de l'Adriatique et se réveillent en mer Ionienne.

« Mon agence m'a mise en garde contre les pick-pockets »

Venue d'Australie, Christianne, professeure d'anglais à la retraite, se passionne pour les escales. « J'aime l'architecture différente des villes d'Europe », détaille-t-elle assise dans un fauteuil, habillée chic, en attendant l'ouverture du restaurant. Cette veuve compte douze croisières à son actif, dont une réservée aux adultes qu'elle évoque avec nostalgie : elle avait apprécié le calme, sans présence d'enfants. Arrivée sur l'Armonia après une correspondance en avion, elle se réjouit : « Je ne peux pas marcher trop longtemps. Ici, il n'y a rien à planifier. Les transferts pour descendre du bateau sont bien organisés. »

Accusés de polluer ou d'abîmer les infrastructures (*lire ci-contre*), les navires de croisière sont de plus en plus relégués hors des centres-villes. Le débarquement des passagers se fait loin des lieux d'excursion vantés sur les dépliants. Au port grec du Pirée, le vacancier arrive ainsi à l'extrémité des terminaux de ferrys, à une heure de trajet en bus de l'Acropole d'Athènes. Ceux qui s'aventurent dans les villes-escales sans passer par le circuit MSC empruntent les transports publics ou les taxis. Mais aucun retardataire ne sera attendu, prévient le personnel. Un couple francophone a préféré rester à bord : « Nous avons déjà vu Athènes, il y a douze ans. »

Christianne, elle, ne sort qu'en excursion organisée. « Mon agence de voyages m'a mise en garde contre les pick-pockets et la drogue dans les verres, raconte-t-elle. Il nous a aussi été recommandé d'éviter l'île grecque de Santorin et Barcelone, là où il y a des anticroisières et des anti-touristes. » Quelques jours plus tôt, des groupes y ont aspergé des passa-

E. P.

Une industrie touristique très polluante

Une fois amarré au port du Pirée, l'Armonia mêle ses fumées aux brumes de chaleur et à la pollution d'Athènes. À bord, la vie continue, des passagers se rafraîchissent dans les bars climatisés et les jacuzzis. « Même immobiles, les navires de croisière, alimentés au fioul, consomment au minimum 500 litres de carburant par heure pour maintenir l'alimentation électrique (éclairage, climatisation, réfrigérateurs, etc.), contre 2 000 litres lorsqu'ils naviguent », explique M. Nicolas Raffin, porte-parole de l'organisation non gouvernementale Transport et Environnement France. Les 214 bateaux de ce type qui naviguaient en Europe en 2023 ont eu un impact climatique considérable, qui équivaldrait à 50 000 vols Paris-New York, selon lui.

Outre MSC Croisières, les géants du secteur sont l'américain Carnival Cruise Line, l'américano-norvégien Royal Caribbean International et l'italien Costa Croisières. Tous jouent désormais de considérations environnementales comme arguments commerciaux. La Royal Caribbean se félicitait ainsi en 2022 de l'usage du gaz

naturel liquéfié (GNL), présenté comme un « carburant vert » pour son énorme navire *Icon of the Seas* (« Icône des mers »), doté d'une vingtaine de ponts et de 7 600 places pour passagers, ce qui lui vaut le surnom de « lasagne humaine ». « Il est absolument faux de présenter le GNL comme un combustible écologique, en raison des dégagements de méthane qu'il occasionne », rappelle M. Raffin. En octobre dernier, l'Office néerlandais de la publicité a dénoncé une campagne publicitaire de MSC Croisières qui vantait sa politique énergétique et faisait notamment passer le GNL pour « l'un des carburants les plus propres ». À la suite de nos demandes, « MSC Croisières a décidé de ne pas répondre à vos questions », nous a fait savoir l'agence de communication de la compagnie.

Désormais, les sociétés vantent l'électrification pour réduire leurs émissions durant les escales. Elles s'équipent pour se raccorder aux réseaux électriques à quai. L'Union européenne prévoit l'obligation pour les principaux ports européens de proposer des branchements aux ferrys, paquebots et porte-conteneurs

d'ici à 2030. Le collectif Stop croisières dénonce le financement public des aménagements nécessaires. En outre, l'éloge de l'électrification à quai ne doit pas occulter les émissions toujours importantes en mer, comme les rejets liquides. En dépit des annonces controversées autour des piles à combustible utilisant de l'hydrogène ou des hydrates de méthane, aucun carburant de recharge n'est encore disponible à grande échelle pour propulser les flottes sur de longues distances. Ceux-ci recrachent également quantité de microplastiques, pollution invisible émanant des eaux usées.

Pourtant, cette industrie énergivore peut toujours compter sur le soutien de l'Union européenne. Il faut préciser que 97 % des navires de croisière dans le monde sont fabriqués en Europe, dont plus de la moitié en Italie, selon la Cruise Lines International Association (CLIA). Ce type de construction représente désormais 80 % du carnet de commandes des chantiers navals européens, hors marine de guerre.

gers au pistolet à eau, s'inquiète-t-elle. « Les habitants se tirent une balle dans le pied, ce secteur leur rapporte de l'argent », dit Christianne, qui a choisi MSC pour ses escales « sécurisées ».

À Split ou Mykonos, un même décor semble donné à voir aux passagers MSC. Les rues fréquentées à proximité des ports, converties de gré ou de force à l'arrivée de nombreux étrangers, ont un cadre similaire : des bars aux cartes traduites en anglais, des appartements saisonniers à louer, des boutiques de souvenirs. La population locale se met au service des touristes. Les chats errants se sont habitués aux égoportraits et aux poubelles bien remplies. Hors des sentiers battus de MSC, rien n'est pardonné au touriste égaré, ignorant les codes particuliers de ce théâtre de consommation. Un croisiériste qui grignote une pâtisserie sur un muret est pris à partie à Mykonos par un commerçant. « Ne mangez pas là, il y a des restaurants pour ça ! »

L'île égéenne compte seulement onze mille habitants, mais a vu passer deux millions de visiteurs en 2022. En juin, les navires semblent une extension de son territoire : quatre paquebots masquent les collines arides. Le MSC *Armonia* apparaît même petit à côté de l'imposant *Disney Fantasy*, aux cheminées rouges fumantes ornées d'oreilles de Mickey, baptisé en 2012 par la chanteuse Mariah Carey et qui peut embarquer quatre mille passagers. Pour lutter contre l'affluence, une taxe de 20 euros est imposée aux croisiéristes depuis juillet.

Un groupe de trente-six voyageurs MSC a choisi l'excursion sur la petite île antique de Délos, près de Mykonos. À l'entrée des ruines noires de monde, la guide grecque se dépêche de rassembler ses passagers. D'autres groupes de touristes pressés poussent à accélérer cette escapade d'une heure trente. « Nous n'avons pas compris ce que disait la guide à cause de son accent en anglais, s'amuse un couple d'Américains, mais nous avons trouvé le lieu fascinant ! » « Nous avons adoré », commentent deux Sud-Coréens en voyage de noces.

« Entre les guides, c'est la guerre, les visites se font au chronomètre. Il y a du monde car ce sont de beaux sites, observent les Suisses Corinne et Paul, lors de l'avant-dernier dîner. Nous ne pouvons pas visiter autrement qu'accompagnés d'un guide, car nous ne parlons pas anglais. » Toute la table des francophones est séduite par le séjour et échange ses coordonnées. « Il faut réserver dès l'automne pour avoir les meilleurs prix sur les prochaines croisières », conseille Pascale, une infirmière suisse.

La musique *Aummo*... *Aummo* de Renzo Arbore retentit soudain. Des employés déboulent avec des gâteaux aux couleurs de l'Italie, invitant ensuite les clients enthousiastes à une chenille. La veille du départ, les tablees sont appelées à bien retenir les prénoms de leurs serveurs. À l'issue de la croisière, un formulaire de satisfaction sera envoyé aux clients avec, entre autres, la question : « Un membre de notre personnel s'est-il distingué par un service exceptionnel ? » « Chaque mois, le salarié choisi bénéficie d'une prime d'environ 100 euros », explique l'hôtesse Giulia. Une photo du meilleur équipier de mai est affichée sur le tableau des RH au pont n° 4, à côté d'un émoji souriant avec des dollars à la place des yeux. Giulia nous guide sur ce pont situé sous le niveau de la mer. Réservé aux employés, il n'a pas le privilège de porter un nom enchanteur.

Pour le prix d'une excursion, soit 59 euros de plus, on peut visiter les coulisses du bateau, mais sans téléphone et sans appareil photo. Les vacanciers sous surveillance découvrent les cuisines et la blanchisserie, où des Indonésiens, Philippins, Malgaches lavent, disent-ils, deux mille draps et cinq mille serviettes de bain par jour. Ils partagent des cabines et sont sous contrats courts. « Je travaille sept mois d'affilée et après je me repose. C'est fatigant, mais c'est bien d'avoir un emploi », témoigne Viraj, un Indien qui nettoie quotidiennement une vingtaine de cabines d'un long et étroit couloir qui en compte une centaine. « Certains ont un jour de congé par semaine, d'autres n'en ont pas. C'est légal. » « Dans mon pays, je serais payé 550 euros, contre 1 500 euros ici, se satisfait l'hôte Manuel. D'autres gagnent moins, selon leurs postes. » La plupart des employés préfèrent taire leur salaire. Immatriculé au Panama, un pavillon de complaisance, le bateau de la compagnie italo-suisse n'a pas beaucoup de contraintes en matière de droit du travail.

En nage, Viraj anticipe l'arrivée à Venise : « C'est à cette escale que j'ai le plus de travail. » Pendant que de nouveaux arrivants embarquent depuis de petits bateaux, les passagers sur le départ sont débarqués en bus dans le port de Marghera, entre les grues et les pétroliers. Le MSC *Armonia*, comme d'autres semblables, est banni depuis 2021 du centre historique, accusé de mettre en péril la lagune. « Retour à la réalité et à la canicule », regrette Paul à sa sortie. Dans la Sérénissime bondée de touristes et de gondoles, un mouvement local gronde contre le futur mariage du fondateur d'Amazon Jeff Bezos et de l'animatrice Lauren Sanchez... La cérémonie a finalement eu lieu, à la fin du mois de juin. La plupart des convives sont venus en jet privé.

ÉLISA PERRIGUEUR.

COMMENT ABOU DHABI INFLUENCE LE MONDE ARABE

Diplomatie du dromadaire

Figure du Golfe avant l'ère pétrolière, le « chameau d'Arabie » connaît aujourd'hui un engouement sportif doublé d'un intérêt très politique de la part des monarques de la péninsule, notamment ceux des Émirats arabes unis. Symbole d'authenticité, les courses de camélidés, très populaires, s'exportent et renforcent la communication d'un régime aux ambitions régionales affirmées.

PAR RAPHAËL LE MAGOARIEC *

LES fanions claquent au vent chaud, les épreuves se terminent et c'est enfin l'heure des récompenses. Nous sommes en mai 2025 à Tan-Tan, ville du sud du Maroc. Une affiche célébrant l'amitié entre le royaume chérifien et les Émirats arabes unis (EAU) surplombe le podium où les propriétaires des dromadaires victorieux reçoivent chacun un trophée à l'effigie de cet animal emblématique du désert. Dessus, les drapeaux des deux pays s'entremêlent. L'homme qui distribue ces récompenses est le major général Fares Khalaf Al-Mazrouei, ex-commandant en chef de la police d'Abou Dhabi. La présence de ce personnage de premier plan témoigne du fait que l'événement ne relève pas uniquement du domaine sportif. C'est l'occasion pour la riche pétromonarchie du Golfe de renforcer son influence au Maroc, où elle a organisé pour la première fois ces compétitions en 2015 à l'occasion d'un festival célébrant la culture nomade en présence d'une trentaine de tribus (1).

Dans ce camélodrome, le plus long d'Afrique avec sa piste de quatre mille mètres, les courses se mènent à près de quarante kilomètres par heure et se disputent suivant le même modèle que leur équivalent au Khaleej (« Golfe »). À l'art de la joute traditionnelle, où l'agilité du coureur juché sur son animal peut encore être observée lors de certaines compétitions, se substitue désormais la robotisation de la monte, évolution essentielle pour éviter les chutes de jockeys. Jusqu'en 2002, il n'était pas rare que les animaux soient montés par des enfants en raison de leur poids. Cette pratique controversée est interdite depuis (2) et les robots, qui pèsent en moyenne entre dix et quinze kilogrammes, sont dotés d'une cravache manipulée à distance par une télécommande. Autre manifestation de la modernité : les pistes sont doublées de part et d'autre par des voies où circulent des véhicules tout-terrain d'où éleveurs et entraîneurs encouragent les bêtes et contrôlent les machines. L'innovation technologique n'a pas entamé la ferveur populaire autour de ces courses qui constituent un vrai sport national dans tout le Golfe, et particulièrement à Abou Dhabi.

Au Maroc, l'émirat a financé l'enceinte baptisée « cheikh Zayed Ben Sultan Al-Nahyane » – du nom du fondateur de la fédération des EAU – à hauteur de 18 millions de dirhams marocains (1,6 million d'euros). Inaugurée dans sa forme définitive en 2017, cette installation symbolise les ambitions d'Abou Dhabi, qui entend renforcer ses leviers d'influence par des voies multiples et parfois inattendues.

Pour saisir les fondements de cette diplomatie du dromadaire, il faut revenir à 2015, quand le Proche-Orient et l'Afrique du Nord connaissent un retournement contre-révolutionnaire auquel Abou Dhabi n'est pas étranger. L'élan des « printemps arabes » de 2011 a disparu et l'autoritarisme fait son retour. Sous la houlette du clan des Bani Fatima, tenu par le prince héritier Mohammed Ben Zayed Al-Nahyane, plus connu sous le surnom de « MBZ », c'est la ligne dure qui s'impose et guide la politique étrangère des EAU. Abou Dhabi est alors en position de force au sein de la fédération, dont il détient déjà la présidence. Consé-

quence de la crise des *subprime*, l'émirat marchand de Dubaï, qui a multiplié les investissements immobiliers faramineux, a frôlé la banqueroute en 2009. En épongeant ses dettes, son voisin et rival, dont la richesse provient essentiellement des hydrocarbures, évite que la catastrophe financière ne s'étende à toute la région. Dès lors, Abou Dhabi s'affirme comme le garant de la solidité économique de la fédération, sur laquelle il accroît sa mainmise. En 2014, l'accident cardio-vasculaire de l'émir Khalifa Ben Zayed Al-Nahyane, demi-frère de

conditions de vie et du pouvoir d'achat, le retrait des troupes britanniques au début des années 1970, les multiples crises régionales et menaces étrangères (Égypte, Irak, Iran) bouleversent les sociétés du Golfe. Dans un contexte où les monarques ont en tête l'impératif de redistribution de la manne pétro-gazière, il est alors attribué à cet animal un rôle double, économique et symbolique, participant de l'affirmation de la souveraineté des pouvoirs en place. Aux Émirats arabes unis comme au Qatar, à Oman, à Bahreïn ou au Koweït, le dromadaire devient ainsi l'un des leit-motifs des récits nationaux façonnés par les figures royales et princières. Les courses connaissent un regain au cours des années 1970. Le camélidé retrouve ses lettres de noblesse et se mue en attribut pour briller en société. Les compétitions richement dotées – il arrive que le premier prix dépasse 100 000 dirhams émiratis (23 500 euros) – font grimper les cotes des meilleurs pedigrees. Quant aux marchés chameliers, de plus en plus dynamiques, ils se modernisent eux aussi avec, entre autres, des cours et des enchères hebdomadaires aujourd'hui relayés via la téléphonie mobile. Par contre, loi islamique oblige, les paris sont interdits. Mais cela n'empêche en rien la ferveur entourant ces joutes, où

Aujourd'hui, des bêtes de 5 ans, ayant fait leurs preuves, peuvent facilement atteindre les 90 000 euros. Leurs propriétaires s'offrent le luxe de défier les têtes couronnées sur les sables des champs de courses renommés. Ce fut le cas lors de l'édition 2018 du festival de Taëf, lorsque la dromadaire de l'éleveur Hamad Mohammed Ben Salem Al-Wahibi a battu sur le fil la monture de « MBZ ».

En 2011, quand les manifestations populaires s'intensifiaient à Tunis, au Caire et à

Manama, Abou Dhabi perçoit immédiatement le risque qu'une contagion ferait courir à son projet économique et, à terme, à la pérennité d'un régime monarchique ne tolérant aucun contre-pouvoir. Pour l'émirat, il s'agit de préserver un équilibre régional régi par des autocrates et de ne pas laisser la voie démocratique l'emporter. Les chameliers s'avèrent alors des alliés de taille. Pour ces éleveurs, comme pour les propriétaires terriens, un système autoritaire ne peut que garantir la stabilité du pays et, par conséquent, la bonne marche des affaires.

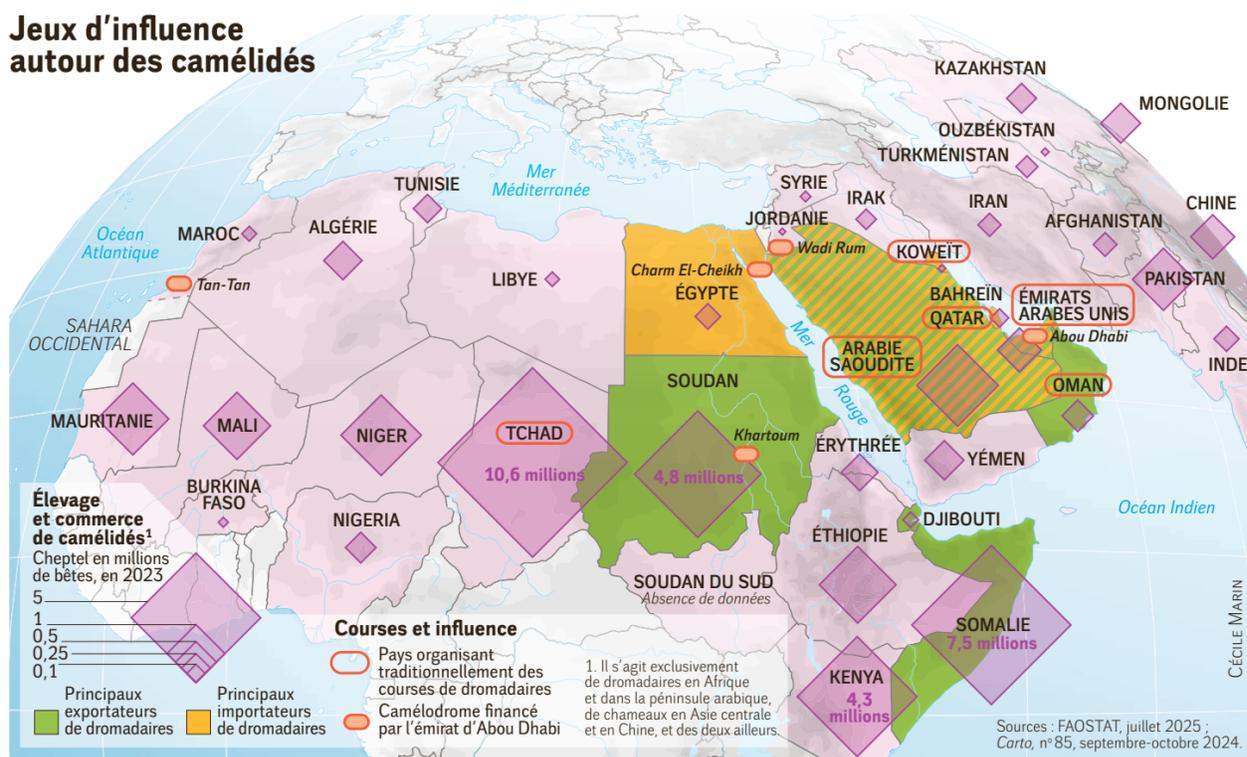
Pour un million de dirhams

DANS ce contexte, l'animal devient un outil d'influence à l'échelle régionale. Depuis les pistes d'Al-Wathba, camélodrome historique d'Abou Dhabi situé à quelques dizaines de kilomètres de la capitale émiratie, le volontarisme chamelier va toucher de nombreux pays arabes. Les places baptisées en mémoire du cheikh Zayed se multiplient. Un site est inauguré à Abou Jira, à la périphérie orientale de Khartoum (Soudan), là aussi sous le nom du défunt souverain, fondateur des EAU. À Charm El-Cheikh, dans la partie balnéaire

de Frères musulmans, et « MBZ », adversaire acharné de cette confrérie, se retrouvent en bordure de piste. Pour cette édition, la fédération émiratie promet aux propriétaires des meilleures montures un total de 66 000 dirhams émiratis, soit 16 000 euros, une somme modeste au regard des prix offerts dans le Golfe, mais importante rapportée au niveau de vie en Égypte.

Derrière la diplomatie du dromadaire se profilent d'autres intérêts. Dans la vallée du Wadi Rum, en Jordanie, la présence de l'émirat n'est pas anodine. « MBZ » possède des terres agricoles dans cette zone désertique réputée pour ses cultures maraîchères rendues possibles grâce à des sources aquatiques souterraines. La dernière décennie a d'ailleurs été marquée par une intensification des échanges commerciaux entre les EAU et la Jordanie, augmentant selon les chiffres du ministère de l'économie émirati de 763% (3). Dans le sud du Sinaï, Abou Dhabi entend tirer profit du potentiel touristique de Charm El-Cheikh. À Khartoum, et jusqu'au déclenchement de la guerre civile, le chameau d'Arabie s'est avéré un relais pour l'un des aspects prioritaires de la politique extérieure de l'émirat. Le Soudan représente en effet pour Abou Dhabi un maillon essentiel de sa sécurité alimentaire. Dans le prolongement d'Abou Jira, au sud, se situe la province d'Al-Jazirah. À la fin des années 2000, les autorités émiraties comptaient déjà 400 000 hectares de terres arabes dans cette région soudanaise désignée comme l'un des « greniers » de l'Afrique (4). Et les investissements ont continué de croître la décennie suivante. Égypte, Jordanie, Maroc : le dromadaire devient ainsi la figure de proue d'une diplomatie émiratie veillant au statu quo autoritariste dans le monde arabe.

Jeux d'influence autour des camélidés



« MBZ », accélère cette prise de contrôle. En tant que prince héritier, ce dernier seconde un émir malade relégué peu à peu au rang de simple figurant. Haut gradé militaire dans l'âme, le souverain de fait impose un projet politique où le dynamisme économique fondé sur la diversification est accompagné par le renforcement de la puissance militaire émiratie. Autoritarisme interne et quête d'un leadership régional figurent parmi les piliers de la politique suivie par le nouvel homme fort depuis mai 2022, date de son accession au trône d'Abou Dhabi et à la présidence des EAU. Le Proche-Orient et le Maghreb deviennent alors les terrains d'expansion de l'influence de son pays.

La diplomatie du dromadaire doit être comprise au regard de cette séquence. Dans la psyché des gouvernants du Golfe, *Camelus dromedarius*, communément appelé chameau d'Arabie, rime avec stabilité. Longtemps chéri par les grandes tribus chamelières pour son endurance, offrant à l'être humain un appui précieux face à l'aridité si caractéristique de son environnement désertique, cet animal à une bosse, que le Coran cite selon une quinzaine d'appellations, revêt aussi un caractère de puissance. Les lettres de noblesse qui lui sont accordées se devinent d'ailleurs dans l'expression qui désigne ces courses : le « sport des *chouyoukh* » (pluriel de cheikh en arabe). Jusqu'au milieu du xx^e siècle, ces compétitions ont mis aux prises des personnalités de haut rang lors de fêtes religieuses. Mais l'essor de l'industrie pétrolière après la seconde guerre mondiale puis la diffusion de l'automobile au cours des années 1960 ont peu à peu réduit les besoins de recourir au dromadaire pour se déplacer. Le boom pétrolier, l'amélioration vertigineuse des

il n'est pas rare que le public scande le nom de telle ou telle monture, sous l'œil des caméras de télévision qui retransmettent l'événement en direct chaque vendredi. Depuis quelques années, les compétitions offrent un parfum d'authenticité bon enfant aux touristes occidentaux.

La valorisation du dromadaire vise également à redonner une utilité sociale aux groupes bédouins marginalisés par une modernisation à marche forcée. Au fil du temps, c'est une véritable économie qui se met en place, ruisselant des enceintes prestigieuses des capitales aux plus petits camélodromes des régions périphériques. S'il permet de cultiver la grandeur des figures princières, l'animal alimente le portefeuille des éleveurs plus modestes.

du Sinaï égyptien, un club prend aussi son nom. Et dans le gouvernorat de Wadi Rum, dans le sud du royaume jordanien, un festival annuel se tient sous ce même patronyme. Autour de ces enceintes, Abou Dhabi est loué pour son soutien à cette pratique sportive et culturelle dont l'audience demeure toutefois inférieure à celle dont elle jouit dans la péninsule. Les récompenses sont ainsi moindres que celles distribuées lors des grands événements du Golfe, pouvant atteindre, pour l'ensemble des courses – on en compte une dizaine par jour – 1 million de dirhams émiratis (235 000 euros). L'apport financier d'Abou Dhabi soutient l'engouement pour cette pratique, en favorisant son institutionnalisation. En janvier 2020, lors du festival de Charm El-Cheikh, le président égyptien Abdel Fattah el-Sissi, tom-

Une nouvelle livraison de « Manière de voir »

À l'heure du buzz, du sensationnalisme et de la marchandisation effrénée, nos émotions sont-elles devenues de simples produits ? C'est cette problématique qu'explore la nouvelle livraison de *Manière de voir* (1). Car les émotions, cela se travaille. On les croit authentiques, marquées d'une individualité unique ; or elles sont souvent le fruit de l'histoire collective, de l'échelle des valeurs qui accompagne la commune représentation du monde. Il en est ainsi de la haine, thème de la première partie, susceptible de se transformer en plaisir comme lorsque tout concourt à rendre le fascisme désirable. Mais attention, les bons sentiments font aussi le bon citoyen (partie 2). Ce qui pousse à la citoyennance



obligatoire, à l'émotivité ostentatoire, comme aux États-Unis, où les larmes coulent à flots lors des meetings politiques. Quant à l'amour (partie 3) et au bonheur (partie 4), ils sont définis et normés par les réseaux sociaux, la publicité et le cinéma. Mais attention, quel que soit le niveau d'encadrement des sentiments, la colère populaire n'est jamais loin. Aux côtés de James Baldwin, Bernard Stiegler, John Berger, Walt Disney et... d'un chat, cette livraison parcourt les modalités de ces constructions. Une lecture libératoire.

(1) « Géopolitique des sentiments », *Manière de voir* n° 202, août-septembre 2025, 8,50 euros, chez votre marchand de journaux, en librairies et sur la boutique en ligne.

* Docteur en géographie, spécialiste des pays du Golfe.

« LE ROUGE, C'EST DANGEREUX »

Japon, l'autre pays du communisme

La première édition des œuvres complètes de Karl Marx et Friedrich Engels n'est pas allemande, anglaise ou française. Elle a vu le jour au Japon, qui a donné naissance à l'un des plus grands partis communistes de la planète. Au fil des années, la formation a abandonné la perspective socialiste, mais son ambition de libération nationale inquiète toujours autant.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
RENAUD LAMBERT *

C'EST une mère de famille rangée, employée d'une école primaire de Tokyo. Un jour de janvier 2025, l'une de ses collègues, qui collabore à la version japonaise du *Monde diplomatique*, lui annonce qu'elle va accompagner un journaliste français au siège du Parti communiste japonais (PCJ). La nouvelle la glace : « *Brrr, ça fait froid dans le dos!* » Une expression lui vient immédiatement aux lèvres : « *Le rouge, c'est dangereux.* » Bien connus ici, les mots sont prononcés sans la moindre ironie.

Fondé en 1922, le PCJ compte 250 000 membres, ce qui en fait l'un des plus grands partis communistes du monde derrière ceux qui sont au pouvoir en Chine, au Vietnam ou à Cuba. En prenant en compte la différence de population (124,5 millions pour le Japon, 68,3 millions pour la France), un Parti communiste français aussi puissant revendiquerait 137 000 adhérents, contre ses quelque 42 000. En Europe, peu savent pourtant que le PCJ existe. Encore moins qu'il fait peur.

Prisonniers politiques libérés par l'armée américaine

M. Yoshimitsu Kuronuma, lui, ne l'ignore pas. Il a donné rendez-vous à deux camarades pour tracer dans les rues d'Ota, une ville de la classe moyenne inférieure au sud de la capitale. Lorsque ses amis arrivent, les sillons que le temps a creusés sur leurs visages laissent deviner le poids des années. Par contraste, M. Kuronuma semble soudain fringant : à 76 ans, il est le cadet de la cellule locale du PCJ. Muni d'un haut-parleur monté sur un tricycle, le petit groupe se déplace de rue en rue pour inviter la population à voter lors d'une élection locale prévue quelques semaines plus tard. « *Qu'y a-t-il dans votre réfrigérateur en ce moment?* », interroge-t-il en ponctuant, comme à chaque fois, sa phrase d'une courbette toute japonaise. *Faisons en sorte qu'il soit plein et que vous puissiez manger trois repas par jour.* »

Enveloppés dans leurs anoraks un peu grands, les trois personnages semblent tout droit sortis du studio Ghibli. S'ils devaient tenir des couteaux entre les dents, les lames ressembleraient sans doute plus à celles qui accompagnent les beurriers qu'à des katanas. M. Kuronuma sait toutefois qu'entouré de ses deux acolytes il inquiète. « *Vous aurez peut-être la main qui tremble au moment de déposer un bulletin communiste dans l'urne, mais osez le grand saut!* », plaide-t-il dans une nouvelle courbette, devant des rideaux résolument tirés.

Tous les membres du parti que nous avons rencontrés le confirment : au Japon, mieux vaut tenir son appartenance au PCJ secrète. En entreprise, se voir débusqué peut conduire au placard ou au licenciement. Dans la vie de tous les jours, à l'isolement. Le parti se trouve toujours sous le coup de la loi de prévention des actes subversifs, datant de 1952. Il fait depuis longtemps l'objet d'une surveillance d'État, laquelle s'est intensifiée après que le premier ministre de droite radicale Shinzo Abe (2006-2007, puis 2012-2020) a déclaré, en mars 2016, que le PCJ « *poursuivait une politique de révolution violente* (1) ».

* Avec l'aide d'Emil Pacha Valencia, rédacteur en chef de *Tempura*.

On peine toutefois à réconcilier l'alarme du pouvoir avec nos discussions sur place. « *Vous considérez-vous comme anticapitaliste?* », interroge-t-on M. Kuronuma. « *Pas vraiment, répond-il. Je crois qu'il faut conserver ce qui fonctionne et supprimer ce qui ne va pas, comme la pollution par exemple.* » « *Malheureusement, nous souffrons d'un énorme malentendu* », observe M^{me} Tomoko Tamura, devenue la première femme à la présidence du parti en 2024, lorsque nous la rencontrons au siège du PCJ, dans le quartier de Yoyogi. De sa voix fluette et posée, elle explique : « *On nous suspecte de vouloir instaurer un système dictatorial de parti unique alors que nous voulons justement sortir le pays d'un régime de ce type.* » Celui du Parti libéral-démocrate (PLD), au pouvoir presque sans discontinuer depuis sa fondation (2), impulsée en 1955 par l'Agence centrale de renseignement américaine (CIA) précisément pour répondre à la menace communiste.

Tout avait pourtant bien commencé entre le PCJ et Washington. À la suite de la capitulation du Japon, en 1945, les États-Unis occupent le pays. Convaincus de la nature « arriérée » des sociétés asiatiques – responsable selon eux de la montée du fascisme dans la région –, ils entendent procéder à une greffe des valeurs américaines : le Japon doit devenir une « *Suisse asiatique* » incarnant la supériorité de la démocratie libérale à l'américaine, à travers ce que les États-Unis eux-mêmes qualifient de « *révolution démocratique par le haut* ».

Paradoxe des forces d'occupation pilotées par le général Douglas MacArthur – une « *dictature militaire néocoloniale* » selon l'historien John Dower (3) –, elles procèdent à des réformes qui auraient été jugées bolcheviques si elles avaient été proposées aux États-Unis : défascisation des institutions publiques; réforme agraire; démantèlement des monopoles industriels; démocratisation économique; soutien aux syndicats; introduction de la semaine de huit heures, des négociations collectives et du droit de grève; démocratisation du système électoral; émancipation des femmes dans la cellule familiale... En quelques mois, ceux qui n'étaient jusque-là que des sujets de l'empereur deviennent des citoyens.

Réprimé par le pouvoir militaire depuis 1935, le PCJ est légalisé. Ses militants emprisonnés retrouvent la liberté. Kyuichi Tokuda avait passé dix-huit ans en cellule. À sa sortie, il lit un « Appel au peuple » qui commence par ces mots : « *Nous exprimons notre profonde gratitude envers les forces alliées qui, en occupant le Japon dans le but de libérer le monde du fascisme et du militarisme, ont ouvert la voie à la révolution démocratique au Japon* (4). » À cette époque, le PCJ qualifie les troupes américaines d'« *armée de libération nationale* ». Ne viennent-elles pas de procéder à la première étape de la stratégie communiste : la sortie de la semi-féodalité par le biais d'une révolution bourgeoise, prélude à la révolution socialiste?

La Constitution rédigée par l'occupant qui prend effet en 1947 entérine l'élan initial des États-Unis. Son article 9, par exemple, prévoit que le Japon « *renonce à jamais à la guerre* ». Mais le contexte international conduit néanmoins Washington à changer de cap. La toute fraîche démocratie japonaise menace de souffler dans les voiles du PCJ. De son côté, la Chine du nationaliste Tchang Kai-chek, sur laquelle Washington comptait pour faire rempart au communisme, tombe entre les mains de Mao Zedong en 1949. Un an plus tard, la guerre de Corée éclate. Oubliée la greffe démocratique, il s'agit de se doter d'un « *pion* » (l'expression est de la marine américaine) dans le contexte de la guerre froide : un allié à la fois politique et industriel, capable de fournir aux troupes qui se battent sur la péninsule coréenne les armes dont elles ont besoin. Le projet de « *défascisation* » se voit remplacé par un autre : l'anticommunisme d'État. Alors que les figures de l'ancien régime accusées de crimes de guerre sont réhabilitées et les grands monopoles industriels reconstitués, les purges s'abattent sur le mouvement social en général, et le PCJ en particulier. L'« *armée de libération nationale* » était en réalité une armée d'occupation, et son projet de « *révolution démocratique par le haut* » une mise sous tutelle...

Pour les communistes, tout reste à faire. En 1950, sous la pression de Moscou et de Pékin, le parti se lance dans la lutte armée, une décision qui provoque de multiples scissions. Moscou et Pékin en sont convaincus : à l'image de ce qui vient de se passer en Chine, les campagnes japonaises ne demandent qu'à prendre le maquis. Dans l'espoir de déclencher l'insurrection, le PCJ envoie des « unités de mobilisation des villages de montagne » à travers le pays. L'épisode se solde par un fiasco. Le parti n'a aucune expérience de la résistance armée. Et MacArthur vient de procéder à une réforme agraire qui a amélioré les conditions de vie du monde paysan. Dès 1955, le PCJ abandonne les fusils et procède à la réunification de ses diverses fractions. Une perspective suffisamment préoccupante pour que



ANTONIN LAINÉ. – Affiches électorales à Kyoto, Japon, 2023

la CIA orchestre la fusion du Parti libéral et du Parti démocratique (5), le PLD, bientôt dirigé par l'une des figures du régime militaire accusées de crimes de guerre : Nobusuke Kishi (1957-1960), grand-père de Shinzo Abe.

Au cours des années qui suivent, les communistes élaborent la stratégie qui sera validée lors de leur VIII^e congrès, en 1961, et reconduite sans grande modification depuis. Tout d'abord, priorité à la libération nationale : « *Ce dont la société japonaise a besoin, avance le programme actuel du parti, c'est d'une révolution démocratique, pas d'une révolution socialiste. Une révolution qui mette un terme à l'extraordinaire subordination du pays aux États-Unis.* » Ensuite, retour aux urnes et pari du « front uni », quitte à « *mettre de côté nos divergences théoriques* » et à « *normaliser* » image et discours.

S'engagent alors deux processus concomitants : l'un qui inscrit le PCJ dans une évolution observée ailleurs, même s'il la pousse plus loin; l'autre qui l'en distingue. Dans le contexte des mouvements sociaux des années 1960, le parti défend la loi et l'ordre. Au cours des années 1970, il remplace ses candidats issus du monde ouvrier par d'autres, tirés à quatre épingles : avocats, médecins ou cadres d'entreprise. Puis, dans les années 2000, il abandonne les termes qui font peur – « parti d'avant-garde », « cellule », « dictature du prolétariat »... –, pour se définir comme « *réformiste* » sur le plan économique. En 2020, il décide que l'attitude de Pékin en mer de Chine méridionale et au Xinjiang doit le priver de l'étiquette « *socialiste* » avant de se féliciter que cette analyse « *suscite le vif intérêt des médias japonais* », tous de droite (6). Et, depuis 2022, il critique davantage la Russie pour son agression en Ukraine, alors que les États-Unis s'efforcent d'allumer des brasiers aux portes de l'Archipel.

Et pourtant, le parti continue à peser...

À côté de cette évolution désormais bien balisée, le mouvement progressiste japonais affiche une singularité : le monde dont il rêve invite à tourner le regard vers hier, plus que vers demain. Née de la première phase de l'occupation américaine, la Constitution de 1947 incarne un idéal démocratique et pacifiste dont la plupart des Japonais n'avaient jamais osé rêver. Or, à peine entrée en vigueur, elle est menacée par les ultranationalistes que Washington remet en selle pour encadrer la démocratie (afin de barrer la route aux communistes) et relancer la militarisation (dans l'optique de se doter d'un allié de poids dans le contexte de la guerre froide). De façon paradoxale, les mouvements que l'on appellerait ailleurs « *de transformation sociale* » – au premier rang desquels le PCJ – visent ici à empêcher la sortie du statu quo incarné par la Constitution : des mouvements de conservation d'un ordre menacé... par les conservateurs. Une option politique qui ne pousse guère à la radicalité.

Dès 1955, une « *nouvelle gauche* », parfois proche du trotskisme, reproche au PCJ sa mollesse. Elle contribue largement à faire de Mai 68 un événement qui contribuera à inquiéter les classes dominantes locales, avant qu'une partie de ses organisations ne basculent dans la lutte armée. Contrairement à ce qui se passe à la même

époque en Allemagne ou en Italie, deux pays qui connaissent également l'émergence de mouvements d'extrême gauche engagés dans la lutte armée, les organisations japonaises se prennent bientôt pour cible mutuellement quand elles ne retournent pas leur violence contre leurs propres membres. Une telle dérive enchante les puissants, qui, depuis, ne manquent pas une occasion de l'associer au terme « *communisme* » et à toute remise en cause du modèle néolibéral. Un contexte qui ne contribue pas à freiner la dérive du PCJ vers le centre.

Comment expliquer, dès lors, qu'un parti aussi radical qu'une paire de mocassins à glands inquiète tant? D'abord parce que l'anticommunisme ne s'est jamais caractérisé par une quelconque disposition à s'appuyer sur la réalité : celle des supposées « *exactions* » rouges ou de la menace que les communistes représenteraient. Mais peut-être aussi parce que le PCJ continue à peser.

Au cours des années 1970 et 1980, il affiche près de 10 % des suffrages aux élections générales, devenant la troisième force d'opposition. Ses résultats ont depuis décliné, mais il conserve 11 « *conseillers* » au sein de la Chambre haute de la Diète (qui en compte 248) et 8 députés au sein de la Chambre basse (qui en compte 465). Sur-tout, le PCJ jouit d'un ancrage local important, du fait du dévouement de ses militants. « *Au sein de la métropole de Tokyo, souligne M^{me} Tamura, le PCJ est la première force d'opposition.* » Le parti dispose enfin de son propre organe de presse, *Akahata* (« *Le drapeau rouge* »), un quotidien dont la diffusion atteint un million d'exemplaires. Lue bien au-delà des cercles communistes, la publication a depuis longtemps délaissé les réflexions théoriques pour se consacrer à la défense de la démocratie, à travers la dénonciation des scandales politiques – suffisamment croutillants pour piquer la curiosité des Japonais.

Il est toutefois un point sur lequel le PCJ tient bon : son analyse du Japon comme pays que les États-Unis ont privé de sa souveraineté. Une réalité humiliante pour les élites japonaises, héritières des anciens criminels de guerre adoués par Washington et pétries d'un sentiment national profond, pour ne pas parler d'une certaine nostalgie impériale. Après tout, suggèrent-elles, parvenu au rang de deuxième puissance économique mondiale moins de trente ans après sa capitulation, le Japon n'est-il pas une nation extraordinaire? Pour les classes dominantes, qui entretiennent cette conviction et exigent de la population qu'elle se place au service d'un tel destin, la voix du PCJ préoccupe.

Dans certaines circonstances, exposer la vérité suffit à susciter l'effroi. Même chaussé de mocassins.

(1) « *JCP gives answer to anti-JCP questions* », communiqué de presse du Parti communiste japonais, 11 juin 2016, www.jcp.or.jp

(2) À part entre août 1993 et juin 1994 et entre septembre 2009 et décembre 2012.

(3) John Dower, *Embracing Defeat. Japan in the Aftermath of World War II*, W. W. Norton & Company, New York, 1999.

(4) Cité par John Dower, *Embracing Defeat*, *ibid.*

(5) Kenji Hasegawa, « *The Japanese Communist Party has been a vital presence in Japan's politics* », 15 juillet 2022, <https://jacobin.com>

(6) Kazuo Shii, « *The Central Committee report of the amendments to the JCP program* », 14 janvier 2020.

Le numérique nous ramène-

(Suite de la première page.)

Ces envolées tragico-féodales prêtent d'autant plus à sourire qu'elles surviennent au beau milieu de l'orgie capitaliste la plus obscène depuis l'âge d'or américain à la fin du XIX^e siècle. En mai dernier, M. Donald Trump rapportait de sa tournée dans le Golfe la promesse d'investissements pantagruéliques dans l'économie américaine, essentiellement destinés aux infrastructures de l'intelligence artificielle : l'Arabie saoudite a annoncé 600 milliards de dollars, le Qatar, 1 200 milliards, les Émirats arabes unis, 1 400. Ils s'ajouteront aux 1 000 milliards misés par le Japon en février. L'an passé, quand M. Sam Altman, fondateur d'OpenAI, a déclaré vouloir lever 7 000 milliards de dollars, on a cru à un canular. À présent, cela apparaît comme un flagrant manque d'ambition.

Le tsunami d'investissements a englobé la Big Tech : à elles seules, Meta, Microsoft, Alphabet et Amazon injectent

320 milliards de dollars dans les infrastructures d'IA cette année, contre 246 en 2024. La start-up Thinking Machines Lab a levé 2 milliards de dollars sans même fournir une version beta. Quelle époque bénie pour les experts – ou les escrocs – de l'IA ! Pour débaucher des ingénieurs, Meta leur fait miroiter des primes à la signature de 100 millions de dollars. L'ancien responsable d'IA Models chez Apple s'est vu proposer deux fois plus.

La frénésie capitaliste atteint son pic avec xAI, de M. Musk : l'entreprise, qui a récolté 17 milliards de dollars en seulement deux ans d'existence, carbonise 1 milliard par mois. Par comparaison, les débuts des premiers géants du numérique apparaissent bien modestes : Tesla avait levé 7,5 millions de dollars, Google, 1 million, Amazon, 8 millions. xAI a dépensé 3 à 4 milliards de dollars pour bâtir le superordinateur Colossus, en seulement cent vingt-deux jours (alors que les experts prévoyaient deux ans).

Froid comme du granite

DANS la guerre de tous contre tous que constitue la concurrence capitaliste, les mastodontes de l'IA passent entre eux d'intraisemblables alliances. On y signe des chèques à ses ennemis mortels, et l'on aiguise les couteaux sitôt qu'ils tournent le dos. BlackRock, Microsoft et xAI ont mis en commun 30 milliards de dollars destinés aux infrastructures d'IA (objectif : 100 milliards). De leur côté, OpenAI, Oracle et SoftBank ont réuni 500 milliards pour le projet Stargate, avec la bénédiction de M. Trump. Microsoft est l'un des principaux investisseurs d'OpenAI ? Qu'importe, il y a de l'eau dans le gaz entre les deux entreprises.

Face à l'enjeu d'un tel volume de capitaux – et de profits à venir –, rien n'est sacré. La théaurisation de données, les forteresses algorithmiques, les brevets eux-mêmes protègent autant de la concurrence qu'un parapluie des intempéries pendant la mousson : le monopoliste d'aujourd'hui sera demain l'exemple type de l'impérite. Ainsi Wall Street réclame la tête de M. Tim Cook, coupable de n'avoir pas su diriger la stratégie d'Apple en matière d'IA.

La guerre des prix qui fait rage témoigne des puissantes turbulences causées par cette lutte. xAI a dégonflé la première, en fixant des tarifs inférieurs à ceux des poids lourds du marché. Puis l'entreprise chinoise DeepSeek, en annonçant avoir créé une IA supérieure à celle d'OpenAI pour un coût dérisoire, a provoqué la plus forte dégringolade de l'histoire de la Bourse américaine : en l'espace de quelques heures, Nvidia a vu s'évaporer 600 milliards de valorisation boursière – qu'elle a récupérés quelques jours plus tard. Un carnage s'est ensuivi : en cassant ses prix comme un vulgaire commerce en liquidation (-26% pour GPT-4.1, avant une ristourne suicidaire de 80% sur son modèle vedette, o3), OpenAI a entraîné l'ensemble du secteur dans une spirale déflationniste.

Dès lors pourquoi le personnel politique européen recourt-il à des métaphores médiévales pour décrire l'accomplissement du capitalisme dans toute sa splendeur : la destruction créatrice portée à son paroxysme ?

Mais la gauche raffole d'une idée à laquelle on peut reconnaître le charme du charlatanisme : l'industrie de la tech serait en train de tuer le capitalisme. La critique du techno-féodalisme constitue son créneau éditorial le plus porteur et les diagnostics apocalyptiques se multiplient plus vite encore que les start-up de la Silicon Valley. L'essayiste McKenzie Wark a sonné le tocsin dès 2019 : le capital n'a-t-il pas fini par faire une indigestion d'économie de l'information ? Nos nouveaux seigneurs, qu'elle baptise « vectorialistes » parce qu'ils commandent non plus la production mais les vecteurs de l'information, font du moindre smartphone un « sandwich minéral » rempli de nos données (1).

À partir de là, les oiseaux de mauvais augure ont fondu en formation serrée sur les rayonnages des librairies. En 2020, Cédric Durand a livré dans *Techno-féodalisme* la dissection la plus minutieuse de ces symptômes féodaux. Les plans de sauvetage adoptés à la suite de la crise de 2008 ont dopé le jeu de la dépossession et du parasitisme. Son diagnostic ? Les actifs intangibles (données, algorithmes) concentrés en des points stratégiques de la chaîne de valeur ont causé l'apparition d'une nouvelle forme de rente, qui permet aux géants de la tech d'accaparer la plus-value sans plus avoir à produire (2).

La dernière contribution au genre, *Capital's Grave* (« Le Tombeau du capital »), de Jodi Dean (3), paru cette année, explique comment les principes mêmes du régime économique sont devenus canibales. Désormais, l'investissement, la concurrence, le progrès se repaissent de la théaurisation, de la prédation et de la destruction. Dans ce nouveau féodalisme, nous ne vendons plus seulement notre force de travail ; nous payons pour avoir le privilège de nous faire exploiter.

La plus forte voix du folklore techno-féodal n'est autre que l'ancien ministre des finances grec Yanis Varoufakis. Son gospel est froid comme du granite : le capitalisme est mort en 2008 ; nous ne nous en sommes pas rendu compte parce que nous étions captivés par les écrans.

Wark recherche le poulx, Durand voit se multiplier les métastases dans le système, Dean surprend le capitalisme à creuser sa

tombe. Varoufakis, lui, nous fournit le certificat de décès (4). Non, ce système n'est pas à l'agonie, et pas non plus en mutation : il a été assassiné par son propre rejeton, le « cloud capital » – le cloud (nuage) désignant l'infrastructure numérique où s'opèrent le stockage et le traitement des données.

La théorie de Varoufakis brille par sa clarté. Dans le capitalisme, explique-t-il, les entreprises se concurrencent sur des marchés agiles, fluides, décentralisés, pour tirer profit des marchandises qu'elles fabriquent. Plus ces dernières s'avèrent efficaces, plus les profits grimment – et, toutes choses étant égales par ailleurs, plus grands sont les avantages qu'en retire la société. Voilà pourquoi nous sommes tous équipés de gadgets moins chers mais plus sophistiqués.

Or, l'économie numérique aurait brisé ces piliers que sont les marchés et les profits. Le profit (fruit de la concurrence et de la production) y aurait été remplacé par la rente (fruit du contrôle). Les capitalistes fabriquaient des produits ; les seigneurs du numérique se contentent de monétiser les ressources en ligne qu'ils maîtrisent. Les plates-formes, Amazon, eBay, Alibaba, mais aussi Facebook et Google Marketplace, concentrent « le pouvoir de mettre en relation des acheteurs et des vendeurs – soit l'exact contraire de ce qu'un marché exact est : décentralisé ». Ce sont les « fiefs du cloud », des zones commerciales numériques et centralisées où l'extorsion féodale a remplacé la concurrence marchande.

Les « cloudalists », le néologisme qui désigne sous la plume de Varoufakis les seigneurs de la tech, ont réduit les bons vieux capitalistes au statut de « vassaux » contraints de quémander l'accès aux plates-formes. Adieu, la violence brute du féodalisme ; bienvenue dans la « terreur technologique aseptisée ». À présent, la suppression d'un lien du moteur de recherche Google peut « faire disparaître purement et simplement [n'importe quelle entreprise] du monde d'Internet ». Les travailleurs à la tâche digitale, ces « prolos du cloud », courent comme des hamsters dans des roues optimisées grâce à des algorithmes. Le moindre de leurs mouvements est « guidé et accéléré par le capital numérique ». Enfin et surtout, alors que les capitalistes traditionnels ne pouvaient essorer que leurs employés, les cloudalists ont inventé l'« exploitation universelle » : tous devenus des « serfs du cloud », nous labourons gratuitement les champs numériques de M. Mark Zuckerberg.

Un élément central de la thèse de Varoufakis tient à ce que nos nouveaux seigneurs ne destinent pas leurs produits à la vente. Les résultats de recherche sont gratuits, de même que les réponses d'Alexa (l'assistant personnel d'Amazon), et les réseaux sociaux ne font pas

payer leurs utilisateurs. Ces services ont vocation à « capter et altérer notre attention ». Même lorsque les entreprises les facturent (l'abonnement à ChatGPT, par exemple) ou qu'elles commercialisent des produits (Alexa), « elles ne vendent pas en tant que marchandises » mais en tant que moyens d'« accéder à notre foyer et, ainsi, à plus d'attention de notre part ». Ce pouvoir sur les cerveaux humains leur permet d'extraire une rente sur les capitalistes traditionnels qui, eux, doivent toujours vendre des marchandises.

L'ancien ministre des finances retrace ainsi les transformations du système : jadis, le capital avait deux casquettes, il bâtissait des usines et des machines, et, surtout, il inventait des subterfuges pour extorquer toujours plus de valeur aux travailleurs – comme on essore une serpillière.

Mais, après la seconde guerre mondiale, il développe deux moyens d'extorsion beaucoup plus astucieux. Les managers, en premier lieu : munis de leur chronomètre et de leur bloc-notes, ces experts en rendement ont transformé l'ensemble des lieux de travail, des ateliers, usines aux salles de réunion de Wall Street, en chaînes de montage. Pendant ce temps, les publicitaires de Madison Avenue bâtissaient leur propre empire, en moissonnant l'attention des téléspectateurs pour la mettre en enchères. Alchimistes du désir, ils ne vendaient pas seulement des produits ; ils fabriquaient des besoins et transformaient en listes de courses les inquiétudes de la classe moyenne. Ces industries jumelles ont donné aux grandes entreprises un pouvoir inédit, celui de contrôler les travailleurs de 9 à 17 heures et de les exploiter en tant que consommateurs de 17 à 9 heures.

Les algorithmes de la Silicon Valley surveillent la productivité de façon plus efficace et moins coûteuse qu'une armée de contremaîtres. Les moteurs de recommandation battent Don Draper (5) à plates coutures sans exiger son salaire ni sa consommation de whisky. Ils travaillent vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, et modifient notre comportement en permanence. En plus de nous encadrer comme travailleurs et de nous manipuler comme consommateurs, ils nous font travailler – gratuitement – à notre propre surveillance. Chaque recherche, chaque clic, chaque téléchargement resserre inexorablement nos chaînes.

Ainsi naît la nouvelle force extractive – « cloudalist », comme la surnomme Varoufakis – qui transforme quiconque touche un écran en serf numérique et réduit les petits patrons en vassaux devant acquiescer la rente. La machine s'autoalimente : accumulation de données, modifications des comportements, concentration de pouvoir, accroissement de la rente, perfectionnement des algorithmes. Dans ce mouvement perpétuel de l'extraction, nous sommes et le combustible et le produit.

Paradoxe suprême, le capitalisme se suicide par sa réussite même. Ou, comme l'écrit Varoufakis, il « dépérit en raison du développement de l'activité capitaliste ». Son avidité de disruption a accouché de son successeur féodal. Au début du siècle dernier, un intellectuel socialiste comme Rudolf Hilferding voyait ce système paver la voie au paradis ouvrier. Varoufakis, pour sa part, envisage une issue bien plus sombre.

Que faire de cette théorie provocatrice ? À première vue, elle paraît à toute épreuve, cuirassée de ces intimidants appendices dont usent les universitaires pour chasser les sceptiques. En cela, elle ressemble à celle qu'expose Shoshana Zuboff dans *L'Âge du capitalisme de surveillance* (6). Du reste, l'un comme l'autre semble persuadé d'avoir écrit *Le Capital* de notre siècle.

Or, à trop vouloir imiter Karl Marx, ils finissent par copier Charles Dickens, un mélodrame victorien déguisé en théorie sociale : la théorie, abstraite mais fondée empiriquement, cède la place à la description éloquent d'un système inhumain, qui broie les utilisateurs, les consommateurs, les travailleurs précaires. On pourra y mettre autant de concepts et de schémas que l'on voudra, mille histoires larmoyantes ne feront jamais une théorie solide.

Soucieux de s'adresser à un large lectorat, Varoufakis et Zuboff laissent de côté un ensemble d'aspects techniques rébarbatifs : les rapports entre État et capital, la production, les transactions entre entreprises, par exemple. Il leur est donc plus facile de conclure que les géants de la tech ont pour vocation d'huiler les rouages de la consommation, d'abord en aidant les autres entreprises à écouler leurs produits, soit directement (Amazon), soit indirectement (la publicité sur Google et Facebook).

Les chiffres racontent pourtant une autre histoire. Les géants de la tech aident aussi ces sociétés à produire. Amazon Web Services, la plate-forme cloud de M. Jeff Bezos, travaille pour deux millions d'organisations et a franchi, en 2024, la barre des 100 milliards de dollars de recettes. Lorsque Netflix lui règle sa facture annuelle – estimée à 1 milliard de dollars –, elle ne verse pas un tribut féodal mais achète la machinerie numérique indispensable à son fonctionnement.

Amazon a-t-elle bâti ses services Web en aspirant les données personnelles transmises par son armée d'appareils équipés d'Alexa, comme le suggère Varoufakis ? Pas du tout. Elle l'a fait selon les bonnes vieilles règles du capitalisme, en misant sur les infrastructures, où elle a injecté des centaines de milliards de dollars depuis 2014. Aujourd'hui, Amazon Web Services génère 58% de son résultat d'exploitation, alors que cette branche ne représente que 17% de ses revenus totaux. C'est en vérité grâce à cela que la multinationale gagne de l'argent, non en prélevant les frais de transaction qui obsèdent Varoufakis.

Un colosse industriel

PARESSIEUSE extraction de rente ? Au contraire, l'un des déploiements de capitaux les plus agressifs de l'histoire. Sur la seule année 2025, Amazon prévoit d'investir 100 milliards de dollars, presque exclusivement dans les infrastructures de l'IA. Par son ampleur, ce processus se situe aux antipodes de la logique féodale. Nul ne hurlerait au féodalisme si une entreprise injectait des sommes folles dans une moissonneuse permettant aux cultivateurs d'améliorer la récolte.

Si l'IA se nourrit incontestablement de l'hypnotique défilement des images sur les réseaux sociaux, ce ne sont pas les photos de chat postées par votre cousin qui la propulsent, mais des livres écrits par des êtres humains sous contrat avec des éditeurs.

La Silicon Valley apparaît alors pour ce qu'elle est : un ramassis de brigands. Meta a pompé 82 téraoctets de données dans la bibliothèque pirate Library Genesis ; quant à OpenAI, elle a entraîné GPT-3 sur le jeu de données « Books2 », très vraisemblablement constitué à partir des fonds les plus douteux du Web.

(1) McKenzie Wark, *Capital Is Dead : Is This Something Worse?*, Verso, Londres, 2019.

(2) Cédric Durand, *Techno-féodalisme. Critique de l'économie numérique*, La Découverte, Paris, 2020. L'auteur poursuit une réflexion entamée dans *Le Capital fictif. Comment la finance s'approprie notre avenir*, Les Prairies ordinaires, Paris, 2014.

(3) Jodi Dean, *Capital's Grave : Neofeudalism and the New Class Struggle*, Verso, 2025.

(4) Yanis Varoufakis, *Technofeudalism : What Killed Capitalism*, The Bodley Head, Londres, 2023, traduit en 2024 aux éditions Les Liens qui libèrent sous le titre *Les Nouveaux Serfs de l'économie*.

(5) Héros de la série télévisée *Mad Men* sur les publicitaires américains des années 1960.

(6) Lire Shoshana Zuboff, « Un capitalisme de surveillance », *Le Monde diplomatique*, janvier 2019.



PIETER BRUEGEL L'ANCIEN. – « Pisser à la lune », de la série « Douze proverbes flamands », 1558

FÉODALISME, UNE NOTION À LA MODE

t-il au Moyen Âge ?



PIETER BRUEGEL L'ANCIEN. – « S'asseoir entre deux chaises », de la série « Douze proverbes flamands », 1558

Un beau jour, les avocats des maisons d'édition ont sonné à leur porte. Et les kleptomanes connectés ont alors dû sortir le carnet de chèques. News Corp a soutiré 250 millions de dollars à OpenAI, Wiley a empoché 44 millions, tandis que HarperCollins a réussi l'exploit d'obtenir 5 000 dollars par titre volé. Des cohortes d'autres éditeurs attendent des décisions de justice, des auteurs ne cessent de découvrir leur précieux travail noyé dans un ragout de métadonnées. Pendant ce temps, les géants du numérique se gargarisent d'« usage équitable ». Meta n'a toujours pas versé un centime en contrepartie du considérable butin qu'elle a accumulé grâce au logiciel de partage de fichiers BitTorrent.

Tout cela était parfaitement prévisible. Une IA trouve ses vrais nutriments non dans l'infini bavardage des réseaux sociaux, mais dans des contenus de facture professionnelle. Voilà pourquoi les entreprises de la tech – Google la première – ont été pirates avant, contraintes et forcées, de devenir mécènes. C'est l'épure du modèle capitaliste : exproprier à tour de bras ; négocier quand quelqu'un de plus costaud débarque avec une batte de baseball ; innover dans le domaine de la justification.

Revenons à l'exemple d'Amazon. Certes, ses algorithmes manipulent les utilisateurs ; certes, ses employés sont pressés comme des citrons. Mais, n'en déplaise à Varoufakis, l'entreprise est surtout un colosse industriel assez peu virtuel : elle contrôle plus de 600 entrepôts logistiques aux États-Unis et quelque 185 autres dans le monde. En 2024, elle a loué 1,5 million de mètres carrés supplémentaires, prévoit de créer 170 nouveaux centres de distribution et d'investir 15 milliards de dollars pour agrandir la surface de ses entrepôts. En 2026, elle aura investi 4 milliards et construit 210 centres de livraison pour pouvoir desservir les zones les plus reculées d'Amérique. Les seigneurs collectaient la rente avec moins d'efforts...

Les vendeurs qui recourent à ses services doivent en effet s'acquitter de frais significatifs : en règle générale, 15 %, sans compter le stockage et l'expédition. Certains disent même verser 40 % de leurs recettes à Amazon. Mais qu'achètent-ils exactement ? Un accès à une infrastructure qui leur coûterait des centaines de milliards s'ils devaient bâtir la leur : des entrepôts automatisés où les robots portent l'essentiel des charges lourdes, une flotte de livraison plus importante que la plupart des services postaux, une capacité d'acheminer une marchandise dans la journée qui relevait de la science-fiction il y a encore dix ans.

D'où Amazon tire-t-elle sa puissance ? Des investissements en capital fixe, des économies d'échelle, des effets de réseau ?

Ou bien de la thésauroisation de données, d'une extorsion de rente sur le modèle féodal ? Dans le premier cas, elle resterait dans le cadre du capitalisme, puisqu'elle dégage des profits en accumulant du capital. Dans le second, seigneur infécond, elle se contenterait de prélever un tribut. Or, puisque l'entreprise est capable d'investir 100 milliards de dollars en une année pour proposer un service qui n'a pas grand-chose à voir avec le pillage des données utilisateurs, la réponse s'impose d'elle-même.

Varoufakis se définit comme un « marxiste erratique » avec des penchants libertaires. Mais il a une formation d'économiste néoclassique : pour lui, les affaires s'apparentent davantage à une série d'équations qu'à une partie de chasse. D'où, peut-être, son émouvante foi dans les « marchés décentralisés » et dans le capitalisme traditionnel, où régnait l'échange équitable, où la concurrence garantissait le triomphe du meilleur produit. La vieille garde, celle des « Edison, Ford et Westinghouse », « n'avait qu'une obsession : réaliser des profits en obtenant un monopole de marché et en utilisant le capital des usines et des chaînes de production ». Les seigneurs du numérique, à l'inverse, « investissent dans la recherche et développement, la politique, le marketing, l'affaiblissement des syndicats et la constitution de cartels ». On en viendrait à croire que les capitalistes d'antan étaient de braves gens ayant à cœur les intérêts de l'humanité.

Cette nostalgie qui l'aveugle, il la partage avec Zuboff, même si cette dernière conçoit autrement l'âge d'or du capitalisme : avant le numérique, l'économie fonctionnait à merveille grâce à de géniales innovations en matière d'organisation du travail. Elle non plus ne peut imaginer que les multinationales américaines aient pu prospérer

RECTIFICATIFS

Dans le texte d'hommage à Bernard Cassen (juillet), le nom de Gunter Holzmann, qui légua une partie de sa fortune au *Monde diplomatique* et permit ainsi de consolider son indépendance, a été mal orthographié dans l'une de ses occurrences. Il comporte deux « N », et non un seul.

Par erreur, l'article « Pourquoi les Polonais votent à droite » (juillet) a été amputé de sa dernière phrase, que voici : « *Tout cela amène à poser une question difficile : le passage à l'économie de marché et à la démocratie correspond-il vraiment au succès que l'on présente en Pologne et ailleurs dans le monde ?* » Nous prions les lecteurs de bien vouloir nous excuser.

à la faveur de contrats avec le Pentagone, aux interventions des agences de renseignement et à l'envergure mondiale de Wall Street.

Varoufakis le martèle : les entreprises de la tech n'ont pas à « produire des marchandises moins chères et de meilleure qualité » et s'adonnent à des pratiques prédatrices parce qu'elles se sont affranchies de la discipline qu'imposait la concurrence. Ainsi, le réseau social TikTok n'est pas vraiment en concurrence avec Facebook, mais « constitue un nouveau fief numérique destiné à de nouveaux serfs cherchant à migrer vers une autre expérience en ligne ». De la même façon, Disney Plus « n'a pas proposé au public les films et séries Netflix à un prix inférieur ou dans une résolution meilleure, mais des films et des séries qui ne sont pas disponibles sur Netflix ». Quant à Walmart, elle « ne pratique pas des prix inférieurs à ceux d'Amazon et ne propose pas non plus de meilleurs produits – elle utilise sa base de données pour attirer plus d'utilisateurs dans son nouveau fief numérique ».

Varoufakis pense avoir découvert là une profonde vérité du capitalisme moderne. Or, il ne fait que décrire l'éternel fonctionnement de ce système. Il n'existe certes pas de véritable compétition entre les plates-formes, mais la concurrence n'a jamais reposé exclusivement sur la qualité et le prix des produits (7). Les entreprises ont toujours tenté de rendre les consommateurs captifs, de fabriquer des biens exclusifs, de bâtir des réseaux propriétaires et de mettre à profit tous les avantages dont elles disposaient. La seule différence est qu'aujourd'hui, ces avantages – en général temporaires, sauf s'ils sont garantis par les États – revêtent une forme numérique plutôt que physique. Le libertaire Varoufakis ne voit

pas que la concurrence est elle-même une forme de pouvoir coercitif. En bon marxiste, il admettra que les capitalistes exercent une contrainte sur les travailleurs, mais n'ira pas jusqu'à concéder que le marché exerce une contrainte sur les premiers – et pas toujours pour les inciter à produire mieux et moins cher. Marx, lui, l'avait bien compris : le capital se dirige là où se présentent les meilleures perspectives de profit et recourt tantôt à l'innovation, tantôt à la prédation – dialectique aussi vieille que le capitalisme. Ce mouvement perpétuel entraîne les capitalistes dans une guerre de tous contre tous dont ils ne peuvent pas plus sortir que les poissons ne peuvent survivre hors de l'eau.

Si puissante soit-elle, la multinationale Apple répond elle-même à un maître : le capital mondial. L'entreprise a beau prélever, en garde-barrière du Moyen Âge, 15 à 30 % sur les applications proposées sur l'App Store, elle se sent menacée par son retard en matière d'intelligence artificielle qui lui vaut déjà les foudres de Wall Street et demain, peut-être, la fuite d'utilisateurs au profit d'autres systèmes d'exploitation comme Android et HarmonyOS, de Huawei (qui a détrôné le sien, iOS, en Chine). En remplaçant son numéro deux pour apaiser les sceptiques, Apple a révélé la triste vérité : le contrôle autoritaire qu'elle exerce sur les développeurs d'applications n'est rien face aux diktats des marchés de capitaux.

Conte de fées

CET enseignement échappe à Varoufakis : s'il existe un seigneur féodal dans le drame qui se déroule, c'est le capital lui-même. Il n'en allait pas autrement à l'époque de Marx. L'expression « capitalisme démocratique » tient de l'oxymore, car, dans le capitalisme, seule l'armée des analystes de Wall Street décide. S'ils exigent l'intégration de l'IA dans son smartphone, on peut être sûr qu'Apple s'exécutera.

À son aise pour disséquer des micro-marchés, Varoufakis ne peut appréhender la guerre systémique qui déchire les capitalistes – or c'était là son terrain de jeu quand il était ministre des finances de la Grèce. Erreur fatale, l'arbre lui cache la forêt : au lieu de chercher à comprendre la logique du régime économique dans sa totalité, il se concentre sur certaines de ses composantes, comme un mécanicien serait incapable d'expliquer le fonctionnement d'un moteur.

Le techno-féodalisme est un conte de fées qui occulte la véritable histoire : la domination sans partage des Big Tech parachève un processus commencé il y a soixante-dix ans (8). Main dans la main, Wall Street, la Silicon Valley, le Pentagone et la Central Intelligence Agency (CIA) ont systématiquement brisé les pays non alignés qui aspiraient à une

authentique souveraineté technologique et économique. Par une amère ironie du sort, les États actuels achètent ce que certains chercheurs appellent déjà la « souveraineté comme service » : pas d'inquiétude, Microsoft, Palantir et les autres sauront répondre à tous vos besoins, pour un prix abordable.

Voilà ce qui rend si séduisante – et si dangereuse – la théorie du techno-féodalisme : elle repose sur des méchants de dessin animé (« Bezos ! » « Musk ! », « Zuckerberg ! ») et des solutions du même genre (« Formons des coopératives ! », « Demandons aux banques centrales d'émettre des devises numériques ! », « Autorisons la portabilité des données ! »). Elle nous laisse à croire que nous combattons des seigneurs médiévaux alors que l'adversaire est d'une tout autre stature. Il est temps d'appeler le capitalisme par son vrai nom. On ne le vaincra pas en l'affublant d'oripeaux du Moyen Âge.

EVGENY MOROZOV.
(Traduit de l'anglais
par Nicolas Vieillescazes.)

(7) Cf. Anwar Shaikh, *Capitalism : Competition, Conflict, Crises*, Oxford University press, 2016.

(8) Lire « Une guerre froide 2.0 », *Le Monde diplomatique*, mai 2023.

IL ÉTAIT UNE FOIS, VOUS.

Vous et vos envies d'un
management responsable.
Vous et vos objectifs
professionnels engagés.
Regardez droit devant
avec passion et optimisme.
Changeons, ensemble,
le cours de votre histoire.

www.iae-paris.com

UNIVERSITÉ PARIS PANTHÉON SORBONNE
IAE PARIS
SORBONNE BUSINESS SCHOOL
Une grande histoire de management

CANDIDATURES EXECUTIVE

> DU 1^{er} AU 30 SEPTEMBRE 2025



Combattre l'ensauvagement nucléaire

Quatre-vingts ans après l'anéantissement de Hiroshima et Nagasaki par des bombes atomiques américaines, les politiques de défense fondées sur la dissuasion connaissent un regain de popularité, dopées notamment par la guerre en Ukraine et les conflits au Proche-Orient. Pourtant, au même moment, une large majorité d'États des Nations unies conteste l'idée de sécurité appuyée sur le nucléaire.

PAR JEAN-MARIE COLLIN *

LA destruction de Hiroshima par une bombe atomique américaine, le 6 août 1945, a fait entrer l'humanité dans « un nouvel âge de l'histoire du monde », selon l'expression de Günther Anders (1). Le philosophe autrichien s'inquiétait moins de la perspective d'une course à la puissance entre les États-Unis et l'Union soviétique que du basculement radical de l'histoire universelle : dès lors, l'être humain disposait des moyens techniques de sa propre disparition.

Quatre-vingts ans plus tard, ce risque d'apocalypse existe toujours, du fait de la détention par seulement neuf États – les États-Unis, la Russie, le Royaume-Uni, la France, la Chine, l'Inde, le Pakistan, la Corée du Nord et Israël (qui ne l'a jamais officiellement admis) – de plus de douze mille armes nucléaires (2). À ces possesseurs s'ajoutent une quarantaine de pays qui partagent ce choix de défense en raison de leur appartenance à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ou par accord spécifique avec un État « doté » (par exemple la Biélorussie avec la Russie).

Malgré l'engagement pris avec le traité de non-prolifération (TNP) en 1968 de « faciliter la cessation de la fabrication d'armes nucléaires, la liquidation de tous les stocks existants desdites armes et l'élimination des armes nucléaires et de leurs vecteurs des arsenaux nationaux », les possesseurs de « la » bombe n'ont jamais donné une réelle chance au désarmement (3). Les programmes actuels sont ainsi le fruit de décisions prises dès les années 2000, période pourtant de rela-

tive stabilité entre grandes puissances, et donc bien antérieurs à la guerre en Ukraine, qui voit la Russie menacer d'appuyer sur le « bouton rouge ». Le processus de production est en effet très long : vingt à trente ans depuis la décision politique initiale jusqu'à la fabrication et la mise en service.

La continuité de la composante nucléaire aéroportée française illustre le choix du non-désarmement. Conformément à un calendrier élaboré dans les années 1990, les missiles air-sol moyenne portée (ASMP) ont ainsi été remplacés à la fin des années 2000 par une version dite « améliorée » (ASMP-A) ; puis un programme de rénovation à mi-vie (modernisation) a été lancé en 2016, permettant, de 2024 à 2035, de doter les deux escadrons stratégiques existants d'un vecteur « rénové » (ASMPA-R). Le missile ASN4G, dont les études ont débuté dès 2014, prendra alors la suite du ASMP-A vers 2035, avec une durée de service estimée à vingt ans.

Idem pour la Chine, qui s'est engagée, au cours des années 2010, dans une stratégie de développement intensif de son potentiel nucléaire. Sa motivation principale tiendrait dans la conviction, partagée par Washington et Moscou, qu'un large arsenal renforce la capacité de dissuasion. Cette « paix par la force (4) » fait aujourd'hui de Pékin la troisième puissance mondiale avec six cents ogives, selon le Bulletin of the Atomic Scientists, contre deux cents au début du siècle.

La non-prolifération discréditée

L'ÉVOLUTION récente des relations internationales a fourni un terrain très fertile au grand retour de la dissuasion. Si cette forme de défense a toujours existé, elle s'affiche désormais sans pudeur, à l'image d'une Russie qui s'appuie sur une stratégie dite de « sanctuarisation agressive » : des menaces d'emploi qui se succèdent, au point qu'en 2022 la France a mis en alerte trois de ses sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) sur quatre (5). En parallèle, le président Donald Trump, après avoir brandi, en 2018, son « gros bouton » face au Nord-Coréen Kim Jong-un (qui multipliait les essais ostentatoires), jette le doute, dès l'orée de son second mandat, sur la solidité du « parapluie » américain. Dans ce contexte, le projet d'europanisation de la dissuasion française, porté par le premier ministre Alain Juppé en 1995, le président Nicolas Sarkozy en

2008 et largement promu par M. Emmanuel Macron depuis 2017, suscite un intérêt inédit, notamment chez le chancelier allemand Friedrich Merz.

La possession d'un arsenal nucléaire est souvent présentée comme naturelle, perpétuelle et sans conséquence. Pourtant, un tel projet risque d'accroître la décrédibilisation du régime créé par le TNP : empêcher la dissémination de ce type d'arme tout en organisant la détente et la coopération en vue de réduire les arsenaux, avec l'aide de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), créée en 1957. Le TNP, dont la prochaine conférence d'examen se tiendra en avril-mai 2026, a permis de limiter la prolifération, mais son pilier « désarmement nucléaire », en partie mis en œuvre pendant la décennie 1990, est aujourd'hui ignoré par les États dotés. Comment atteindre les buts de ce texte si des gouvernements, ici Paris et ses alliés, continuent de souligner et de promouvoir l'importance des armes nucléaires pour leur propre sécurité ? L'attitude de ces États discrédite leur capacité à formuler un discours en faveur de la non-prolifération, comme l'a indiqué l'Afrique du Sud, le 1^{er} mai 2025, au troisième comité préparatoire à la conférence d'examen du TNP. Cette dérive, si elle se réalisait, interdirait également toute critique de la Russie, qui a installé, depuis 2024, des armes nucléaires en Biélorussie. De même, n'est-il pas hypocrite de la part de ces États de tolérer l'attaque conventionnelle illégale menée par Israël (qui ne reconnaît pas le TNP) et les États-Unis contre l'Iran sur la base d'une intention non confirmée de se doter de la bombe, alors qu'eux-mêmes ne respectent pas pleinement leurs obligations en matière de désarmement nucléaire ?

Nous risquons d'entrer dans ce que la politiste néoconservatrice Thérèse Delpech nommait en 2005 « une ère de piraterie stratégique (6) ». Elle imaginait alors un scénario « classique » de prolifération avec des coupables tout désignés tels la Corée du Nord, l'Iran et la Chine, suscitant des effets en chaîne au Proche-Orient et en Asie. Si son analyse se révèle en partie vraie (l'Iran n'a pas la bombe), elle a totalement écarté le rôle des États dits « démocratiques » (France, Royaume-Uni, États-Unis) et de leurs alliés dans cette situation dangereuse.

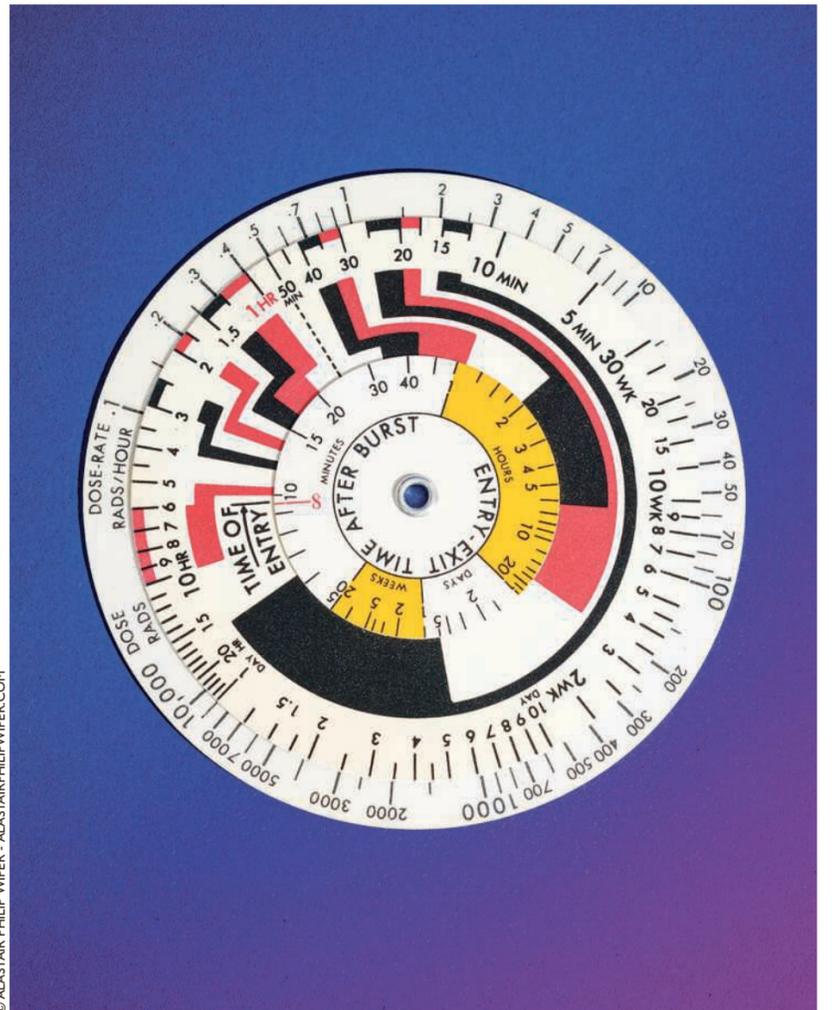
Ces grands pays fondent toujours leur sécurité sur la dissuasion. En novembre 2024, le président Macron évoquait un monde divisé entre « herbivores et carnivores », suggérant une opposition binaire simpliste entre les puissances « responsables » et « non responsables » (7). Pourtant, l'impasse actuelle ne peut être imputée à un type de régime en particulier. Qu'ils soient libéraux ou autoritaires, ces États adhèrent à la théorie de la dissuasion, c'est-à-dire à la menace permanente d'employer des armes de destruction massive sur des villes qui abritent des centres de pouvoir politiques, économiques et militaires, admettant donc la possibilité d'exterminer des civils. Difficile alors de distinguer les « responsables » des autres.

Ces États tentent ainsi d'occulter une autre vision de la sécurité, portée pourtant par une majorité de gouvernements et reposant sur une action collective fondée sur le droit international. Cette vision est née en 2010, lors de la 8^e conférence d'examen du TNP, avec l'adoption d'un document final qui provoquera une série de travaux sur les conséquences des explosions nucléaires délibérées ou involontaires et sur la nécessité de penser une « approche humanitaire » de long terme de la sécurité. Les États dits « désarmateurs », opposés au nucléaire militaire – tels l'Afrique du Sud, le Mexique, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande et, du côté européen, l'Autriche et l'Irlande –, ont alors décidé d'exiger une prohibition globale (emploi, stationnement, financement, menace d'emploi). Adopté en 2021, le traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) est le prélude nécessaire à la sortie d'une vision sécuritaire par l'atome. L'interdiction d'un système précède toujours son élimination (et non le contraire) : la signature, en 1972 puis en 1993, de conventions interdisant les armes biologiques et chimiques a ainsi conduit à leur élimination des arsenaux de la Russie et des États-Unis, par la pression d'une réprobation mondiale. La même logique doit s'appliquer aux armes nucléaires, souvent jugées immorales, comme l'ont exprimé

tant l'ancien secrétaire à la défense américain Robert McNamara (le 24 mai 2005 aux Nations unies) que le pape François (lors d'un discours à Hiroshima, le 24 novembre 2019), et qui sont désormais disqualifiées par le TIAN. Ce traité, adopté à une écrasante majorité de 122 sur 193, le 7 juillet 2017 par l'Assemblée générale des Nations unies, condamne « toute menace nucléaire, qu'elle soit explicite ou implicite ». Cette vaste coalition de pays n'aura « de cesse que le dernier État ait adhéré au traité, que la dernière ogive ait été démantelée et détruite et que les armes nucléaires aient totalement disparu de la Terre » (8).

Les sessions de suivi du TIAN ont ouvert un débat argumentatif inédit autour des « préoccupations de sécurité (9) » affichées par les gouvernements et de la conception de leur politique de défense. Les États signataires affirment que la théorie de la dissuasion est entachée d'incer-

tembre 2024, proclame l'« objectif de l'élimination totale des armes nucléaires » (mesure 25) et demande aux États de respecter leurs « obligations et engagements en matière de désarmement » (mesure 26) ; des objectifs cohérents avec ceux du TIAN. L'affirmation de certains de ces principes est de plus en plus employée : sur des scènes diplomatiques telles que le G7, dans une des déclarations des Académies des sciences (15 avril 2024) ou, plus surprenant, dans la déclaration des dirigeants du G20 (novembre 2022) qui reprend l'article premier du TIAN : « L'emploi d'armes nucléaires ou la menace de leur emploi sont inacceptables. » Ainsi se présente, en 2025, la « piraterie stratégique nouvelle version » : une prolifération désinhibée menée par quelques États, aux régimes politiques variés, pourtant juridiquement contraints au désarmement nucléaire.



ALASTAIR PHILIP WIPER. – « Nuclear Explosion Fallout Calculator » (Calculateur de retombées d'explosions nucléaires), de la série « Cold Comfort (Piètre consolation) », 2022

titudes et fait peser des risques considérables au regard « des événements catastrophiques évités par chance et non grâce à une procédure ». Ils se réfèrent ainsi directement à des crises et accidents (notamment la crise des missiles de Cuba en 1962, ou la fausse alerte détectée en extrême par Stanislas Petrov en 1983) (10) où ce n'est pas la rationalité de la dissuasion qui a évité la guerre nucléaire, mais bien une part de hasard.

Repenser la sécurité

se sont abstenus, face aux 174 voix en faveur. De même, une autre résolution sur les « effets d'une guerre nucléaire et la recherche scientifique », directement en lien avec le TIAN, a été votée largement (136 voix pour) en 2024 afin de mettre en place une étude onusienne sur la réponse aux conséquences d'une guerre nucléaire. Avec Moscou et Londres, Paris a voté « non », au prétexte que « nous n'avons pas besoin d'une nouvelle étude sur les effets d'une guerre nucléaire, que nous savons dévastateurs (13) ». Une défense surprenante : pourquoi alors étudier le dérèglement climatique, dont on connaît déjà les effets ?

En quelques années, ce traité a imposé de repenser la sécurité dans un cadre plus large. Le pacte pour l'avenir des Nations unies, adopté en sep-

- (1) Günther Anders, *Hiroshima est partout*, Seuil, Paris, 2008.
- (2) « Forces nucléaires mondiales », *Stockholm International Peace Research Institute (Sipri) Yearbook*, janvier 2024.
- (3) Lire Abdelwahab Bjad, « Désarmement, le crépuscule », *Manière de voir*, n° 201, « Comment faire la paix », juin-juillet 2025.
- (4) Tong Zhao, « The real motives for China's nuclear expansion », *Foreign Affairs*, New York, 3 mai 2024.
- (5) Lire Olivier Zajec, « La menace d'une guerre nucléaire en Europe », *Le Monde diplomatique*, avril 2022.
- (6) Thérèse Delpech, *L'Ensauvagement. Le retour de la barbarie au XXI^e siècle*, Grasset, Paris, 2005.
- (7) Rebecca Hersman, « Consensus statement, European trilateral track 2 nuclear dialogues 2019 », Center for Strategic and International Studies (CSIS), Washington, DC, 13 mars 2020.
- (8) Déclaration de la première réunion des États parties au TIAN, « Notre engagement en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires », 23 juin 2022.
- (9) « Rapport du coordonnateur du processus consultatif concernant les préoccupations des États en matière de sécurité dans le cadre du TIAN (Autriche) », New York, 7 février 2025.
- (10) Ward Wilson, *Armes nucléaires. Et si elles ne servaient à rien ?*, Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), Bruxelles, 2015.
- (11) « Examen de l'utilisation et des essais d'armes nucléaires par le passé. Document de travail présenté par le Kazakhstan et Kiribati », Vienne, 28 juillet 2023.
- (12) « Le lourd héritage des armes nucléaires : assistance aux victimes et remise en état de l'environnement dans les États membres touchés par l'emploi ou la mise à l'essai d'armes nucléaires », New York, 2 décembre 2024.
- (13) Selon les mots de Mme Camille Petit, représentante permanente de la France à la Conférence du désarmement, 79^e session de l'Assemblée générale des Nations unies, 1^{er} novembre 2024.

* Directeur de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires - France (ICAN France).

L'imprimerie
79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France

ACPM

IMPRIM'VERT

Origine du papier : Allemagne.
Taux de fibres recyclées : 81%
Ce journal est imprimé sur un papier UPM issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées, porteur de l'Ecolabel européen sous le n° FI37/001.
Eutrophisation : Ptot = 0,007 kg/t de papier

Commission paritaire des publications et agences de presse : n° 0529 D 86051
ISSN : 0026-9395
IMPRIMÉ EN FRANCE

À la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, notre numéro de téléphone vert : 0 805 050 147.

L'ÉVENTUALITÉ D'UNE DÉTENTE AVEC WASHINGTON DIVISE LES ÉLITES RUSSES

Pourquoi M. Poutine est-il inflexible ?

Intellectuel marxiste, Boris Kagarlitsky est une figure de la gauche russe. Depuis la prison où il se trouve en raison de son opposition à la guerre, il poursuit sa réflexion sur l'ordre international. Dans cet article coécrit avec Alekseï Sakhnine, militant exilé en France, il décèle dans le camp du pouvoir russe des divisions qui pourraient s'accroître.

PAR BORIS KAGARLITSKY ET
ALEKSEÏ SAKHNINE *

EN s'engageant dans le dossier ukrainien au lendemain de son élection, le président américain Donald Trump a formulé d'importantes concessions à l'intention de Moscou, comme renoncer au projet d'intégrer l'Ukraine dans l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ou reconnaître formellement la Crimée en tant que territoire russe. Six mois plus tard, le Kremlin maintient ses revendications territoriales sur cinq régions de son voisin, et entend toujours imposer à Kiev des restrictions en matière de garanties de sécurité. L'intransigeance russe – souvent expliquée par la fuite en avant d'un seul homme, M. Vladimir Poutine – s'éclaire mieux à l'aune des débats qu'a suscités dans le pays l'ouverture américaine. Deux tendances se dessinent, mais elles se rejoignent sur un point : ne rien céder concernant l'Ukraine.

Cette situation ne manque pas d'ironie : en adoptant des trains de sanctions massives après l'invasion de 2022, Washington et Bruxelles espéraient fracturer le camp du pouvoir. Il est alors impossible d'imaginer une rupture des liens économiques entre Moscou et le monde occidental : 35 % du commerce extérieur russe s'effectue avec l'Union européenne, deux fois plus que les échanges russo-chinois. La Russie constitue le troisième partenaire commercial de l'Union (297 milliards de dollars), derrière les États-Unis (747 milliards) et la Chine (466 milliards de dollars)(1). En 2016, plus de 70 % du stock des investissements directs à l'étranger russes se trouvaient dans un pays de l'Union européenne (hors centres financiers offshore ou concentrant des holdings financières) ; davantage si l'on compte Chypre, le Luxembourg ou les Pays-Bas, utilisés comme plates-formes de défiscalisation pour les capitaux du pays. En tête des investisseurs (hors paradis fiscaux également), le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France détenaient en 2018 près de 33 milliards de dollars d'actifs en Russie(2). De nombreux oligarques et hauts fonctionnaires, ainsi que leurs épouses et leurs enfants, vivent ou étudient à Londres, Paris ou Nice.

À cette époque, l'opposition libérale parie sur une scission au sein de la classe dirigeante. En 2023, M. Leonid Volkov, le plus proche collaborateur d'Alexeï Navalny (mort en prison en février 2024), ainsi que quelques autres représentants d'organisations hostiles à la politique du Kremlin réclament, dans un courrier à M. Josep Borrell, chef de la diplomatie bruxelloise, la levée des mesures restrictives contre certains oligarques n'ayant pas soutenu l'invasion de l'Ukraine. « *J'avais le sentiment (...) qu'il était possible, en créant un précédent, de déclencher une réaction en chaîne de condamnations publiques de la guerre et de divisions au sein des élites russes* », a expliqué M. Volkov(3). Mais, après quelques hésitations, la plupart des milliardaires russes rapatrient leurs capitaux et confirment leur loyauté envers le Kremlin.

mais fermement, la Chine. D'après le théoricien nationaliste, « *le projet chinois des nouvelles routes de la soie et les autres initiatives d'envergure planétaire de Xi Jinping (principe d'un destin commun de l'humanité) peuvent être perçus comme une autre version du mondialisme – non plus américano-centré mais sino-centré* (8) ». En revanche, l'accord avec l'Amérique de M. Trump permettrait à la Russie d'obtenir davantage d'indépendance dans le cadre d'un « *ordre mondial des grandes puissances* ». Point essentiel, l'alliance avec les États-Unis dont rêvent MM. Douguine et Malofeïev n'implique aucune concession sur l'Ukraine. « *Il faut que M. Trump comprenne que soit l'Ukraine sera nôtre, soit elle n'existera plus, martèle Douguine. En nous donnant l'Ukraine (à quoi lui sert-elle ?), Trump pourrait s'atteler à l'annexion du Canada et de la Groenland. Nous lui fournirons même les métaux rares, je pense* (9) ».

Or la perspective de rapprochement avec les États-Unis, même sans aucun compromis sur l'Ukraine, a suscité l'inquiétude des hommes d'affaires et des bureaucrates impliqués dans la coopération économique avec Pékin et d'autres pays des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). La Chine, qui représentait 15 à 20 % des échanges de marchandises de la Russie avant 2022, en totalise 34 % en 2024 (236,3 milliards de dollars)(10). Parmi les principaux secteurs tournés vers le partenaire chinois, on compte le complexe militaro-industriel, l'automobile, la logistique et les télécommunications. Les branches de l'énergie et de l'agroalimentaire mènent également d'importants projets dans le cadre de la bascule vers l'est. De grandes entreprises russes,

à l'instar de Rosneft (pétrole), Gazprom ou Rosatom (nucléaire), fournissent Pékin en matières premières avec le concours de la banque Vnechtorbank (VTB). Les Brics concentrent désormais la moitié du commerce russe. Dans le même temps, les échanges avec l'Europe ont été divisés par trois. La perspective d'une levée des sanctions ainsi que le retour possible des entreprises occidentales sur le marché russe ont agité certains cercles de l'élite économique. Plusieurs milliards de dollars d'actifs occidentaux ont trouvé de nouveaux maîtres parmi les hommes d'affaires les plus fidèles au Kremlin(11) (après une phase de contrôle temporaire par l'Agence fédérale de gestion des biens publics [Rossimouchtchestvo]). Or le dégel inattendu des relations avec les États-Unis a suscité la crainte de la restitution d'une partie de ces actifs à leurs anciens propriétaires. Pour les apaiser, M. Poutine s'est adressé fin mai à un parterre de patrons, promettant que l'État « *ne tolérerait pas les pressions sur les entreprises nationales* ». Le président a également appelé à « *étouffer* » Microsoft, Zoom et d'autres services qui « *agissent contre la Russie* ». Profondément ancré dans la culture russe, le discours anti-impérialiste pourrait devenir l'instrument idéal pour exprimer des inquiétudes fondées en réalité sur ces intérêts économiques.

Appendice de l'Occident

Ces divergences ont commencé à s'exprimer plus fort. « *Vous ne dirigerez pas la planète à deux. Vendus et trafiquants, prêts à lâcher tout le "Sud global" en cinq minutes pourvu qu'on vous caresse la joue, espèces de lèche-bottes américains !* », s'est emporté, à l'adresse des apologistes de M. Trump, l'écrivain et député membre du parti Russie juste, allié au pouvoir, Zakhar Prilepine. Des sentiments similaires dominent parmi les influents « *blogueurs militaires* », dont beaucoup ont vu dans un possible rapprochement avec Washington non seulement une menace pour la souveraineté du pays, mais aussi la volonté d'en faire à nouveau un appendice de l'Occident, pourvoyeur de matières premières. Dans cette veine, mais dans un style plus froid, Fiodor Loukianov, rédacteur en chef de la revue *Russia in Global Affairs*, qualifie d'« *erreur stratégique* » une coopération avec la Maison Blanche au détriment des relations avec le « *Sud global* ».

« *Si la Russie embrasse les ouvertures de M. Trump, tout en se détournant de ses partenaires non occidentaux, elle renforce le stéréotype selon lequel elle place l'approbation occidentale au-dessus de tout. (...) Une victoire nette [en Ukraine] conforterait son rang de puissance dans un monde multipolaire. Si elle échoue à tirer parti de ce moment – en tombant dans le piège d'un nouvel engagement vers l'Occident –, la Russie risque de perdre ses gains stratégiques.* »

Depuis le début de la guerre, les autorités russes ont cherché à gommer tout signe de désaccord dans la société et, surtout, au sein de la classe dirigeante. Mais les offres américaines ont instantanément dissipé cette illusion d'unité, dessinant la possibilité d'un affrontement – pour l'instant seulement rhétorique – entre les tendances « *proaméricaine* » et « *prochinoise* ».

(Traduit du russe par Hélène Richard.)

« Majorité mondiale »

DEPUIS 2022, deux discours ont cours au sein du camp au pouvoir pour justifier l'invasion de l'Ukraine. Selon le premier, la Russie s'oppose à un Occident hégémonique qui se sert de l'Ukraine comme moyen de la soumettre. L'expression « *majorité mondiale* », synonyme de « *Sud global* », en constitue le cœur. En usant d'une rhétorique anti-impérialiste qui prend des accents de la période soviétique, Moscou se propose de donner au conflit une orientation antioccidentale. Forcée par des intellectuels proches du Kremlin – tels Sergueï Karaganov, directeur du Conseil de politique étrangère et de défense –, cette thèse est largement partagée par le ministre des affaires étrangères Sergueï Lavrov. Ainsi, dans des textes programmatiques parus en 2023 dans la revue officielle du ministère, il oppose les intérêts de la « *majorité mondiale représentant 85 % de la population du globe* » à la « *politique néocoloniale* » d'un « *groupe restreint d'États occidentaux menés par les États-Unis* »(4). Le club Valdaï, un prestigieux cercle de réflexion, consacre également de nombreuses séances à cette thématique ; y sont invités les dirigeants d'États asiatiques et africains.

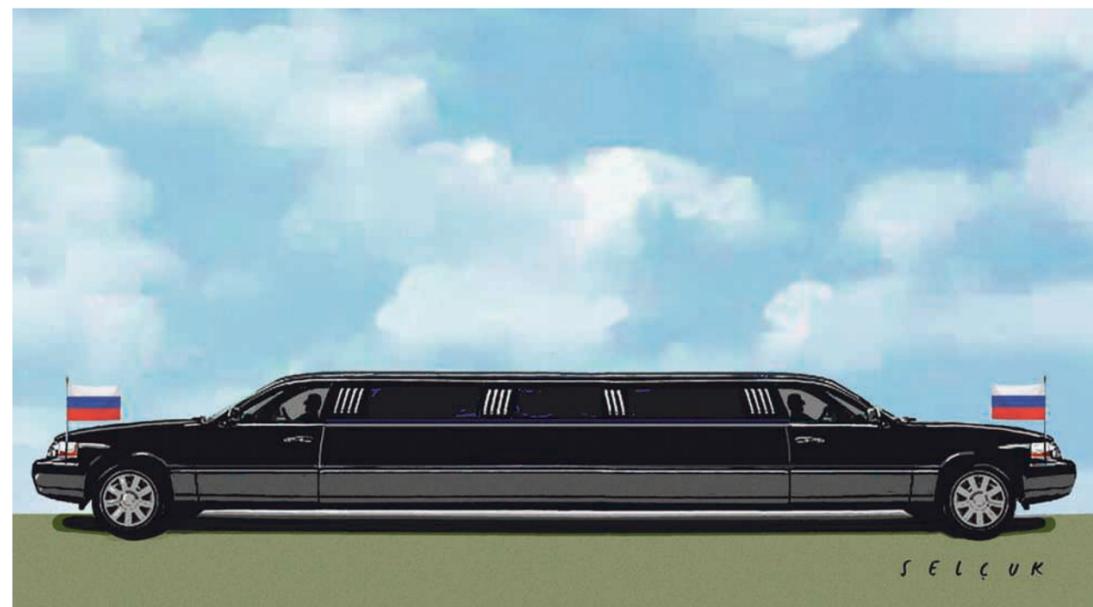
Un second discours présente la Russie comme une sorte d'arche de Noé des valeurs traditionnelles et chrétiennes de la civilisation européenne, « *trahies* » par les dirigeants d'Europe et d'Amérique du Nord. Cette doctrine est développée par des intellectuels d'extrême droite comme Alexandre Douguine. « *Il y a deux Occident*, affirme-t-il, lors d'un forum consacré au monde multipolaire qui s'est tenu à Moscou en février 2024.

* Respectivement sociologue, auteur de *The Long Retreat : Strategies to Reverse the Decline of the Left*, Pluto Press, Londres, 2024, et journaliste.

L'Occident « *globaliste* » des élites libérales et l'Occident traditionnel, qui souffre lui-même de [leur] toute-puissance (...) et tente, où il le peut, de se soulever... La victoire ne sera pas une défaite de l'Occident collectif, mais son salut, le retour à ses propres valeurs (...), à ses racines classiques gréco-romaines et chrétiennes (5) ». Cette approche messianique est promue par des personnalités gravitant autour de l'oligarque Konstantin Malofeïev, propriétaire de la chaîne de télévision Tsargrad et financer d'un vaste réseau de cercles de réflexion ultraconservateurs. Il dispose de relais dans l'appareil d'État. Quatre gouverneurs de région, la commissaire aux droits de l'enfant Maria Lvova-Belova (également sa femme) et le ministre des affaires étrangères lui-même participaient à son Forum du futur – 2050, les 9 et 10 juin 2025. Et, dès 2023, le vice-premier ministre (et actuel ministre de la défense) Andreï Belousov déclarait que la Russie pouvait devenir la « *bouée de sauvetage* » des élites conservatrices européennes et américaines(6).

Jusqu'à récemment, ces deux théories coexistaient pacifiquement. Tout responsable politique ou intellectuel fidèle au Kremlin était libre de choisir ses arguments – « *anti-impérialistes* » ou « *messianique-conservateurs* » – et dans quelle proportion. Mais la perspective d'un « *deal* » entre MM. Poutine et Trump a transformé ces nuances en lignes de fracture.

S'exprimant au nom du second groupe, Douguine insiste sur les convergences d'idées entre le président russe et une partie des trumpistes(7), mais prétend qu'une entente avec Washington relève aussi d'un pragmatisme géopolitique. Il critique prudemment,



read. SALON INTERNATIONAL DU LIVRE ET DES IDÉES

Plus de 200 maisons d'édition critiques se retrouvent à Barcelone

17—19 septembre 2025 Barcelone

read.barcelona

(1) « International trade in goods (by partner country) », IMF Data, Fonds monétaire international, 2011-2025, <https://data.imf.org>

(2) « Les investissements directs étrangers vers et depuis la Russie », direction générale du Trésor, janvier 2019.

(3) « Qui a réellement signé la déclaration en faveur de Fridman ? Pourquoi propose-t-on de lever les sanctions à son encontre, mais pas celles visant d'autres oligarques ? » (en russe), 9 mars 2023, www.meduza.io

(4) Sergueï Lavrov, « Le respect des principes de la Charte des Nations unies dans leur ensemble et leur interdépendance est la garantie de la paix et de la stabilité mondiales » (en russe), site du ministère des affaires étrangères, 10 octobre 2023, <https://mid.ru>

(5) Discours disponible sur la chaîne Telegram « Agdchan » à l'adresse suivante : <https://t.me/Agdchan/14350>

(6) « Belousov déclare que la Russie a un rôle de gardien des valeurs de l'Occident » (en russe), RBK, 13 juin 2023, www.rbc.ru

(7) Lire Marlène Laruelle, « Y a-t-il un axe Washington-Moscou ? », *Le Monde diplomatique*, mai 2025.

(8) « Trump construit un ordre mondial des grandes puissances » (en russe), 18 mars 2025, <https://zavtra.ru>

(9) Chaîne Telegram « Agdchan », 12 mai 2025, <https://t.me/Agdchan/21506>

(10) « International trade in goods (by partner country) », IMF Data, *op. cit.*

(11) « La redistribution de guerre : nationalisation des élites, nouvelles règles de loyauté et *chaebolisation* de la Russie » (en russe), Re : Russia, 20 mars 2025. Une traduction de cet article est disponible en français sur le site Le Grand Continent : « Renationaliser les élites russes. Poutine, la guerre et la nouvelle allégeance des oligarques », 10 avril 2025.

DÉSESPOIR À LA HAVANE, JUSQU'AU-BOUTISME À MIAMI

Les deux visages de l'opposition cubaine

ONZE juillet 2021. Alors que dans toute l'Amérique latine les mesures de distanciation sociale et de confinement perdurent en réponse à la pandémie de Covid-19(1), des foules compactes se forment à La Havane et dans le reste de Cuba. Aux cris de « Liberté ! » et en entonnant *El pueblo unido jamás será vencido* (« Le peuple uni ne sera jamais vaincu »), chant bien connu des manifestants, de nombreux Cubains expriment leur désarroi face à l'effondrement de l'économie du pays. Le jour même et dans les semaines qui suivent, plus de mille personnes sont arrêtées, dont des centaines condamnées à de lourdes peines de prison.

Quatre ans plus tard, Antonio(2) évoque cette journée, le regard dans le vide. « Mon fils est devenu un petit vieux », se désole sa mère Gabriela, assise à ses côtés. Dans ce quartier pauvre de la périphérie de la capitale, la famille vit à six dans une maisonnette nichée en haut d'un étroit escalier débouchant sur une rue bruyante. Le salon et la cuisine tiennent dans à peine dix mètres carrés. Nous sommes en fin d'après-midi. Le courant est coupé, une défaillance devenue quotidienne et éreintante pour la plupart des Cubains. Antonio vient d'entamer la vingtaine. Il n'avait que 17 ans lorsqu'il a été emprisonné en juillet 2021 après avoir participé à la plus grande manifestation jamais organisée depuis 1959 contre le gouvernement. Pourtant, le jeune homme ne s'intéressait guère à la politique. « J'ai vu des gens dehors. Ma compagne était enceinte. Je vendais du pain parallèlement à mes études. Je ne gagnais pas assez d'argent, se souvient-il. Ce jour-là, il y avait des violences de toutes parts dans la rue. Le ciel était devenu gris. Tout le monde s'est retrouvé nassé. Je ne suis sorti ni avec une machette, ni avec un pistolet ou un bâton. Mais oui, j'ai lancé des pierres », explique-t-il. Puis, tout s'accélère. Antonio est interpellé et rapidement accusé de « trouble à l'ordre public », d'« outrage » et de « propagation d'épidémie » tandis que le pays enregistre un record de contaminations. Il restera dix mois en prison.



NIKOS ECONOMOPOULOS / MAGNUM PHOTOS

PAR NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX
MAÏLYS KHIDER ET JÉSUS LOPES *

Depuis 1959, Cuba subit l'hostilité des États-Unis. Washington finance nombre de groupes d'opposition d'extrême droite établis en Floride. La profonde crise économique que traverse l'île leur donne une occasion d'affaiblir La Havane. Entre répression gouvernementale et instrumentalisation, une nouvelle génération de contestataires peine, sur place, à trouver un débouché politique à sa colère.

Ces manifestations ont donné une visibilité sans précédent aux contestations sociales et politiques contre le gouvernement. La crise sanitaire et la fermeture des frontières, y compris aux touristes dont il dépend tant, ont enfoncé Cuba dans une profonde dépression économique. Une situation aggravée par deux facteurs. D'une part, la politique de « pression maximale » engagée depuis 2019 par M. Donald Trump a sévèrement durci l'embargo imposé à l'île depuis 1962. D'autre part, la réforme monétaire visant l'unification du peso, mise en œuvre au début de l'année 2021, a fait s'envoler l'inflation(3). Jusqu'à aujourd'hui, les étagères des pharmacies sont vides, et les files d'attente pour obtenir des produits de première nécessité s'étendent des heures durant.

Dans les jours qui suivent les mobilisations, le président des États-Unis de l'époque, M. Joseph Biden, enjoint aux autorités cubaines d'« entendre [leur] peuple » et son « appel vibrant à la liberté ». Le pouvoir, lui, qualifie les manifestants de « mercenaires » ou de « révolutionnaires confus ». Un an plus tard, le président Miguel Díaz-Canel apparaît sur les écrans de télévision : « Ce que nous allons réellement commémorer en ce premier anniversaire du 11 juillet, c'est que le peuple cubain et la révolution cubaine ont déjoué un coup d'État. » Gabriela ironise devant ce qu'il reste de sa pièce à coucher : « Si nous étions des mercenaires, croyez-vous que le toit de ma chambre se serait écroulé ? Si nous étions des mercenaires, quand il y a une coupure de courant, j'aurais un générateur chez moi ! »

Quatorze janvier 2025. La Havane annonce la libération de 553 détenus à la suite d'une médiation entreprise par le pape François. Quelques jours auparavant, M. Biden rendait publique sa décision de retirer Cuba de la liste des États soutenant le terrorisme. Beaucoup de ces personnes occupaient les rues le 11 juillet, comme Alina, que nous

rencontrons chez elle dans l'un des quartiers les plus pauvres de la capitale, après trois ans et demi d'incarcération. « Il y avait des pénuries de médicaments. Plus d'eau. Les gens tombaient comme des mouches à cause du Covid... J'ai manifesté de manière pacifique. C'était spontané. Avec d'autres personnes, nous avons motivé les gens à sortir protester. » Quelques jours plus tard, la police vient arrêter la jeune femme « avec six camions et vingt-cinq motos ». « Comme si j'étais une tueuse en série », se souvient-elle. Elle nous décrit son interrogatoire : « La première chose qu'ils m'ont demandée après mon interpellation, c'était si j'avais reçu de l'argent. Ils nous ont accusés d'avoir tout planifié et d'avoir été payés. Ce n'était ni planifié ni payé ! » Aujourd'hui, un agent de la Sécurité de l'État est toujours chargé de la surveiller. « J'ai besoin d'une autorisation pour sortir de La Havane, ou même pour inviter des amis chez moi. Je suis soumise à un couvre-feu quotidien jusqu'à la fin de ma liberté conditionnelle » – qui doit intervenir dans plusieurs années. Depuis son arrestation, Alina voit sa santé se dégrader. « Je ne dors plus. Je vais mourir contre-révolutionnaire. Ils m'ont convertie en ce que je n'étais pas ! », lâche-t-elle.

Promue et instrumentalisée par Washington, surveillée et harcelée par la Sécurité de l'État cubaine, l'opposition locale est faible, peu organisée et sans réel programme politique. De nombreux Cubains, las, ont fait le choix d'émigrer plutôt que de défier les autorités. Selon les statistiques officielles, plus de 10 % de la population a quitté le pays depuis la pandémie(4). Aux mouvements spontanés nés du ras-le-bol s'ajoute l'activité des réseaux liés à l'extrême droite cubano-américaine. Bien plus structurés, ils opèrent depuis Miami (Floride), en grande partie grâce à l'appui et aux financements des États-Unis, qui abreuvent une nébuleuse d'organisations militantes et souvent radicales(5).

Parmi les personnes emprisonnées – avant ou après le 11 juillet 2021 –, plusieurs sont accusées d'avoir commis ou prévu de commettre des actes de

sabotage, en lien avec Miami. Leurs visages défilent parfois dans les médias d'État. Lorsque nous arrivons chez Benito, dans le centre de la ville, le sol est entièrement inondé par l'eau de la machine à laver. Une pile de vêtements mouillés est posée sur le canapé. Le trentenaire fume un cigare, enfoncé dans son fauteuil. Il se redresse et nous tend les photos de son frère Alberto, emprisonné en 2020. Certaines, prises avant son incarcération, le laissent voir avec sa famille ou posant fièrement devant la bannière étoilée américaine le ventre découvert et tatoué de ces mots : « À bas les Castro et leurs sbires communistes qui sont toujours à Cuba. » Benito se remémore : « Après la mort de notre mère en 2013, Alberto a commencé à devenir plus dur, à se comporter en opposant. Il disait que les médecins l'avaient tué. Elle était malade. » Sur des clichés pris plus récemment en cellule, Alberto apparaît hagard, amaigri, le visage creux et les traits tirés. Il purge une condamnation de sept ans de réclusion pour atteinte à la sécurité de l'État. Nous laissons nos numéros à Benito, qui promet de les transmettre à son frère afin que celui-ci nous contacte.

Par tous les moyens, y compris l'action violente

Deux jours plus tard, depuis sa prison de « Kilo 5 y medio » située dans la ville de Pinar del Río, dans l'ouest du pays, le détenu nous joint – il a le droit de passer un appel par semaine à l'extérieur des murs – et raconte : « J'ai affiché une pancarte qui proclamait "Trump, feu contre Cuba". Et publié une vidéo dans laquelle je disais qu'il fallait couper la tête aux communistes. Après ça, la police est venue me chercher. » Il reconnaît avoir été en contact avec deux Cubains installés en Floride depuis plusieurs années : MM. Kiki Naranjo et Willy Gonzalez, tous deux membres d'un groupe appelé La nouvelle nation cubaine en armes (NNCA).

Établie en Floride, cette organisation a pour objectif le renversement de la révolution par tous les moyens, y compris l'action violente. Elle est considérée par La Havane comme un groupe terroriste. Alberto entre en contact avec ses membres en novembre 2020 par l'entremise d'une connaissance commune qui organise un appel vidéo. « On a parlé sabotage, entraînement. Ils m'ont dit de me préparer à m'armer en prévision du jour où ils s'introduiraient à Cuba. » Ses deux référents lui auraient appris « comment fabriquer des bombes artisanales ». Des années plus tard, les deux hommes se font toujours attendre. « J'ai de la rancœur envers Naranjo et les autres. Ils se jouent du désespoir. Ils avaient promis qu'ils entreraient à Cuba et ils n'ont rien fait », déplore, amer, Alberto.

M. Gonzalez, fondateur de la NNCA, a pignon sur rue. Nous le joignons via son compte Facebook. Rendez-vous téléphonique fixé, il nous confirme que des membres de l'organisation ont, ces dernières années, « incendié des champs de canne à sucre ou des plantations de tabac de l'État [cubain]. Cela fait partie de la lutte, affirme-t-il. La seule voie que nous laissent les communistes est le soulèvement, la confrontation. Tout acte que nous planifions est un appel à la rébellion. Grâce à la technologie numérique et aux réseaux sociaux, nous grandissons, touchons plus de monde et avançons ». En novembre 2023, les autorités de La Havane interpellèrent en pleine mer un certain Ardenys Garcia Alvarez. Pris en flagrant délit, le ressortissant cubain installé aux États-Unis tentait d'introduire, depuis la Floride et à bord d'un jet-ski, des pistolets et des munitions sur l'île. Il a été accusé de faire partie de la NNCA et d'avoir cherché à recruter des personnes sur le territoire national pour déclencher une insurrection armée.

M. Gonzalez, qui affirme défendre la liberté de Cuba, apparaît dans de nombreuses vidéos en tenue militaire, et ses publications sur les réseaux sociaux mettent en scène des hommes en gilet pare-balles aux couleurs du drapeau des États-Unis, tirant au fusil ou au revolver. De son côté, M. Naranjo, que nous avons tenté de joindre, semble insaisissable tant il possède de comptes Facebook. Selon leurs familles, les manifestants de 2021 recrutés par les organisations de Miami étaient avant tout des jeunes vulnérables et désespérés. La mère de David nous reçoit sur la petite terrasse de sa maison. La mine pâle, accoudée à la balustrade, Claudia nous rapporte qu'à l'époque M. Naranjo était entré en contact avec son fils via Facebook. D'après elle, il lui propose alors un marché : si David lance un cocktail Molotov sur une boutique, un bateau l'aidera à quitter l'île pour rejoindre la Floride. « Mon fils avait très envie de s'en aller. Et puis Kiki est d'ici. Ils étaient amis par le passé. » David s'exécute. En 2021, il jette des engins incendiaires sur un magasin appartenant à l'État et sur un téléphone public, sans causer de grands dégâts. Le jeune homme est arrêté une semaine plus tard.

« Ces gens essaient de manipuler des jeunes », soupire Ana. La petite femme, âgée mais énergique, nous ouvre la porte de son appartement situé au dernier étage d'une barre d'immeubles dans l'est de La Havane. Sur ses genoux, elle relit la décision de justice : un Cubain vivant aux États-Unis aurait proposé à son fils de mettre le feu à « un marché, de lancer une chaîne sur une ligne à haute tension dans le but de priver la localité d'électricité », d'identifier « un lieu où plusieurs bus publics stationnent pour mettre du sable à l'intérieur des moteurs et les noyer ». Enfin, cet homme lui aurait désigné un fonctionnaire du ministère de l'intérieur à agresser. Les documents que nous avons consultés indiquent que le commanditaire avait promis à Leandro « un bénéfice monétaire » et le règlement de la « recharge de son téléphone de manière systématique » pour chaque action exécutée. Sa mère confirme : « En échange, il devait effectuer des sabotages. » Mais Ana affirme que son fils n'a jamais eu l'intention de passer à l'acte. Si Leandro a effectivement été arrêté avant de com-

(1) Lire Théo Boulakia et Nicolas Mariot, « Le grand enfermement était-il nécessaire ? », *Le Monde diplomatique*, mars 2025.

(2) Les témoins désignés par leur seul prénom ont préféré rester anonymes.

(3) Lire « Bonjour, où puis-je trouver des perritos ? », *Le Monde diplomatique*, novembre 2023.

(4) Nora Gámez Torres, « Cuba admits to massive emigration wave : A million people left in two years amid crisis », *Miami Herald*, 24 juillet 2024.

(5) Lire Maurice Lemoine, « Miami se lasse de l'extrême droite cubaine », *Le Monde diplomatique*, avril 2008.

mettre des actes répréhensibles, il a néanmoins été condamné à dix ans de prison pour préparation d'« actes de terrorisme ».

L'appui des États-Unis à l'opposition cubaine ne se limite pas à soutenir les actions de groupes radicaux établis en Floride. Chaque année, Washington finance des programmes de « promotion de la démocratie » à Cuba. En 2024, le département d'État, l'Agence des États-Unis pour le développement international (Usaid) et la Fondation nationale pour la démocratie (NED) y ont consacré en tout 20 millions de dollars. Ces deux dernières organisations, la première en tant qu'« agence fédérale », la seconde en tant que « fondation [indépendante] à but non lucratif », créée par Ronald Reagan en 1983, poursuivent plusieurs objectifs sur place : promotion d'un « espace civique », renforcement des capacités et du pouvoir d'agir (empowerment) « des militants cubains prodémocratie », création de médias en ligne, protection des « victimes de la répression », etc. Selon le rapport annuel 2024 de la NED, Cuba représentait la cinquième destination de ses fonds, après la Russie, la Chine, l'Ukraine et la Birmanie.

Une poignée d'organisations canalisent les flux financiers de la NED. Par exemple, le National Democratic Institute (NDI), affilié au Parti démocrate, et l'International Republican Institute (IRI), lié au Parti républicain. Présentées comme des organisations non gouvernementales (ONG), ces entités sont en réalité dépendantes des fonds fédéraux et dirigées par d'anciens membres « pantoufleurs » de l'administration américaine. L'IRI, qui s'est vu attribuer 2,7 millions de dollars par la NED en quatre ans, est dirigé par M. Daniel Twining, un ancien fonctionnaire du département d'État. Et, jusqu'en 2024, son conseil d'administration comptait parmi ses membres un certain Marco Rubio, premier Cubano-Américain – féroce opposé au Parti communiste cubain – à occuper le poste de secrétaire d'État. Depuis les années 2000, l'organisation s'emploie à « sélectionner des leaders » et à susciter la création de « réseaux au sein de la société civile dans toute l'île ». Elle propose également des formations ciblées « pour les étoiles montantes (...) dans l'éventualité d'une transition ». L'« ONG » se donne pour mission de recruter du « sang neuf » au sein de groupes afro-cubains, féministes, LGBTQIA+, ou encore dans les communautés religieuses protestantes.

La suppression par M. Trump des financements de l'Usaid et de la NED dans le monde entier a épargné la quasi-totalité des programmes cubains. Le lobbying des parlementaires cubano-américains a opéré auprès du président républicain, et M. Rubio dirige ces projets.

D'autres organisations établies à Miami, bénéficiaires des fonds, sont dirigées par d'anciens militants anticastristes. M. Orlando Gutiérrez Boronat est le secrétaire général du Directorio democrático cubano. Cette organisation d'opposition a perçu des millions de dollars de la NED ces deux dernières décennies. Ancien membre de l'Organisation pour la libération de Cuba, un groupe armé qui entendait renverser le gouvernement dans les années 1970, M. Gutiérrez Boronat est actuellement accusé de détournement de fonds par un autre opposant historique, M. Armando Valladares. Dans une vidéo publiée en janvier 2025, le premier répond au second. À ses côtés, M^{me} Sylvia Iriondo prend sa défense. Elle fut membre de Hermanos al Rescate dans les années 1990. Officiellement, cette association portait secours aux *balseros*, des Cubains cherchant à rejoindre les côtes de la Floride à bord d'embarcations de fortune. Ses avions violaient régulièrement l'espace aérien cubain pour y provoquer les autorités (jet de fusées de détresse, de fumigènes, largage d'explosifs artisanaux). La militante est la fille de Cecil Goudie, dirigeant de l'un des groupes parrainés par la CIA impliqué dans la tentative d'invasion de la baie des Cochons en 1961. M. Ángel de Fana prend aussi la parole aux côtés de M. Gutiérrez Boro-



© NIKOS ECONOMOPOULOS / MAGNUM PHOTOS

NIKOS ECONOMOPOULOS. – La Havane, Cuba, 2016

nat. Lui était membre d'un mouvement contre-révolutionnaire spécialisé, dès 1960, dans la pose d'explosifs. Pour José Luis Méndez Méndez, chercheur au Centre d'investigation sur l'histoire de la Sécurité de l'État de La Havane, si la lutte armée a laissé place à une approche fondée sur la promotion des droits humains, les acteurs politiques et leurs objectifs finaux restent les mêmes. « Presque tous les actes de terrorisme que nous avons subis depuis 1959 ont été organisés depuis les États-Unis. Les requins ne se transforment pas en végétariens ! », s'amuse-t-il.

L'indépendance des « dissidents » cubains pose question. Plusieurs d'entre eux, parmi les plus médiatisés, ont reçu des fonds américains. M. José Daniel Ferrer, considéré aujourd'hui comme la principale figure de l'opposition intérieure, est lié aux organisations de Floride. Il a passé trois ans et demi en prison après avoir été lui aussi arrêté par la Sécurité de l'État, le 11 juillet 2021, à quelques mètres de chez lui, avant d'être libéré dans le cadre de l'accord de janvier 2025. En avril, il était de nouveau incarcéré pour violation de sa liberté conditionnelle. Dans un entretien accordé à la chaîne YouTube de l'influenceur cubano-américain Manuel Milanés Piznero (6) – « opposant à la dictature cubaine », président du Conseil pour la guerre anticommuniste (CPGA) s'affichant comme proche de M. Trump –, M. Ferrer révèle que le « financement le plus ancien et sûr » de l'Union patriotique de Cuba (Unpacu), l'organisation qu'il a fondée en 2011, provient de la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA). Cette dernière, établie à Miami, a reçu des fonds publics américains par le passé.

« L'État cubain a réussi à empêcher l'émergence d'une menace intérieure significative » contre son pouvoir, considère William Leo-Grande, professeur de science politique à l'Université américaine de Washington, DC. « Le problème pour les Cubains critiques envers le gouvernement, c'est qu'il est trop facile pour les dirigeants de les mettre dans le même sac que les "dissidents" soutenus par les États-Unis. C'est l'effet pervers de cette aide : elle n'ouvre pas l'espace politique, elle le ferme. »

Depuis des décennies, Washington mène également une guerre de l'information contre Cuba. En 1990, le dirigeable « Fat Albert » s'envole au large de la Floride. Il diffuse par les ondes les programmes anticastristes de Radio y Televisión Martí vers les côtes de l'île communiste. Mais La Havane brouille la réception des signaux. La chaîne devient inaccessible. La population la surnomme « la télé qu'on ne voit pas ». En 2009, autre tentative. Cette fois-ci, il s'agit de créer et d'implanter un réseau social, un « Twitter cubain ». ZunZunéo est géré par une unité spéciale de l'Usaid, le Bureau des initiatives de transition (7). L'opération est secrète. Elle est menée par l'intermédiaire de sociétés-écrans domiciliées aux îles Caïmans, afin qu'aucun lien ne puisse être établi par les utilisateurs avec le gouvernement des États-Unis. Les créateurs de ZunZunéo – qui a attiré, selon l'Usaid, 68 000 personnes jusqu'à son abandon en 2012 – disposaient alors d'une base de données qui incluait le sexe, l'âge et la tendance politique de chaque usager. Le but : favoriser la mobilisation en vue du déclenchement d'un « printemps cubain ». Nouvel échec. Jusqu'en 2018, l'accès à Internet reste extrêmement limité dans le pays, contrariant les ambitions initiales du projet.

Massification soudaine d'Internet dans le pays

C'est en réalité le Parti communiste lui-même qui a mis fin à son quasi-monopole de l'information. En autorisant l'ensemble de la population à accéder aux données mobiles en 2018, le gouvernement a engagé l'un des bouleversements sociétaux les plus profonds intervenus à Cuba depuis la fin de la guerre froide. Une myriade de médias sont apparus, pour la plupart critiques du pouvoir et soutenus par les États-Unis. Cubanet, un site d'opinion militant pour un changement de régime, fondé en 1994 en Floride, disposait jusqu'en 2018 d'une audience limitée. Mais la massification soudaine d'Internet couplée aux fonds américains injectés auprès des acteurs de la « société civile » ont ouvert de nouvelles perspectives d'action pour l'opposition et encouragé la diffusion d'un discours favorable à Washington. En 2024, Cubanet a reçu 500 000 dollars de l'Usaid, 2,5 millions depuis 2020. Un éditorial du média en ligne (4 juillet 2024), auquel contribuent des « journalistes indépendants » locaux, affirme que « l'unique révolution bienveillante qu'a connue le monde » est « celle des États-Unis ». Un autre considère la désignation de M. Rubio au poste de secrétaire d'État comme « une excellente nouvelle pour tous ceux qui luttent pour la démocratie ». Le jour de la victoire de M. Trump face à M^{me} Kamala Harris, la journaliste du site Camila Acosta publiait sur Facebook un post intitulé « Un réveil heureux. Trump président ! ».

Le 11 juillet 2021, Acosta couvrait les manifestations. Interpellée et placée en détention durant quatre jours, elle se souvient : « Ils ont menacé de m'accuser de délit contre la sécurité de l'État, ce qui aurait pu me valoir vingt à trente années de prison. » Sa libération, assortie de mesures conservatoires, prévoyait une assignation à résidence de dix mois dans l'attente de son procès. Elle écoperait finalement d'une simple condamnation à une amende

de 1 000 pesos cubains (environ 12 euros à l'époque). Aujourd'hui, l'opposant attend du président américain qu'« il renforce les sanctions, car c'est ce qui va nous aider », assure-t-elle. Acosta considère les mesures unilatérales américaines trop peu sévères : « Il y a du pétrole de Russie, du Mexique, du Venezuela, d'Iran... Où est l'embargo ? », poursuit-elle.

Au cours des cinq dernières années, la qualité des services de santé et d'éducation, « piliers » de la révolution, dont le niveau est longtemps resté supérieur à la moyenne régionale, s'est effondrée. L'insécurité alimentaire s'est aggravée. La production agricole a plongé, faute de semences, de carburant et d'investissements. Des montagnes de déchets s'amoncellent désormais aux coins des rues de la capitale. Colère et accablement assombrissent le quotidien cubain. Et le pays se vide. « L'émigration vers les États-Unis a fonctionné comme une soupape de sécurité, permettant de relâcher la pression sociale. En conséquence, aucune opposition structurée et dotée d'un large soutien populaire n'a pu voir le jour à l'intérieur de Cuba », analyse William I. Robinson, professeur de sociologie et d'études latino-américaines à l'université de Californie à Santa Barbara.

La population considère les autorités cubaines comme incapables de résoudre la crise économique et sociale qui ronge l'île. Dopées aux dollars, les idées conservatrices et proaméricaines gagnent désormais du terrain. Le gouvernement empêche dans ce contexte l'émergence d'une gauche critique organisée et interdit les voix progressistes qui auraient pu, un temps, le soutenir. « Il existe ici une contestation de gauche, mais nous sommes des ennemis pour le gouvernement », nous explique un journaliste et écrivain qui préfère garder l'anonymat. La gauche est réduite au silence à Cuba... Nous sommes très peu. Le sentiment de nation s'est perdu. C'est une tragédie après des siècles de lutte contre le colonialisme, l'impérialisme et l'autoritarisme. Tout le monde ne pense qu'à s'en aller », se désole-t-il.

Washington n'a pas réussi à créer une opposition locale viable et populaire, mais a épuisé Cuba. La plus longue guerre économique de l'histoire moderne a finalement réussi à « provoquer la faim [et] le désespoir » (8) dans le pays, comme le préconisait dès 1960 l'ancien secrétaire d'État adjoint aux affaires interaméricaines Lester Mallory. Mais l'objectif – le « renversement du gouvernement » – reste, pour l'instant, hors de portée. Le peuple cubain est pris en étau entre, d'une part, l'autoritarisme et l'inefficacité économique de son propre gouvernement et, d'autre part, les sanctions et l'ingérence américaines dans un conflit vieux de soixante-six ans.

MAÏLYS KHIDER ET JÉSUS LOPES.



© NIKOS ECONOMOPOULOS / MAGNUM PHOTOS

NIKOS ECONOMOPOULOS. – Trinidad, Cuba, 2016

(6) « Debate democrático de la derecha. Junto a José Daniel Ferrer y Manuel Milanés », entretien avec Manuel Milanés, 19 août 2020, www.youtube.com

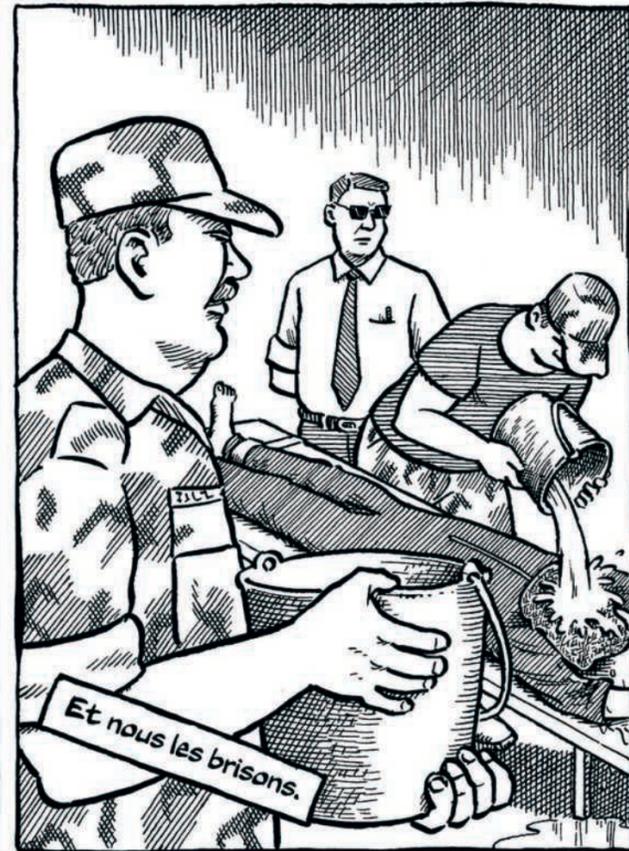
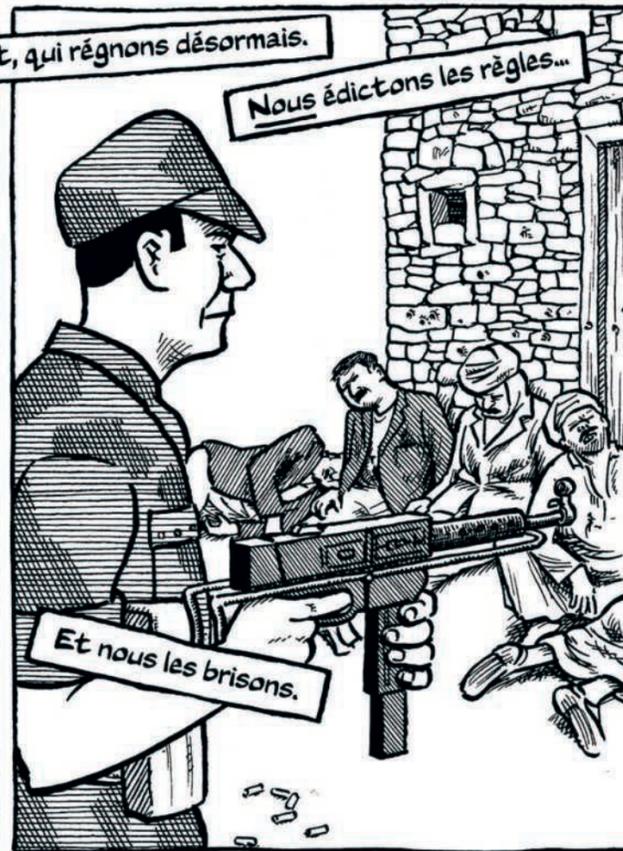
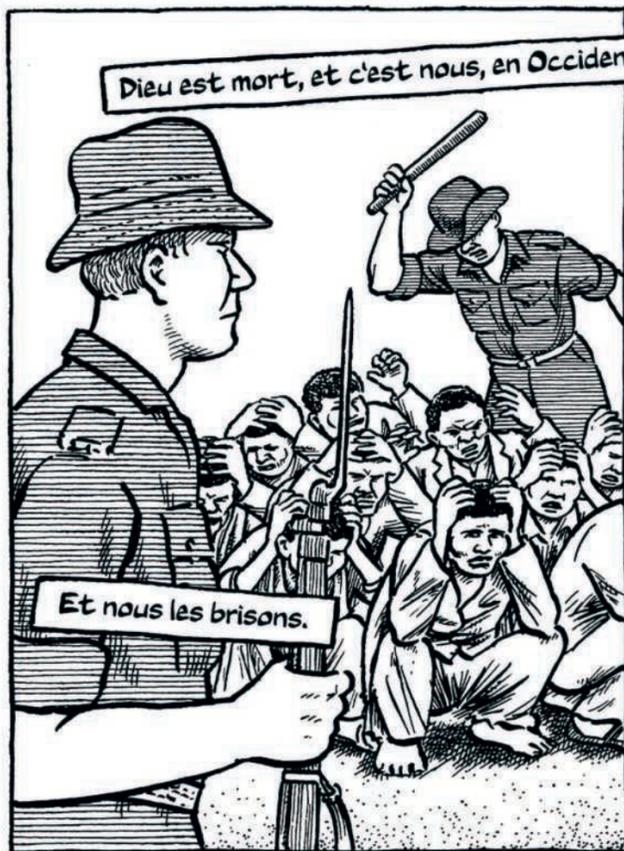
(7) Desmond Butler, Jack Gillum et Alberto Arce, « US secretly built "Cuban Twitter" to stir unrest », Associated Press News, 3 avril 2014.

(8) « Memorandum from the deputy assistant secretary of state for Inter-American affairs (Mallory) to the assistant secretary of state for Inter-American affairs (Rubottom) », 6 avril 1960, <https://history.state.gov>

Le rire de l'Ange

Par Joe Sacco ©2025





Le lobby pro-

(Suite de la première page.)

Au vu et au su de tous au demeurant, puisque, comme le rappelait au nom de l'Afrique du Sud le 11 janvier 2024 l'avocate Blinne Ni Ghrálaigh devant la Cour internationale de justice (CIJ) à propos de Gaza, « il s'agit du premier génocide de l'histoire dans lequel les victimes diffusent en direct leur propre destruction, dans l'attente, désespérée, et, jusqu'ici, vaine, que le monde fasse quelque chose (2) ».

À n'en pas douter, une telle indulgence des cercles dirigeants occidentaux, présumés démocrates, envers un gouvernement à ce point opposé à leurs valeurs proclamées eût été jugée suspecte – ou abjecte. On aurait soupçonné une sombre raison d'État, des intérêts pétroliers (avancés pour expliquer la mansuétude vis-à-vis de l'Arabie saoudite), le besoin d'actionnaires aux ressources illimitées pour racheter un club de football en faillite (comme dans le cas du Qatar), des ventes d'armes dont les destinataires prioritaires sont rarement des démocraties irrécupérables. Sans oublier la corruption. Or le soutien contre-nature à Israël s'explique autrement. Et a ceci de remarquable qu'il n'est pas remarquable.

Ainsi l'hebdomadaire *Le Point* expose presque chaque semaine en couverture un nouveau complot islamogauchiste, des nids d'espions russes, d'influenceurs algériens, chinois ou qataris. Gageons qu'il s'intéressera au lobby népalais, péruvien ou monégasque avant d'enquêter sur celui d'Israël. Le 26 juin dernier, le magazine dénonçait à la « une » « Les réseaux des mollahs en France : comment ils manipulent journalistes, chercheurs et politiques ». « *La République islamique d'Iran*, avertissait-il, a infiltré presque toutes les strates du monde médiatique, politique et universitaire français. » L'Iran, vraiment ? Pourtant, quelques jours avant ces fulgurantes révélations du *Point*, ni l'Élysée ni le Quai d'Orsay n'avaient condamné les raids aériens d'Israël puis des États-Unis contre cet État, bien qu'il se soit agi d'une violation caractérisée du droit international.

Au demeurant, qui pourrait citer dix noms – ou cinq, ou même trois – de journalistes ou chercheurs de premier plan opérant comme des avocats systématiques de l'Iran en France ? Concernant Israël en revanche, ces trois inconditionnels – et même davantage – se débusquent sans chercher très loin. Les pages du *Point* suffisent : l'éditorialiste Franz-Olivier Giesbert, le directeur Étienne Gernelle, le spécialiste diplomatique Luc de Barochez. Et n'oublions surtout pas l'influenceur en chef, chroniqueur de l'hebdomadaire, mais aussi éditeur chez Grasset (groupe Bolloré), président du conseil de surveillance d'Arte et confident d'insomnies du président de la République : Bernard-Henri Lévy.

Alors, pourquoi ? Pourquoi une puissance nucléaire comme la France, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, s'est-elle si longtemps comportée comme le complice silencieux ou la voiture-balai d'un « État voyou » ? Avançons trois explications. D'abord, l'alignement progressif de Paris sur la « diplomatie des valeurs » qui postule la supériorité civilisationnelle et morale d'un Occident dont Israël serait le soldat au Levant. Ensuite, la recomposition politique française qui acclime ce discours de la guerre des civilisations dans l'Hexagone en vue d'unir droite, extrême droite et macronistes dans le combat contre une gauche associée à l'insécurité, à l'islamisme et à l'antisémitisme. Enfin, l'efficacité propre du lobby pro-Israël en France.

Contrairement au vocable de « lobby juif » (3) souvent mobilisé à l'appui de thèses complotistes, le lobby pro-Israélien désigne ici les forces, pas nécessairement juives, qui soutiennent à chaque moment crucial la politique de cet État. Aux États-Unis, il rassemble des acteurs aussi dissemblables que les groupes

d'intérêts officiels (American Israel Public Affairs Committee, Aipac) et les Églises évangéliques, persuadées que la colonisation de la totalité de la Palestine par les Juifs précéderait le retour de Jésus et le triomphe de Dieu. Le lobby pro-Israël en France forme une galaxie tout aussi disparate : des organisations établies comme le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), aligné sur le Likoud ; des groupes parlementaires d'amitié, l'as-

sociation France-Israël ; des médias communautaires (Radio J) ; des personnalités sincèrement engagées dans la défense, quel qu'en soit le prix, d'un État qu'elles perçoivent comme un refuge pour les Juifs ; enfin, un échec plus informel de médias et de notables en lutte contre l'islam et qui voient en Israël l'éclaircisseur de leur combat. En période de crise, l'ensemble de cette nébuleuse diffuse les éléments de langage distillés par Tel-Aviv.

« Le destin de l'Occident en dépend »

CES trois facteurs diplomatique, politique et d'influence s'imbriquent et se renforcent. On les observe dans la presse française conservatrice avec une netteté particulière. Lorsqu'il s'agit de rechercher des lobbys au service d'une puissance étrangère, la cécité (volontaire) du *Point* se retrouve en effet ailleurs. *Le Figaro Magazine* a récemment dénoncé deux parlementaires, l'un agent présumé de l'Algérie, l'autre du Hamas (11 juillet 2025). Insoumis tous les deux, bien entendu. *Marianne* s'inquiète également d'« Une France sous influence » (12 juin 2025). Qu'on se rassure là aussi : il ne s'agit toujours pas d'Israël, mais du Qatar.

nistes allemands, il ne reste qu'une poignée ; les électeurs français d'Éric Zemmour en Israël les ont remplacés, offrant 53,59 % des suffrages à l'ex-chroniqueur d'extrême droite du *Figaro* et de *CNews* au premier tour de l'élection présidentielle (soit huit fois son score national). Et on sursauterait aujourd'hui en entendant un général israélien répéter, comme l'un d'eux dans le film suivant de Lanzmann, *Tsahal* (1994) : « *Notre armée est pure (...), elle ne tue pas d'enfants. Nous avons une conscience et des valeurs et, à cause de notre morale, il y a peu de victimes.* » Trente ans plus tard, les militaires

Il a également contribué à la réorientation de la diplomatie française intervenue ces vingt dernières années. Jadis, on parlait d'une « politique arabe de la France ». Et on rappelait des images qui ont marqué les mémoires : la conférence de presse du général de Gaulle du 27 novembre 1967 dans laquelle il observe qu'Israël « organise sur les territoires qu'il a pris l'occupation qui ne peut aller sans oppositions, répressions, expulsions. Et il s'y manifeste contre lui une résistance qu'à son tour il qualifie de terrorisme » ; le voyage houleux de son successeur Georges Pompidou aux États-Unis, lorsque le 1^{er} mars 1970 des manifestants que révoque un embargo sur les livraisons d'armes françaises à Israël malmènent le président et son épouse ; la question faussement candidate du ministre des affaires étrangères français Michel Jobert lorsqu'on l'interroge en octobre 1973 sur l'offensive que l'Égypte et la Syrie viennent de lancer contre Israël : « *Est-ce que tenter de remettre les pieds chez soi constitue forcément une agression imprévue ?* » ; la colère du président Jacques Chirac devant les provocations d'une police israélienne qui l'empêche, le 22 octobre 1996 lors de sa visite à Jérusalem, de saluer des habitants du quartier musulman de la ville. Enfin,

Israël autant que nous le pouvons. La référence, c'est que sur la Russie les choses sont assez binaires et que tous les États membres partagent la même position, alors que sur Israël il y a des points de vue très différents » (*La Tribune Dimanche*, 13 juillet 2025). Autant dire que le premier « train de sanctions » contre une armée suréquipée qui massacre des civils désarmés en s'en amusant sur Instagram n'est pas sur le point de quitter la gare de Bruxelles. La politique étrangère de l'Union européenne constitue ainsi le principal levier israélien sur la diplomatie française.

Les effets de cette délocalisation consonnent avec l'évolution de la position des grands partis français sur le Proche-Orient. La droite gaulliste entretenait de bonnes relations avec les capitales arabes sensibles au sort des Palestiniens – Alger, Tunis, Beyrouth – et elle protégea Yasser Arafat jusqu'à sa mort à l'hôpital militaire de Clamart. Les partis qui se réclament du général de Gaulle et de Chirac, comme Les Républicains (LR), rivalisent en revanche de proclamations pro-israéliennes, gage selon eux de leur détermination anti-islamiste. Le 26 septembre 2024, le fils de M. Sarkozy, Louis, chouchou de la chaîne LCI et de son présentateur-vedette Darius Rochebin, commentait en ces termes la liquidation par Tel-Aviv de l'état-major du Hezbollah libanais : « *Je pense que je parle pour beaucoup de Français quand je dis : Qu'ils crèvent ! Israël fait le travail de l'humanité ici. Absolument aucun remords à ce niveau-là. Qu'ils crèvent tous !* » Depuis ce coup d'éclat, sa cote explose chez LR et Louis Sarkozy a hérité d'une tribune supplémentaire dans les médias : après *Valeurs actuelles* et LCI, ce sera RMC dès cette rentrée.

Rien d'étonnant à ce que le Rassemblement national et ses médias d'ambiance plébiscitent aussi l'action du gouvernement israélien depuis les massacres commis par le Hamas le 7 octobre 2023. Son cousinage politique avec M. Netanyahu lui offre l'occasion inespérée de se défaire de ses antécédents antisémites et d'applaudir sans qu'on le lui reproche une entreprise de purification ethnique à grande échelle et d'expulsion massive des « Arabes ». Puisqu'il serait désormais acquis un peu partout qu'« Israël a le droit de se défendre » en ayant la main très lourde, comment continuer à en vouloir aux personnalités les plus en pointe en matière de lutte contre l'immigration pour leurs excès de langage et la férocité de leurs exigences ? Rien de ce qu'elles disent ou réclament n'égale ce qu'Israël inflige à la Palestine.

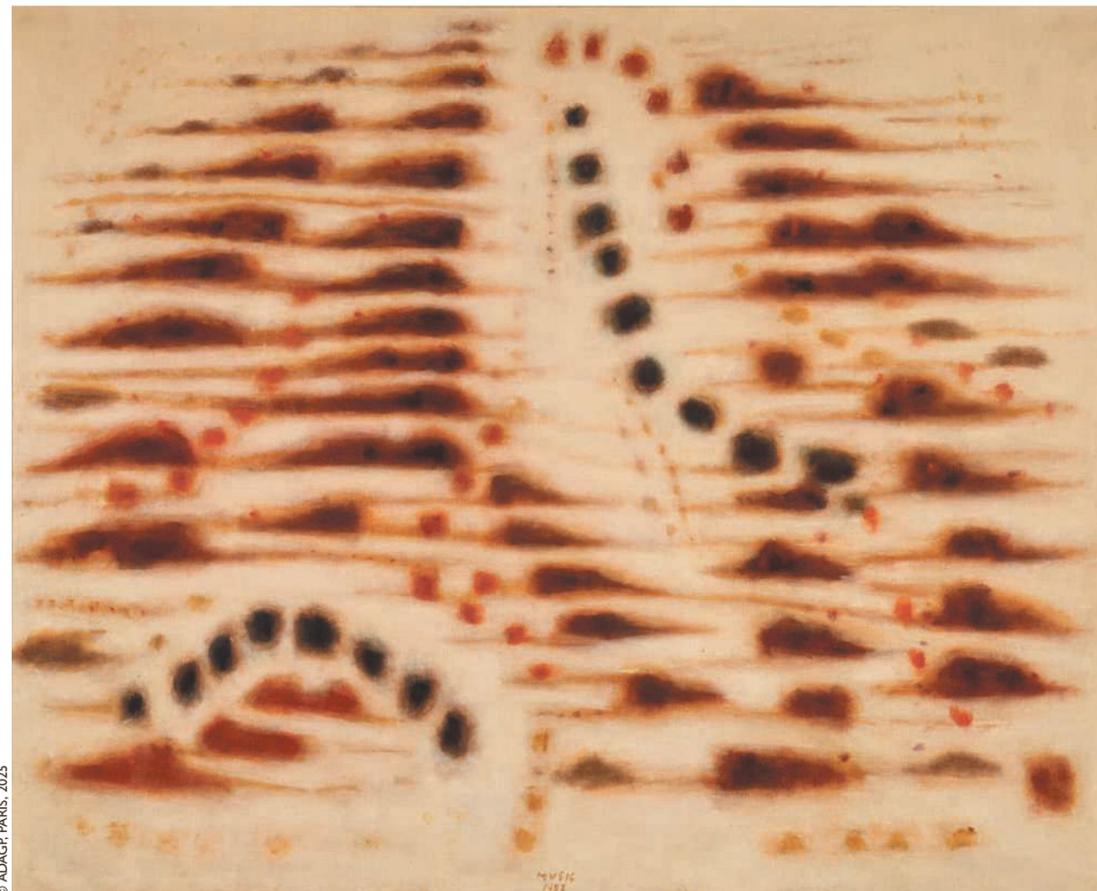
La complaisance des formations libérales s'explique plus difficilement. Entre octobre 2023 et le printemps 2025 leurs dirigeants ont affiché leur soutien, parfois « inconditionnel », à la politique de l'extrême droite israélienne à Gaza, comme la présidente de l'Assemblée nationale en France Yaël Braun-Pivet, le ministre Benjamin Haddad et sa collègue Aurorre Bergé, tous macronistes. « *Israël est notre première ligne de front contre le terrorisme* », avait tweeté cette dernière dès le 13 novembre 2019. À Paris, comme à Berlin et à Londres, les gouvernants, pourtant soucieux d'opposer leur libéralisme à la pratique des régimes autoritaires, ont également réprimé, voire criminalisé des manifestations politiques ou artistiques de solidarité avec les Palestiniens, tantôt requadrées en apologie du terrorisme, tantôt affublées du qualificatif d'antisémitisme.

« Gaza : tragique, assurément, mais le 7 octobre... ». Ce refrain a tourné presque sans accroc pendant plus d'un an. Début mars 2025, le gouvernement dirigé par M. Netanyahu rompt néanmoins les accords de cessez-le-feu conclus le 15 janvier précédent avec la Hamas sous

(2) Citée par Meriem Laribi, *Ci-gît l'humanité. Gaza, le génocide et les médias*, Éditions Critiques, Paris, 2025.

(3) En novembre 1978, Nahum Goldmann, président du Congrès juif mondial, avait toutefois parlé d'un « lobby juif », « force de destruction » et « obstacle à la paix au Proche-Orient ». Cité par Edward Tivnan dans *The Lobby*, Simon and Schuster, New York, 1987. Lire aussi la série d'enquêtes « Lobby or not lobby » réalisées par Jean Stern pour le site *OrientXXI.info*

(4) Lire Alain Gresh, « Enquête sur le virage de la diplomatie française », *Le Monde diplomatique*, juillet 2008.



ZORAN MUŠIĆ. – « Rien que la pierre », 1957

Comment justifier cette myopie avantagieuse pour Tel-Aviv ? Interrogé le 24 juin dernier sur *CNews* par la journaliste Sonia Mabrouk, Bernard-Henri Lévy (« BHL ») fournit une explication éclairante : « *Claude Lanzmann a fait un film qui s'appelait Pourquoi Israël. Et la réponse de Claude Lanzmann, c'était : parce que le destin de l'Occident en dépend. (...) Si Israël n'était pas né ou venait à disparaître, ce serait un effondrement symbolique et moral tel pour l'Occident qu'il ne s'en remettrait pas.* »

La nature morale et démocratique d'Israël, encerclé par des régimes qui ne seraient ni l'un ni l'autre, relève en effet de l'arsenal idéologique des propagandistes de Tel-Aviv depuis la naissance de cet État. Israël aurait d'autant plus le « droit de se défendre » qu'il défendrait aussi notre démocratie. Réalisé par Lanzmann en 1972-1973, *Pourquoi Israël* s'employait déjà à récuser la thèse du fait colonial. Il s'ouvre sur les images de Gert Granach, un ancien membre du Parti communiste allemand qui fredonne avec son accordéon un chant antihitlérien des spartakistes berlinois. Dans le film, se côtoient une poétesse, des militants de gauche rescapés du génocide, une jeune pacifiste, un secrétaire de kibboutz. En somme, un Israël qui n'est plus : des anciens commu-

israéliens ont fait de Gaza un abattoir, ils ciblent et tuent délibérément les journalistes et les secouristes. Peu importe puisque « BHL » répète, imperturbable : « *Je n'ai jamais vu une armée – ça ne va peut-être pas vous plaire, mais c'est comme ça – qui prenne autant de précautions que l'armée israélienne pour que les victimes civiles, il y en ait [il articule en détachant chaque syllabe] le moins possible* » (LCI, 6 octobre 2024).

La droite et l'extrême droite occidentale apportent à la question de Lanzmann une réponse plus conforme à la réalité. Pourquoi Israël ? Parce qu'il offre aux plus radicaux d'entre eux une utopie ethnonationaliste et sécuritaire : une société virile, dure, militarisée, en guerre contre les musulmans. Et bien résolue à faire d'eux, au mieux des citoyens de seconde classe, au pire des suspects de terrorisme que les techniques d'intelligence artificielle et de vidéosurveillance les plus avancées soumettront à d'incessants contrôles. Au point que « *Demain à Jérusalem !* » pourrait un jour devenir le cri de ralliement des suprémacistes rêvant de soumettre « leurs » Arabes au sort qu'Israël réserve aux Palestiniens ? En tout cas, on comprend que le lobby pro-Israël ait décuplé sa puissance à droite de l'échiquier politique européen.

bien entendu, le discours de Dominique de Villepin s'opposant le 14 février 2003 à la guerre d'Irak contrairement à plusieurs États européens qui allaient se fourvoyer dans cette aventure. Mais pour Paris, la gloire s'arrête ici ; ce fut un peu le chant du cygne de la « voix de la France » (4).

Puis la dégringolade : la réintégration complète de la France dans l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), annoncée par le président Nicolas Sarkozy à Washington, en novembre 2007. L'effacement de la particularité française au sein du bloc occidental s'accuse alors. En privilégiant les prises de position européennes plutôt que nationales, M. Macron banalise un usage qui va conduire au remplacement d'une politique proche-orientale originale et respectée par un verbalisme sans portée, conciliable avec les préférences de l'Autriche, de l'Italie, des Pays-Bas et des anciens membres du pacte de Varsovie.

Sitôt qu'une décision diplomatique revient à l'Union européenne – accord d'association, sanctions –, le résultat est joué d'avance. Interrogée sur le fait que l'Europe sanctionne sans relâche la Russie tout en épargnant Israël, M^{me} Kaja Kallas, responsable de la politique étrangère de l'Union, a eu cette réponse éclairante : « *Nous mettons la pression sur*

MÉNAGÉ TEL-AVIV

Israël en France

l'égide des États-Unis, et ordonne d'affaiblir une population exsangue, de mitrailler des foules essayant d'obtenir de l'eau et de la nourriture. Alors, l'explication par le «7 octobre» ne suffit plus. En France, la classe dirigeante s'avise qu'une association trop étroite avec les crimes commis à Gaza pourrait lui être un jour reprochée. M. Macron en vient à juger «inacceptable» l'attitude de celui qu'en 2017 il appelait son «cher Bibi». Début juin, *Le Nouvel Obs* publie la lettre ouverte de 153 «amis d'Israël» – journalistes, intellectuels, patrons, diplomates – affolés par l'acharnement meurtrier de Tel-Aviv. Même cette indocilité sera de courte durée, comme en attestent les réactions occidentales aux bombardements israéliens en Iran du 13 juin dernier. Car neuf jours plus tard, les dirigeants français, allemand et britannique mettent en demeure... le pays agressé : «Nous demandons instamment à l'Iran de ne pas entreprendre d'autres actions susceptibles de déstabiliser la région.» Qu'on imagine un instant qu'ils se soient adressés ainsi à l'Ukraine plutôt qu'à la Russie...

Or la concomitance des conflits rend cette comparaison aveuglante. D'un côté, l'Union européenne a mis sur les rails dix-huit trains de sanctions contre Moscou, gelé ses comptes, interdit à ses athlètes de participer aux compétitions sportives, censuré les médias qui relaient ses thèses, livré des armes au pays envahi. De l'autre : rien, si ce n'est la poursuite, un peu honteuse tout de même, des accords de coopération avec l'agresseur, des ventes de composants militaires à son armée, accompagnées de remontrances quand elle tue trop de civils à la fois. Et là, ce ne sont que des mots. Comme le résume la journaliste Nesrine Malik, «ils ne font que rebondir sur le dôme d'impunité d'Israël» (*The Guardian*, 26 mai 2025).

Ceux qui critiquent le soutien à Tel-Aviv se heurtent à une série d'arguties souvent identiques. Dans l'exercice de son «droit à se défendre», Israël tue des civils palestiniens et c'est bien triste. Mais, d'une part, la responsabilité incomberait au Hamas qui les utilise comme boucliers humains et, d'autre part, les démocraties doivent parfois se résoudre à employer les grands moyens, comme les États-Unis à Hiroshima – la comparaison marotte de Rochebin sur LCI. Au demeurant, pourquoi (sinon par antisémitisme) s'en prendre à Israël plutôt qu'à cet argumentaire correspond un vocabulaire cherchant à établir dans l'esprit des auditeurs une correspondance entre les attentats du 7 octobre et ceux du Bataclan ou de *Charlie Hebdo* sept ou huit ans plus tôt. Si «Hamas = Daech», Français et Israéliens affrontent le même ennemi. Et qui ne qualifie pas les islamistes du Hamas de «terroristes» se rend à la fois coupable d'antisémitisme et de complicité avec les frères Kouachi.

Spécialistes ou propagandistes?

LE lobby pro-Israël ne se cantonne ni aux médias d'extrême droite ni aux manches à air gonflées aux vents de Tel-Aviv ou de Kiev. Son crédit tient à ce qu'il intègre une partie du centre et de la gauche qui adhère au thème de la «guerre en commun» et défend Israël non comme un modèle, mais comme un allié : une forteresse des Lumières menacée par l'obscurantisme islamiste. Sitôt que la tension monte au Proche-Orient, un réseau informel de personnalités s'en prend donc aux sympathisants de la cause palestinienne – assimilés au Hamas – et en particulier à La France insoumise : Sophia Aram, humoriste officielle de France Inter et lauréate du prix du CRIF 2025, Philippe Val, ancien directeur de *Charlie Hebdo* et de France Inter, Frédéric Haziza, journaliste vedette à Radio J et pigiste de luxe au *Canard enchaîné*, qu'il alimente en ragots politiques, l'essayiste Raphaël Enthoven, cofondateur avec Caroline Fourest du journal *Franco-Tireur*, l'imam de Drancy Hassen Chalgoumi, Élisabeth Lévy, fondatrice de *Causeur*, Amine El Khatmi, ex-membre du Parti socialiste et cofondateur du Printemps républicain, un mouvement fondamentaliste de défense de la laïcité. Ancienne directrice de *Marianne*, Natacha Polony a

Forgés par les autorités israéliennes, ces thèmes (5) passent sans encombre dans la chambre d'écho de la presse de droite et des chaînes d'information en continu où le lobby pro-Israël a installé ses quartiers (CNews, BFM TV, LCI). Le 23 octobre 2024, M. Netanyahu reçoit la journaliste Laurence Ferrari à Jérusalem pour dérouler son argumentaire : «Nous combattons pour vous aussi. C'est une guerre de civilisation contre la barbarie. Nous avons une guerre en commun. Notre bataille, c'est votre bataille.» Son credo réitéré, le premier ministre félicite la vedette de CNews : «J'apprécie que votre chaîne combatte pour la liberté, puisque vous combattez pour la civilisation judéo-chrétienne, qui a donné tellement au monde et qui est attaquée par le fondamentalisme islamique.» Le président du Rassemblement national Jordan Bardella lui fait écho moins d'un mois plus tard sur la même antenne : «Ce qui s'est passé en Israël, c'est à la fois le Bataclan et le 11-Septembre. Nous avons un ennemi commun, le fondamentalisme islamiste» (12 novembre 2024). Invitée le 27 mai dernier à un gala de soutien à l'armée israélienne parrainé par son porte-parole Olivier Rafowicz, Ferrari recevra, ainsi que Franz-Olivier Giesbert, le prix des Justes pour «leur fervent soutien à Israël et à la diaspora» (6). Le colonel Rafowicz décernera également une médaille à Benjamin Duhamel, présentateur impeccablement discipliné de BFM TV que France Inter vient de recruter pour coanimer sa matinale à la place de Léa Salamé : «Je dis que votre chaîne fait du travail excellent par rapport à la présentation du conflit», l'a-t-il complimenté, le 7 octobre 2024.

L'alignement de certains intellectuels sur les priorités du gouvernement de Tel-Aviv ne prend pas forcément des formes plus subtiles. Le 24 juin dernier, alors que M. Trump vient d'annoncer un cessez-le-feu entre Israël et l'Iran, Sonia Mabrouk reçoit «BHL». L'influenceur fulmine contre le président américain : «De quoi je me mêle? Franchement! Qui est-il pour ordonner à Israël... et à l'Iran, mais enfin à Israël, un cessez-le-feu?» À la septième minute de l'entretien, Mabrouk s'interrompt soudain : «À l'instant, le gouvernement israélien affirme que tous ses objectifs ont été atteints sur le sol iranien.» Incarnation d'une indépendance d'esprit que le monde entier nous envie, «BHL» exécute en direct un spectaculaire salto arrière vrillé : «Bon, d'accord. Si Israël – moi, je ne veux pas être plus royaliste que le roi et plus israélien que les Israéliens, je suis français –, donc si les Israéliens pensent ça, très bien.» Il ne reste plus à Mabrouk qu'à consoler son hôte en diffusant un clip promotionnel de son dernier long-métrage sur l'Ukraine, *Notre guerre*, diffusé une fois de plus par la télévision publique.

relevé la dérive de cette nébuleuse dont elle fut proche : «Le courant affilié au *Printemps républicain* (créé en mars 2016, dans la foulée des attentats) a viré à la défense, non seulement d'Israël, mais de la politique de M. Benjamin Netanyahu», notait-elle dans *Marianne* le 2 janvier 2025. L'hebdomadaire a suivi la même trajectoire, l'actionnaire ayant évincé Polony au profit d'une journaliste qui n'aurait déparé ni dans *L'Express* ni dans *Le Point*.

La pédagogie du discours pro-Israël infuse également grâce aux «décryptages» confiés à des spécialistes en phase avec Tel-Aviv. Quand il s'exprime sur le Proche-Orient dans *Le Figaro Magazine*, l'essayiste Frédéric Encel – interrogé à six mois d'intervalle par Alexandre Devecchio, proche de l'extrême droite – signale avec modestie que «contrairement à trop de militants bavards et/ou dogmatiques», il a «accompli nombre de travaux universitaires sur la question». Son sens de l'équilibre force le respect. Car dans un cas il salue le «franc succès du sionisme puis d'Israël, qui ont réussi la réappropriation de l'usage de la force». Mais, dans l'autre, une telle «réappropriation» lui paraîtrait sans doute de moins bon aloi : «L'instrumentalisation de la cause palesti-

nienne par une partie des forces politiques en Occident me gêne, en l'occurrence l'extrême gauche hélas liée aux fanatiques, Frères musulmans et leurs idiots utiles» (7). La liste de ses erreurs de pronostic aurait plutôt dû inciter le spécialiste à davantage d'humilité. Le site Blast signale qu'elle a plutôt contribué à la fréquence de ses apparitions médiatiques quel que soit le sujet abordé : France Info, France Inter, France Culture, Europe 1, RMC, BFM TV, RTL, Arte, la RTS, mais aussi *Libération*, *Marianne*, *Le Figaro*, *Sud-Ouest* et *La Voix du Nord*. «Liste non exhaustive», est-il précisé (8). De fait, TF1, LCI et *L'Express* figurent aussi dans le tableau de chasse d'Encel. Dès 2013, il s'avouait comblé : «Dans l'ensemble, la situation est – j'allais dire "sous contrôle" – mais plutôt favorable. On trouve vraiment des médias favorables à Israël, équilibrés, honnêtes, partout (9).»

Dominique Reynié n'est pas un spécialiste du Proche-Orient, mais cela n'empêche pas le directeur de la Fondation pour l'innovation politique d'en parler, lui aussi sur France Inter, où il tient chronique. Le 16 juin 2025, il livrait son analyse sur la solution à deux États, refusée selon lui par les Palestiniens. Les trois petites minutes dont Reynié disposait ne lui ont pas interdit de revenir sur les déclarations antisémites du mufti de Jérusalem en 1922. En revanche, il n'a pas eu le temps de rappeler que, soixante-trois ans plus tard, un extrémiste juif hostile à l'État palestinien prévu par les accords d'Oslo (1993) avait tué de trois balles dans le dos le premier ministre israélien Yitzhak Rabin, signataire de ces accords avec Arafat. Reynié, qui doit être très distrait, n'avait pas non plus remarqué que, le 18 juillet 2024, le Parlement israélien votait à une écrasante majorité (68 voix contre 8) une résolution qui «s'oppose fermement à la création d'un État palestinien à l'ouest de la Jordanie».

Les mensonges par omission de notre professeur de science politique coïncident avec les plaidoyers pro-israéliens développés par un autre spécialiste, l'historien Georges Bensoussan. *Le Figaro Magazine*, CNews et *Le Point* se le disputent tant il relaye sans aucune réserve les thèses de M. Netanyahu : les soldats israéliens

«ont quand même réussi un ratio de pertes civiles très bas», ils «ont apporté la vie et la survie» à Gaza, y ont organisé par exemple «une campagne de vaccination contre la poliomyélite». Et l'incrimination de génocide serait «en soi grotesque» vu que la population gazaouie est passée de 400 000 habitants en 1967 à 2 300 000 en 2023. Les Palestiniens ne mesurent pas leur chance d'être mitraillés par une armée aussi attentionnée.

Expert lui aussi, surtout pas militant lui non plus, Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique et chercheur associé à l'Institut Montaigne, estime que «quoi qu'on pense de la stratégie militaire d'Israël, il n'y a pas de bombardements délibérés de civils». Il regrette que

les Palestiniens bénéficient d'«une attention disproportionnée au regard des tragédies algérienne ou syrienne». Il lui est par conséquent «difficile de penser que la nature juive de l'État soit étrangère à ce "deux poids, deux mesures"» (*Le Figaro*, 13 février 2025). France Inter, qui apprécie Tertrais, lui préfère toutefois Pierre Servent, Encel, Reynié ou les journalistes néoconservatrices du *Figaro* Laure Mandeville et Isabelle Lasserre, tous invités récurrents de la station. Lasserre a un jour jugé avec délicatesse que «la rue arabe s'est toujours lavée les mains en fabriquant la question palestinienne». Des experts moins prévenants qu'elle pour Israël, Pascal Boniface ou Alain Gresh par exemple, auraient pu lui répondre. Mais pas à France Inter, ni à BFM, ni à CNews, puisqu'ils y sont interdits d'antenne.

Machine à fabriquer de l'antisémitisme

ON ne les lit pas davantage dans *Le Figaro*, qui, le 17 décembre dernier, a consacré une enquête très âpre au «malaise grandissant», à la «peur» et à l'«omerta» que susciterait au Monde le (prétendu) biais pro-palestinien d'une partie de la rédaction. La journaliste Eugénie Bastié impute carrément à ce quotidien concurrent du sien une «indulgence envers le Hamas» et une «haine affichée de l'État hébreu». De telles conclusions, aussitôt amplifiées par les médias d'extrême droite, ont d'ailleurs été corroborées par un expert dont la scrupuleuse honnêteté intellectuelle ne peut pas être contestée : Dominique Reynié. *Tribune juive* a complété : «Le traitement d'Israël par Le Monde est ignoble» (18 décembre 2024). Car ce n'est pas assez pour le lobby favorable à Tel-Aviv d'infléchir la politique étrangère de la France, de contrôler idéologiquement la plupart des médias ; il lui faut aussi diffamer les témoins, journalistes ou non, qui rapporteraient simplement ce qu'ils voient à Gaza.

En plus de l'idéal d'égalité et de la rectitude morale, Lanzmann fournissait une troisième réponse à la question «Pourquoi Israël?» – la plus évidente dans les décennies d'après-guerre : parce qu'il fallait selon lui un pays où les Juifs du monde entier puissent vivre en sécurité, à l'abri des persécutions.

SERGE HALIMI ET
PIERRE RIMBERT.

(5) Voir comment l'éditorialiste du *New York Times* Bret Stephens, ancien rédacteur en chef de *Jerusalem Post*, les enfle à la queue leu leu lors de son dialogue avec son collègue Ross Douthat, «Israel's moral balance beam», 10 juillet 2025, www.nytimes.com

(6) Latifa Madani, «À Paris, le gala qui s'amuse des morts palestiniens», *L'Humanité*, Saint-Denis, 2 juin 2025.

(7) *Le Figaro Magazine*, Paris, 28 avril et 17 novembre 2023.

(8) Jules Blaster, «Cher Frédéric Encel - Boxing Day #39», 28 juin 2025, www.blast-info.fr

(9) Jean Stern, «Match truqué sur le ring médiatique», 18 mai 2021, www.orientxxi.info

Un hors-série
Le Monde des Livres

100 romans qui nous ont le plus enthousiasmés

100 romans sélectionnés par la rédaction du Monde des Livres. Découvrez les 100 romans qui ont enthousiasmé les journalistes du Monde depuis la création du quotidien en 1944.

Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique - 7,50 €

UN REFUGE POUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION... DE SOI

Le stand-up français sur la sellette

Oubliez les comédies à sketches et faites place à l'auto-dérision et à l'évocation des parcours personnels. En France, l'humour rime désormais avec des seuls en scène qui, forts des origines de leurs interprètes, ne craignent pas d'aborder les multiples facettes de la société. Quitte à provoquer la polémique et à subir des accusations de communautarisme.

PAR GUILLAUME ORIGNAC *

« L'humour n'a pas vocation à ajouter de la division à la division », martelait M^{me} Sybille Veil, présidente-directrice générale (PDG) de Radio France, dans un message adressé aux salariés de l'entreprise en novembre 2023. Si son inquiétude répondait à la polémique déclenchée par une blague de l'humoriste Guillaume Meurice sur l'antenne de France Inter, elle révélait aussi plus largement les attentes paradoxales qui entourent aujourd'hui la scène humoristique hexagonale.

D'un côté, le marché de l'humour n'a jamais été aussi florissant. Dans un secteur du spectacle vivant particulièrement dynamique (sa part dans la consommation culturelle des ménages a augmenté de 30% entre 2000 et 2023)(1), le registre comique a su conquérir ces dernières années une place croissante (13,5% de la fréquentation du spectacle vivant)(2), qui se traduit par la dimension des salles auxquelles accèdent aujourd'hui les têtes d'affiche. Fary, révélé dans les émissions de Laurent Ruquier sur France 2, a investi l'Accor Arena Bercy, tandis que Redouane Bougheraba a rempli le stade Vélodrome à Marseille. Depuis 2008 et l'ouverture du Jamel Comedy Club, les clubs de comédie ont essaimé à Paris (une vingtaine aujourd'hui) et en province (plus d'une centaine), formant de nouvelles générations d'humoristes qui saturent les réseaux sociaux de leurs performances. Les trois premiers comptes en nombre d'abonnés sur TikTok relèvent de ce genre.

Ce dynamisme s'accompagne d'une présence soutenue des humoristes dans les médias traditionnels, que ce soit à travers les émissions télévisuelles, les chaînes de streaming comme Netflix et Amazon Prime Video ou bien sur les ondes hertziennes. Conçu à l'origine par la radio pour engager les auditeurs en diffusant des rires sonores, l'humour s'est mué progressivement en pommade déposée sur une actualité anxieuse. Aussi bien sur les antennes du service public que celles de M. Vincent Bolloré (Europe 1), les pastilles radiophoniques de plaisanteries se sont mêlées à l'information, dans un ballet de plus en plus resserré entre les deux, où les rires des journalistes accompagnent les commentaires des humoristes. Charline Vanhoenacker, satiriste attachée à France Inter et ancienne journaliste de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), faisait ainsi remarquer que les humoristes ont « un rôle d'apaisement, de canalisation de la colère par le rire » (Le Monde, 12 juillet 2024).

* Journaliste.



Une loi sucrée comme la mort

« L'A question que je me pose face à [cette pétition], c'est "est-ce que l'on veut encore des agriculteurs en France?" », assurait le 22 juillet dernier M. Olivier Leducq, directeur général du groupe Tereos, sur BFM Business. Les entretiens très complaisants de cette chaîne avec les industriels présentent l'avantage de montrer au grand public les visages des marchands de doute et des groupes de pression qui agissent généralement dans l'ombre des ministères.

L'intérêt de la scène tient moins à l'indigence des propos du patron du deuxième groupe sucrier mondial qu'à l'affichage médiatique de l'obscurantisme qui a présidé au vote de la loi Duplomb, remettant sur le marché un pesticide dangereux. Car, si cette loi est « une aberration scientifique, éthique, environnementale et sanitaire », comme l'ont soutenu près de deux millions de pétitionnaires en une seule semaine, les premières victimes en seraient les paysans, par une recrudescence de cancers et la disparition des insectes pollinisateurs.

Un angle mort des protestations réside dans l'identification des rares bénéficiaires – à court terme – de la réintroduction de ce néonicotinoïde : les producteurs de betterave à sucre. Champions du libre-échange et de l'export, ces derniers subissent la concurrence de l'Ukraine et la suppression des droits de douane européens concernant ce pays depuis 2022. Mais affirmer que ces produc-

D'un autre côté, cette culture de l'humour réparateur déborde désormais d'une cascade de polémiques. Il y eut d'abord le licenciement de Guillaume Meurice en juin 2024 par Radio France, à la suite d'une plaisanterie jugée antisémite, en dépit du classement sans suite de la plainte déposée à son encontre. Puis ce fut au tour de Blanche Gardin d'être prise dans une intense controverse après avoir interprété sur scène, en compagnie d'Aymeric Lompret, un sketch tournant en dérision les accusations d'antisémitisme lancées contre le camp pro-palestinien. En février dernier, Merwane Benlazar s'est attiré les foudres de la députée européenne macroniste Nathalie Loiseau, vite suivie par la galaxie du Printemps républicain et de l'extrême droite. Son crime? Avoir présenté sur France 5 une chronique avec sa longue barbe et coiffé d'un bonnet couvrant sa calvitie naissante. L'accusation d'un salafiste, selon ses pourfendeurs, qui se sont mis à traquer un programme islamiste caché dans la moindre de ses blagues. La ministre de la culture elle-même, M^{me} Rachida Dati, s'en est mêlée, en se permettant d'affirmer devant l'Assemblée nationale que l'artiste ne serait plus invité sur les plateaux de la télévision publique. Plus récemment, l'humoriste Mustapha El Atrassi a lui aussi attiré l'attention : dans un extrait de son dernier spectacle, il se moquait d'un jeune homme quittant la salle après avoir reproché au comédien de pratiquer un humour communautariste. Un second degré interprété au premier par la députée européenne d'extrême droite Marion Maréchal, qui a donc cru bon d'alerter le procureur de la République pour racisme anti-Blancs. Entre désir de punition judiciaire et demande de censure, toute une gamme de pressions pèse aujourd'hui sur la scène française. Le rire sert à la fois de baume ignifuge et de mèche incendiaire.

Satire des classes moyennes

Dès son apparition aux États-Unis, cette forme s'est imposée comme outil d'affirmation pour les Noirs. En janvier 1961, le comédien Dick Gregory fut le premier humoriste noir à jouer devant un public blanc, à l'invitation de Hugh Hefner, qui lui ouvrit les portes de son Playboy Club à Chicago. La rencontre était inédite : jusqu'alors les Afro-Américains jouaient dans le circuit des Chitlin', un réseau de salles de spectacles réservées à la commu-

Comment comprendre ce paradoxe? Une première réponse, attendue, serait d'y voir les effets d'une collision entre liberté d'expression et droit à la dignité. « Pour beaucoup une limite a été franchie : non pas celle du droit, qu'il reste à établir, mais celle du respect et de la dignité(3) », a expliqué la directrice de France Inter Adèle Van Reeth à propos de la blague de Guillaume Meurice. Une ligne récurrente dans l'entreprise, puisque en 2010 l'ancien directeur de la station Philippe Val avait déjà licencié les chroniqueurs Stéphane Guillon et Didier Porte. Force est de constater, cependant, que certains sujets se prêtent plus que d'autres aux pressions médiatiques et interventions ministérielles. Presque toutes les polémiques récentes touchaient à un même sujet : la question identitaire, dans un contexte où une nouvelle scène n'hésite plus à affirmer l'existence de cultures et d'opinions plurielles, déclenchant inévitablement des accusations de « communautarisme ».

En quinze ans, le paysage de l'humour français a, en effet, muté. Abandonnant la tradition des comédies à sketches avec personnages, il a embrassé les codes anglo-saxons de l'écriture du moi, le « stand-up », qui mêle performance comique à confession biographique adressée directement au public. Cet art comique, modernisé par l'Américain Lenny Bruce dans les années 1950(4), a importé le culte de l'authenticité issu de la Beat Generation dans l'espace fermé des clubs de comédie. Désormais, l'artiste agrmente ses blagues d'une dimension personnelle : être drôle veut dire parler vrai, et parler vrai, parler de soi, c'est-à-dire du point de vue des brûlures de l'existence. Ainsi, la scène comique française déborde de stand-uppeurs qui observent la société depuis leur parcours personnel. C'est particulièrement vrai des humoristes appartenant à une minorité raciale ou de genre. Que ce soit sur les questions du féminisme, ouvertes par Blanche Gardin et prolongées aujourd'hui par Mahaut Drama ou Noémie de Lattre, de la transidentité et la communauté queer, avec Lou Trotignon et Tahnee, ou encore du racisme avec les artistes issus de l'immigration postcoloniale, le stand-up est devenu un moyen d'expression pour des minorités qui se constituent en sujet plutôt qu'en objet de moqueries, prolongeant ainsi une longue tradition émancipatrice.

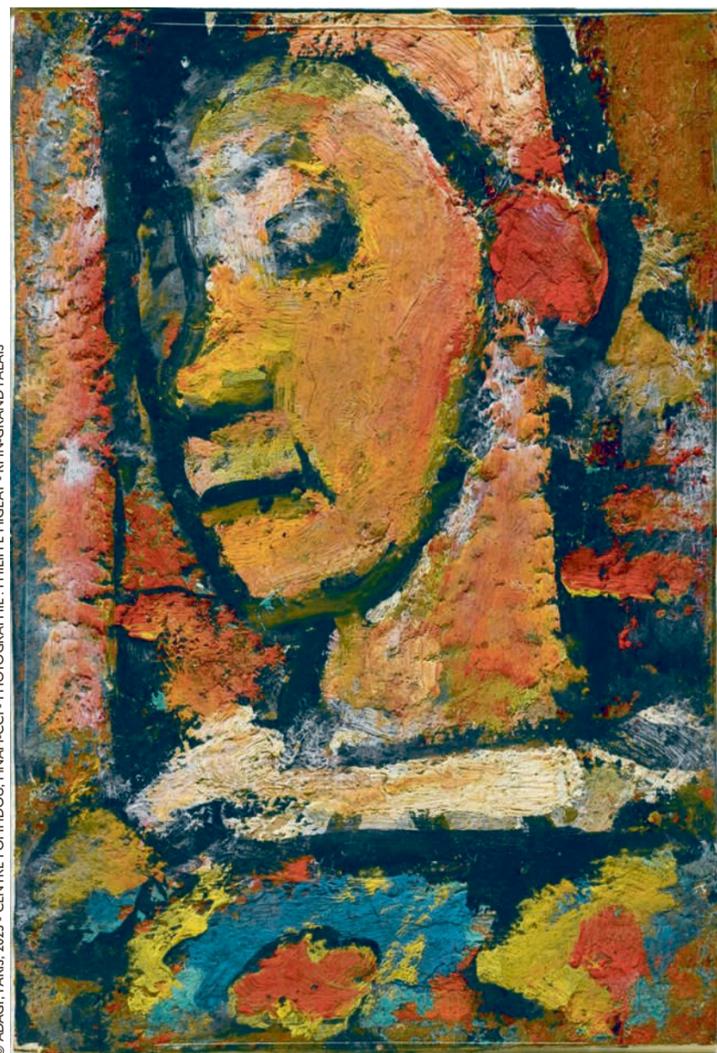
nauté noire. À la suite de Hefner, d'autres propriétaires de salles permirent à un auditoire parfois indifférent à la ségrégation raciale de découvrir la société américaine en adoptant, le temps d'une représentation, le point de vue de ses marges. Les questions raciales, dès lors, n'allaient plus quitter les tréteaux, de Richard Pryor, qui plaisantait sur les violences policières racistes, à Dave Chappelle, en passant par Eddie Murphy, qui ironisait sur les privilèges blancs.

teurs représentés par M. Leducq participeraient à la « souveraineté alimentaire » relève de la gageure, alors que les produits issus de leur filière – sucre, alcool et amidon – posent tous de considérables problèmes de santé publique.

Dans les années 1950 et 1960, l'industrie sucrière américaine sou-doyait des chercheurs pour détourner l'attention vers les matières grasses et minimiser les effets délétères du sucre sur les maladies coronariennes. Depuis une décennie, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande de réduire considérablement l'apport en sucre dans l'alimentation des enfants et des adultes, notamment dans les produits transformés et les boissons. Aujourd'hui, on connaît mieux sa responsabilité dans la pandémie mondiale d'obésité et les mécanismes cérébraux du plaisir qui mènent à la dépendance. Dans son laboratoire du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), le spécialiste de l'addiction Serge Ahmed a donné à ses rats le choix entre le sucre et la cocaïne(1). Les rongeurs ont toujours préféré la poudre de betterave.

PHILIPPE DESCAMPS.

(1) Serge Ahmed, « Tous dépendants au sucre? », *La Recherche*, n° 543, Paris, juillet-août 2010.



GEORGES ROUAULT. – « Jeune Clown à la fleur rouge », 1949-1956

© ADAGP PARIS, 2025 - CENTRE POMPIDOU, MNAM-CCI - PHOTOGRAPHIE : PHILIPPE MIGEAT - RMN-GRAND PALAIS

La France a longtemps repoussé cette révolution, en raison de la prégnance de la tradition du sketch. En remplaçant des figures issues du cabaret (Pierre Dac, Raymond Devos, Fernand Raynaud), les nouveaux visages sortis du café-théâtre (Coluche, Le Splendid) ont bien modernisé le rire, mais sans se départir d'un comique d'archétypes. Coluche brosse un pays encore modelé par les deux grandes guerres du xx^e siècle, avec son cortège d'anciens combattants et de réactionnaires placides, de défenseurs des vieilles solidarités nationalistes et patriarcales, en décalage avec les aspirations libertaires de la jeunesse. La question générationnelle prend ainsi le pas sur une analyse plus fine de la société post-Mai 68, réduisant la cible de sa satire sociale des classes moyennes. Avec le même point de mire dans son viseur, la troupe du Splendid va conquérir le public français pendant deux décennies, du café-théâtre au cinéma. En partie composée d'enfants de la bourgeoisie, cette bande s'amuse des personnages de petits commerçants et de cadres falots empêtrés dans les promesses de Mai 68.

Si Coluche se moquait du franchouillard aux accents poujadistes, avec Le Splendid, c'est la classe supérieure qui rit de la nouvelle petite bourgeoisie blanche. Dans les deux cas, la question raciale est réduite au racisme débonnaire et folklorique du « Français moyen ». Même quand des humoristes issus de l'immigration émergent dans les années 1990, c'est pour reconduire, comme l'humoriste Smaïn, les clichés associés au jeune des quartiers. En s'attachant au masque de la *commedia dell'arte*, la tradition du sketch comique entretient un manège de caractères qui alimentent les stéréotypes. Au tournant des années 2000, Dieudonné, qui vient d'arrêter son duo avec Élie Semoun, voudra s'approcher au plus près des crispations identitaires françaises. Mais, soucieux de dépasser le pittoresque inhérent à la forme du sketch, il entreprend de lever le masque de la représentation en assumant une expression frontale, à travers des entretiens et des interventions politiques. Disqualifié par sa dérive antisémite qui ne connaît plus le second degré, il va enfermer son talent comique dans une confrontation stérile avec les autorités publiques, mettant la question raciale au placard de la scène comique française.

Jamel Debbouze et le producteur Kader Aoun ouvrent une autre voie, en important le stand-up américain en France, dès 2006, avec l'émission « Le Jamel Comedy Club », diffusée par la chaîne Canal Plus. La première génération de stand-uppeurs français qui en est issue (Thomas Ngijol, Patson, Fabrice Éboué, Amelle Chahbi, Claudia Tagbo, Mustapha El Atrassi) offre un nouveau visage à la France, en miroir du public jeune qui vient rire à leurs blagues. Et suscite des vocations chez ceux qui les regardent à la télévision. Leurs successeurs ont ainsi tous appris leur métier dans les arrières-salles des bars qui ont commencé à accueillir des scènes ouvertes vers 2014. Pendant des années, à l'abri des murs des clubs de comédie naissants, nombre d'entre eux ont mis en scène une parole libre sur la condition d'enfants d'immigrés. Quand Thomas Ngijol s'inquiète du discrédit jeté sur tous les Coulibaly qu'il connaît depuis l'attentat du magasin Hypercacher, Akim Omiri ironise sur les contrôles de police à l'encontre des jeunes racisés (« je suis en maillot de bain, le flic me demande si j'ai des armes sur moi. Et là, je me dis : plutôt flatteur »), mettant en scène le débat identitaire français du point de vue de ses minorités. Fary en a même fait un spectacle entier, *Hexagone*, dans lequel il interroge son identité dans une France plurielle qu'il regarde comme sa mère (« je l'aime, je la respecte, mais je dois pouvoir lui dire les choses, et c'est comme cela que je la respecte »).

Avec la popularité croissante du stand-up, cette parole a franchi les murs du milieu confidentiel dans laquelle elle s'exprimait, se répandant aussi bien sur les réseaux sociaux que dans les médias traditionnels. Elle atteint aujourd'hui un grand public plus habitué aux formes conviviales de l'humour à sketches. D'où la multiplication ces derniers mois de polémiques attachées aux questions identitaires, faisant craindre que s'ajoute « de la division à la division », là où il n'y a qu'un propos assumé et concerné sur les fragmentations de la société française.

(1) « Chiffres clés 2024 », ministère de la culture, service statistique ministériel de la culture (DEPS), 2025.

(2) « Les Français et le théâtre », étude Médiamétrie 2025.

(3) Communiqué adressé aux auditeurs de France Inter, 31 octobre 2023.

(4) Lire « Donald Trump, seul en scène », *Le Monde diplomatique*, juillet 2025.

DÉTOURNER DES CHANSONS REVIENT DANS L'AIR DU TEMPS

Politique en goguette

Son principe est simple : un air connu, des paroles modifiées, pour un propos souvent politique. Désigné par le terme de « goguette », le détournement de chansons renoue avec le succès. Les membres du groupe français qui a remis le mot et la pratique sur le devant de la scène expliquent pourquoi cette histoire qui fleurit au XIX^e siècle continue.

PAR STANISLAS DE FOURNOUX,
AURÉLIEN MERLE, CLÉMENCE MONNIER
ET VALENTIN VANDER *

Nous sommes en 2025 après Jésus-Christ (soit en 96 après Jean Amadou). Toute la France écoute Jul et Taylor Swift... Toute? Non! Un petit spectacle de chansonniers continue inexplicablement de remplir les salles et de cumuler les vues sur YouTube... Inexplicablement, vraiment?

Penchons-nous un instant sur la question et profitons-en pour jeter un coup d'œil rétrospectif. Depuis une dizaine d'années, notre spectacle tourne joyeusement un peu partout en France, nous en sommes encore les premiers surpris. Ce succès ne repose pourtant pas sur un concept novateur : nous parodions des chansons connues dont nous détournons les paroles pour parler de l'actualité. Mais il semble que cette idée ait été désertée depuis des années et que nous soyons venus occuper un créneau délaissé, voire ringardisé. Signe d'une renaissance de ce genre ou son chant du cygne? L'avenir le dira.

Ce qui est sûr, c'est que pour notre génération (nous avons entre 34 et 54 ans) la goguette n'était pas vraiment une pratique dont on aurait pu se réclamer. En revanche, elle parle aux plus âgés. Bien souvent, après une représentation, des gens du public font le lien avec une émission de radio qu'ils écoutaient jadis : « Le grenier de Montmartre ». Lancée en 1946 sur la Radio-diffusion française (RDF), puis diffusée jusqu'en 1974 sur Paris Inter (devenue France Inter) le dimanche à une heure de grande écoute, l'émission semble avoir marqué toute une génération, notamment avec le surnommé Jean Amadou. Les chansonniers qui s'y produisaient officiaient alors également dans plusieurs établissements parisiens, Le Caveau de la République, Les Trois Baudets... France Inter a continué d'entretenir la flamme avec « L'oreille en coin » de 1968 à 1990 – et on y retrouvait Jean Amadou –, puis « Rien à cirer », de Laurent Ruquier (1991-1996) ; à la télévision ce furent Jacques Martin (« Aïnsi font font font ») ou « Le bébé show », de Stéphane Collaro. Mais au mitan des années 1990, c'est un esprit qui a quasiment disparu des grands médias.

Les « noms » de ces émissions, Pierre Douglas, Jacques Mailhot, Jean Roucas... ou Jean Amadou, on les connaît, mais de loin. Les enfants que nous étions n'en raffolaient pas, on n'est pas fan de Guy Montagagné à 8 ans ! Ou alors c'est grave. Et même si des goguettes comme *Le Merderant c'est la rose*, de Thierry Le Luron (écrite par

Bernard Mabile), ont pu marquer notre enfance de téléspectateurs, et même si on a chanté à l'école *Le Moteur à explosion*, de Chanson plus bifluorée, ce sont surtout les humoristes qui déboulent avec un nouveau sens comique qui nous ont plu : Les Inconnus, Pierre Desproges, Les Nuls, Les Guignols de l'info... Et la chanson aussi, avec Renaud, les VRP, les Wriggles, Gilbert Laffaille... des artistes pour la plupart perçus comme politisés et qui pratiquent, pour beaucoup, la parodie. Mais très rarement la goguette.

Tout cela ne serait donc jamais arrivé si nous n'avions pas tous les quatre poussé la porte du Limonaire, un bistrot à vins et à chansons du 9^e arrondissement de Paris dans les années 2000, où avait lieu *La Goguette des Z'énervés* (1). C'est qu'une « goguette » désigne une parodie de chanson, mais aussi et avant tout une « société chantante », c'est-à-dire un espace de libre expression où l'on se réunit pour chanter... des goguettes. Et cette tradition-là avait complètement disparu, alors qu'elle avait connu un âge d'or au XIX^e siècle.

Paris regorgeait à cette époque de ces sociétés chantantes. Elles se retrouvaient chez des « marchands de vins », ancêtres du bistrot, qui avaient la particularité de disposer d'une grande arrière-salle. Dans ce cadre populaire, à l'écart de toute institution, se rassemblaient de manière hebdomadaire des groupes de gens animés par le désir de chanter leur propre production, le plus souvent « sur l'air de », ou d'y être simples spectateurs.

En 1820, un rapport adressé au préfet de police dénombre à Paris quarante à cinquante « sociétés lyrico-bachiques » (2). Ces réunions sont loin d'être anarchiques : elles sont dotées d'un bureau (renouvelé chaque mois), lui-même constitué d'un président, d'un vice-président, d'un inspecteur des chants et même de censeurs. Quiconque souhaite entonner son air doit être préalablement inscrit auprès du président qui orchestre la soirée.

Assez loin de la perfection

LES chansons grivoises y tiennent une large part en ce début du siècle. Mais la présence de chansons politiques et philosophiques à l'orientation libérale, bonapartiste, républicaine ne va pas tarder à inquiéter les autorités. D'autant que la France de Louis XVIII est sous tension : la restauration de la monarchie ne fait pas l'unanimité, chacun a en mémoire l'épopée des Cent-Jours qui virent le bref retour de Napoléon Bonaparte en 1815, et l'héritier potentiel de la couronne, le duc de Berry, vient d'être assassiné. Dans ce contexte, la circulaire du préfet de Paris, Charles Anglès,

du 25 mars 1820 intime aux maires et aux commissaires de faire respecter la loi sur les associations : aucune de ces sociétés chantantes ne doit réunir au même moment plus de vingt personnes, sous peine d'interdiction. Ce coup les affaiblit. Certaines d'entre elles disparaissent, mais d'autres demeurent vaillantes, au point qu'un autre rapport daté de 1827 s'inquiète d'un regain d'activité.

Leur importance se confirme dans les décennies qui suivent. Entre les révolutions de 1830 et 1848, elles se multiplient. Désormais très majoritairement ouvrières et mixtes, elles possèdent leurs « figures » : présidents qui peuvent officier à la tête de plu-

sieurs goguettes chaque semaine, chanteurs et auteurs « stars » comme Charles Colmance ou Alphonse Duchesne, dont « l'arrivée est saluée par l'assistance, qui les écoute dans le plus grand silence avant de les applaudir longuement » (3). Certaines sont maintenant pourvues d'un accompagnateur, le plus souvent pianiste. Est-ce à dire que la goguette se professionnalise? Ce témoignage d'Eugène Imbert à propos du pianiste Ernest Baum montre que les performances des auteurs-interprètes sont assez loin de la perfection : « Un chanteur se présente. Ce chanteur a une voix mauvaise ; mettons fausse. Il commence un air qu'il sait mal, un air qui n'en est pas un, un air que personne ne reconnaît ou ne connaît. (...) Qu'importe ! Baum est là, cela suffit. Il vous improvise immédiatement un accompagnement qui suit le chant (...) et fait dire aux connaisseurs étonnés qu'il exécute la musique à vue... d'oreille (4) ! » La circulaire d'Anglès n'étant visiblement pas suffisante, un décret de 1849, sous la présidence de Louis-Napoléon Bonaparte

Le bar est bondé tous les mardis, mais *La Cour des ânes* s'arrête en 1994, car personne ne prend la relève après son départ. Tel le Phénix, la goguette renaît de ses cendres dix ans plus tard au Limonaire. Tous les lundis désormais, rendez-vous est pris pour *La Goguette des Z'énervés*, et comme il n'y a pas de restauration ce soir-là, c'est « auberge espagnole ». On y retrouve Paccoud et son piano à bretelles ainsi qu'une « chambellane », Annie Legouhy, chargée d'animer la soirée et d'assurer la rubrique finale, dite « J'me fais pas chier », c'est-à-dire le droit, à titre dérogatoire et exceptionnel, de chanter une chanson originale sans avoir à en modifier les paroles (oui, même dans les milieux « de gauche », certains ont des privilèges), le plus souvent puisée dans un répertoire plus ou moins ancien, de Marie Dubas à Patrick Font et Philippe Val, en passant par Fréhel. Les goguettiers, eux, forment toujours un patchwork iconoclaste, entre vieil anarchiste bouffeur de curé, militante féministe et trente-

Et un peu partout en France, à Toulouse, Redon, Nevers, Ivry, dans l'Yonne ou dans la Manche (on en oublie probablement, faute de les connaître), des rendez-vous réguliers se sont montés en proposant toujours ce même geste simple : pousser la chansonnette sous l'œil souvent goguenard (6) de l'auditoire, en partageant un repas ou un verre.

On ne peut bien sûr pas parler de phénomène de mode, mais ce renouvellement de la pratique interroge sur l'espace politique et populaire qu'il vient remplir. À l'heure de la toute-puissance des réseaux sociaux et d'une certaine culture de la performance, il semble que ces moments de convivialité en chair et en os, souvent intergénérationnels et autogérés, continuent d'attirer un public en mal de lien social et de parole directe – non médiatisée, non monétisée. Il y a même un festival annuel qui s'est créé dans les Hautes-Pyrénées (7).

La goguette contemporaine, en ce sens, reste un acte politique. Les goguettes sont même des petites sociétés en soi, d'ailleurs non exemptes de paradoxes : un auditoire souvent de gauche (de toutes les obédiences) qui se retrouve pour chanter des vieux airs de chanson française un verre de rouge à la main... Pied de nez parodique à une forme de tradition conservatrice? Peut-être. Preuve que cette façon festive de se rassembler reste pertinente? Certainement. Autre paradoxe et non des moindres : ces scènes de prise de parole populaire et politique, dites « ouvertes », le sont-elles vraiment? Si les discours racistes ou discriminatoires n'ont évidemment pas leur place, la question se pose sur la manière d'accueillir la chanson d'une personne qui viendrait défendre (et pourquoi pas avec brio!) une vision conservatrice de l'actualité, profitant de son égal libre accès au micro. Entre les partisans d'une liberté d'expression élargie à des opinions divergentes (ce qui ne manquera pas de provoquer des goguettes « réponses », la soirée devenant une joute chantée) et ceux qui défendent l'idée de maintenir un espace préservé des opinions de droite lorsque le monde n'en propose plus beaucoup, la controverse fait rage et n'est pas sans rappeler celles qui agitent parfois les sphères médiatique ou politique.

À chaque goguette son fonctionnement et ses lois, la forme n'est pas figée. Mais une chose est sûre, si vous voyez près de chez vous une goguette qui officie, vous y trouverez un endroit où les gens qui chantent ne cherchent pas à percer, mais à se relier. Alors n'hésitez pas à pousser la porte, ça peut mener à tout (même à écrire un jour un article dans *Le Monde diplomatique*). Comme le dit l'hymne de *La Goguette des Z'énervés*, entonné à chaque début de soirée tambour battant, verres et poings levés : « *Accourez à la goguette, joyeux faiseurs de chansons !* »

(1) Comme on est en 2024, il n'y a pas encore de point médian.

(2) Les hommes de pouvoir se sont assez naturellement méfiés des goguettes, ce qui est plutôt heureux a posteriori car les nombreux rapports de police constituent des sources précieuses pour qui souhaite faire l'histoire de ces sociétés.

(3) Philippe Darriulat, *La Muse du peuple. Chansons politiques et sociales en France, 1815-1871*, Presses universitaires de Rennes, 2011.

(4) Eugène Imbert, *La Goguette et les goguettiers*, Paris, 1873, rééd. : Plein Chant, Bassac, 2013.

(5) Les lundis soir, désormais au Scenobar au cœur de Ménilmontant, dans le 20^e arrondissement.

(6) Mot qui a la même étymologie que « goguette » ! Les deux se rapportent à l'ancien français « gogue », qui signifie plaisanterie...

(7) Le Festival international de la goguette, du 18 au 20 août, à Anères.



SOLANGE GAUTIER. – « Alors on danse », 2024

appuyé sur le « parti de l'ordre », interdit la représentation de spectacles dans les débits de boissons. Cette fois, le coup est fatal : elles s'éteignent petit à petit, tandis que va s'épanouir le café-concert inoffensif et professionnel.

Mais la goguette réapparaît en 1992 notamment grâce à Christian Paccoud, artiste iconoclaste qui fleure bon l'anarchie et la chanson protestataire. C'est lui qui en relance le principe en montant la goguette de *La Cour des ânes* tous les mardis soir à La Folie en tête, un café-chanson de la Butte aux cailles, dans le 13^e arrondissement de Paris. Le principe est simple : chanter sur un air connu un texte de sa composition pour parler d'actualité politique. Pas besoin d'avoir fait dix ans de solfège ou d'avoir pris des cours de chant pour monter sur scène, celle-ci est ouverte à tous. L'idée est de donner la parole à ceux qui ne l'ont pas et à ceux dont ce n'est pas forcément le métier. Dans une ambiance aussi festive qu'enfumée se succèdent des goguettiers de tous horizons et de tous âges, contents de venir s'encanailler au son de l'accordéon d'un Paccoud qui mène la soirée avec gouaille et bonne humeur.

naire un peu désabusé plutôt porté sur l'ironie et le second degré. Au fil des années, on constate quand même une certaine professionnalisation des interventions. Ces soirées ne désemplissent pas, même après le départ de Paccoud en 2006, remplacé par des musiciens différents chaque lundi, au piano, à la guitare, plus rarement à la contrebasse et encore jamais au biniou.

Plus de vingt ans après sa création, *La Goguette des Z'énervés* sévit toujours (5). On y parle de Macron comme de son beau-frère, de la réforme des retraites comme d'une rupture amoureuse, sur des airs connus d'hier et d'aujourd'hui, de Joe Dassin à Aya Nakamura, de France Gall à Michel Sardou... ou par exemple sur un air d'Alain Souchon qu'on vous laisse reconnaître :

Fioul sentimental
On a soif de gas-oil
Ça nous minerait le moral
Qu' Total
Fasse des pertes colossales
Fioul sentimental
Le jour où y aura que dalle
Tous en char à voile

* Membres du groupe Les Goguettes en trio, mais à quatre.

Comment débusquer les

Après la défaite des nazis et de leurs collaborateurs français, était-il concevable que des journalistes dont les médias avaient recommandé l'exécution des résistants et la déportation des Juifs reprennent leur travail comme avant? Réponse négative. La Libération fut donc suivie d'une épuration générale de la profession. Parfois très détaillés, les dossiers d'instruction sont disponibles. Leur dépouillement nous apprend beaucoup.

PAR ANNE MATHIEU *

ÉTÉ 1944. L'épuration professionnelle des journalistes commence. En province, elle est conduite par les commissions « presse » des comités départementaux de libération (CDL). À Paris, elle est organisée par le directeur de cabinet du secrétaire général à l'information, Paul-Émile Dizard, un des animateurs dans la clandestinité du Comité d'action socialiste (CAS).

Qui sont les journalistes concernés? Tous ceux relevant du statut professionnel édicté en 1935, c'est-à-dire ceux qui exercent cette profession comme « activité principale, régulière et rétribuée », et disposent par conséquent d'une carte d'identité de journaliste. Une ordonnance du 30 septembre 1944 (lire le premier encadré page suivante) la rendra obligatoire pour travailler. L'objectif est de s'assurer qu'ils n'ont collaboré ni avec l'occupant ni avec Vichy. « Mais, précise l'historien de la presse Christian Delporte, dans les faits cette première épuration se révèle aussi peu équitable qu'efficace. Aucune règle n'est établie pour mesurer la gravité du délit, et la sanction dépend entièrement de l'appréciation des juges départementaux (1). » La commission dite Dizard a toutefois eu le temps d'accorder moult cartes provisoires d'identité professionnelle, d'en refuser, de prononcer des sanctions. Les documents qu'elle a produits ainsi que ses résultats sont conservés dans les locaux de la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels (CCIJP). Descendons dans ses archives et ouvrons les dossiers (2).

Un formulaire demande le « détail de l'activité jusqu'à fin juin 1940 » et le « détail de l'activité pendant l'Occupation ». Parfois, le postulant joint à sa demande une lettre de recommandation. Parfois, la commission éprouve le besoin de le mettre en garde : « La Commission désire que vous lui fournissiez une déclaration exacte de vos occupations pendant la guerre. La Commission ne statue que sur des dossiers établis avec franchise et elle exclut d'autorité les journalistes qui croient devoir faire de fausses déclarations. » Ces divers documents apparaissent au hasard du dépouillement ; en certains cas émerge une carte provisoire. Établie sur un carton souple, elle comporte son numéro, la décision de la commission et la date de son rendu. Plonger dans ces dossiers, c'est pénétrer dans un monde arrêté depuis quatre-vingts ans, l'ordonner, le reconstituer. Mais aussi découvrir à quoi ressemblent ces journalistes aux articles sans visage. Juxtaposés ces documents de 1944, des feuillets agrafés, parfois conservés dans une chemise au papier crème. Que cache-t-elle ?

Hiver 1945. La Commission de la carte devient Commission nationale d'épuration des journalistes professionnels, régie par l'ordonnance du 2 mars 1945 qui doit assurer l'« épuration complète et définitive de la profession » (lire le deuxième encadré). Un décret du 15 mai 1946 la prolongera jusqu'au 30 juin 1946, la carte de journaliste perdant ensuite son caractère obligatoire. La commission est présidée par le conseiller à la Cour de cassation Paul Calon. Pour pouvoir travailler, tous les postulants doivent se

soumettre à un questionnaire serré de huit pages. Chaque section compose la maille solide d'un filet dont on ne peut s'extirper. Jetons un œil.

« Avez-vous joué un rôle, professionnellement ou non, dans la Résistance ? Lequel ? » Côté professionnel, il y a des titres qui à eux seuls sont des sésames. « Rédacteur à *Combat* clandestin »,

clandestinité insistent sur leur comportement irréprochable. « Aucune activité pendant l'Occupation », accentue d'un trait Saint-Granier, chroniqueur avant-guerre à *Ce soir*. Une ferme dénégation agit dans les dossiers telle une antienne : « Je n'ai pas écrit une ligne. » Alexandre Breffort, rédacteur au *Canard enchaîné*, lui adjoint cette précision : « J'ai fait des dettes et j'ai été chansonnier en 1944. »

Mais, interroge-t-on, quelles ont été les ressources en cas de « chômage journalistique complet » ? Ancienne de l'*Excelsior* et du *Populaire*, dans lequel elle reprend du service, Monique Berger a travaillé dans une maison de couture. Célèbre reportrice et chroniqueuse judiciaire d'avant-guerre, dont elle endosera de nouveau les habits notamment pour couvrir le procès de Nuremberg, Madeleine Jacob a été sténodactylo au Comité d'organisation du cuir. Une réalité plus sombre encore s'exprime avec retenue. Pendant l'Occupation, le dossier de demande de carte comportait une page rappelant la loi du 18 octobre 1940

populaire, *Vendredi*, Jacques Nels remplit sa demande de carte provisoire en octobre 1944 : « Du 18 juin 1940 à ce jour aucune collaboration journalistique. Juif », ce dernier terme souligné de deux traits appuyés. En 1945, il sera rédacteur en chef de l'hebdomadaire *La Bataille*.

Poursuivons notre lecture. « Pendant l'Occupation, précisez tout particulièrement quelle a été votre activité professionnelle dans la zone occupée de juin 1940 à août 1944, ou dans la zone dite libre de novembre 1942 à août 1944. » Les mailles du filet se resserrent. Une mention est décisive : « Spécifier la nature de vos collaborations. »

La crainte du veto affleure particulièrement chez les journalistes « assimilés » (traducteurs, sténographes, réviseurs, dessinateurs, photographes...). « Reportages sans caractère de propagande politique ou raciale : variétés, théâtre, mode, actualités parisiennes », certifie le photographe Roger Parry, devenu adjoint technique au directeur

que sa rédaction était en zone sud –, et *L'Œuvre* passa en juillet 1940 sous la direction politique de Marcel Déat, l'ancien dirigeant socialiste devenu collaborationniste qui rejoindra quatre ans plus tard le gouvernement de Pierre Laval, comme ministre du travail. Quant à l'agence Havas, sous gouvernance allemande, elle s'était nommée l'Agence française d'information de presse (AFIP). En zone sud, Vichy avait créé l'Office français d'informations (OFI).

Pour espérer que les mailles se détendent, il importe d'être dédouané de tous ces stigmates. L'argument le plus employé, et celui qui porte le plus, est d'avoir été « contraint de travailler pour vivre ». Étant « entré en mars 1941 à Paris-Soir, dans un poste (service étranger) qui ne comportait aucune rédaction de papiers », François Drujon, ancien de *La Voix républicaine*, ajoute : « J'ai, à ma charge, habitant sous mon toit, ma mère, veuve, âgée de 73 ans, complètement dénuée de ressources. » « Totalemment dénué de ressources » lui aussi, le dessinateur Polferjac s'est « vu contraint de



MASSINISSA SELMANI. – « No Plan Is Foolproof #1 » (Aucun plan n'est infaillible), 2019. Ces œuvres sont composées à partir de coupures de presse superposées et réinterprétées.

indique Pierre Scize, bientôt chroniqueur judiciaire renommé au *Figaro*. « Cofondateur du Comité national des écrivains, des Lettres françaises et des Éditions de Minuit », égrène Jacques Debû-Bridel, également membre du Conseil national de la Résistance et futur sénateur gauliste. « Membre fondateur des Femmes françaises dans la clandestinité », signale Hélène Gosset, prochainement collaboratrice du quotidien communiste *Ce soir*. Certaines responsabilités assoient d'emblée le prestige. « Président du Comité national des journalistes (zone sud) », informe Louis Martin-Chauffier, directeur littéraire de *Libération*. « Membre du bureau de la Fédération nationale de la presse française clandestine », renseigne Claude Bellanger, directeur du *Parisien libéré*. La radio peut également servir de laissez-passer, quand par exemple elle a émis de l'autre côté de la Manche : « Depuis juin 1940, se trouve à Londres. Collaboratrice du journal France et de la BBC », expose Marthe Lévy, secrétaire de rédaction de *La Tribune des femmes socialistes* de 1936 à 1939.

Ceux qui ne peuvent se prévaloir d'une activité journalistique dans la

interdisant aux Juifs d'exercer certaines professions, dont celles afférentes à la presse. Le postulant devait prouver que la proscription ne le concernait pas. Ancien secrétaire général de l'hebdomadaire intellectuel du Front

du service photo de l'Agence France-Presse (AFP). « Aucun de ces dessins n'avait un caractère politique », conclut le dessinateur Jean Effel après avoir énuméré ses collaborations en zone sud.

Minorer sa compromission

LES autres journalistes s'empressent eux aussi de garantir le contenu anodin de leur travail sous l'Occupation. « Textes publicitaires » de 1941 à 1943, avise Georges Rul, ancien fonctionnaire des Postes, télégraphes et téléphones (PTT) « révoqué par Vichy », qui commence une carrière à *Libération-soir*. « Publication de quelques nouvelles romanesques et articles documentaires à Heures claires (Marseille). Articles documentaires et d'économie ménagère à La Dépêche [Toulouse] », explicite Huguette Godin, désormais rédactrice à l'AFP. « Je n'ai jamais accepté d'écrire un reportage de propagande », assure Charles Ruen, afin de minorer sa participation à des publications honnies. Il sera suspendu huit mois, pour avoir collaboré à *La France socialiste* et aux *Nouveaux Temps*.

Certains titres sonnent comme des expulsions immédiates de la profession. La zone nord en regorgeait. *La France socialiste* faisait partie du trust Hibbeln, sous la domination de Joseph Goebbels, ministre de l'éducation du peuple et de la propagande du Reich. Le quotidien *Les Nouveaux Temps* avait été fondé en novembre 1940 par Jean Luchaire, alors rédacteur en chef du *Matin*. Ami de l'ambassadeur Otto Abetz, ce journaliste avait créé en septembre 1940 le Groupement corporatif de la presse quotidienne parisienne (GCPQP), inspiré par le modèle des dictatures fascistes. Il représentait à l'origine six journaux, dont *Le Matin*, *L'Œuvre* et *Paris-Soir*. Célèbres quotidiens d'avant-guerre, *Paris-Soir* fut réactivé par Otto Abetz dès juin 1940 – alors

fournir (...) quelques dessins à *L'Œuvre*. Dessins dont toute politique était volontairement bannie ».

Parmi ces collaborateurs à *L'Œuvre*, Georges Pioch, un personnage au style frénétique. Ancien du journal pacifiste *Le Barrage* et du *Libertaire*, il disserte lors de sa première demande de carte en septembre 1944 : « Il faut vivre ; exister, à tout le moins ; ou moins encore : manger. » Alors, il « accepte » de tenir à *L'Œuvre* la critique musicale et théâtrale. Hormis celle-ci, précise-t-il opportunément, « je n'ai donné à ce journal que quatre poèmes hors le temps ». La commission du 6 juin 1945 décidera d'une suspension de douze mois à dater du 1^{er} septembre 1944.

Poursuivons notre lecture. « Avez-vous employé un ou plusieurs pseudonymes et lesquels ? » Déclaration répé-

(1) Christian Delporte, *Les Journalistes en France (1880-1950). Naissance et construction d'une profession*, Seuil, Paris, 1999.

(2) Deux cent trente-six dossiers ont été dépouillés systématiquement. Un ouvrage à paraître en 2026 rendra également compte de cette recherche.

* Historienne du journalisme, maîtresse de conférences à l'université de Lorraine. Auteure de *Sur les routes du poison nazi. Reporters et reportrices de l'Anschluss à Munich*, Syllepse, Paris, 2024.

L'ÉPOPÉE DES COMMISSIONS D'ÉPURATION DE LA PRESSE

collaborateurs dans les médias

tée : « J'ai toujours signé de mon nom. » N'en étant pas à une rodomontade près, Georges Pioch se distingue : « Dans ma critique, dont je revendique hautement jusqu'aux virgules, je pratique cette résistance par l'esprit (ironie, allégorie, etc.) à laquelle j'ai fait plus haut allusion. Je tiens tous mes articles à la disposition du plus hostile des prévenus contre moi, s'il en existe. »

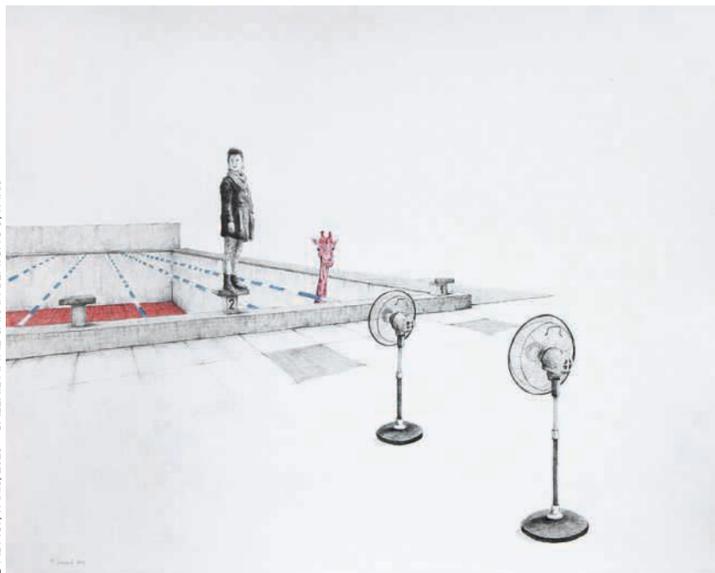
Cette mention hautaine correspond à une autre question : « Pouvez-vous fournir des coupures de vos articles (signés ou non), ou bien indiquer les dates de parution – les collections étant à notre disposition pour vérification au ministère de l'information. » Fin de non-recevoir diplomatique chez Huguette Godin : « Voir les collections » ; comme chez son célèbre confrère dessinateur Henri-Paul Gassier, un brin taquin : « Oui, si on me le demande. » Quant à Agnès Humbert, membre du fameux Groupe du musée de l'Homme en 1940, elle s'exclame : « Mes articles et tracts n'étaient pas signés entre 1940-1941 ! » L'agacement face à ce questionnaire est récurrent chez les postulants anciens résistants.

Pour les autres, les mailles du filet se resserrent un peu plus. A-t-on appartenu aux organisations du GCPQP de Luchaire ? Précision utile : « La vérification en est possible par les archives de ces groupements saisis au départ de l'ennemi. » Le terme « obligatoire » se retrouve alors souvent dans les dossiers. Roger Parry le souligne d'un trait vif : « Carte professionnelle obligatoire. » Rédacteur en chef du *Paris-Soir* d'avant-guerre, Élie Richard a été rédacteur à *La France socialiste* pendant l'Occupation. Il a compris l'inutilité d'oblitérer sa fonction dans le groupement Luchaire : « Délégué du personnel, dès que j'ai vu ce qui se passait, je n'ai plus exercé mon mandat. Je crois avoir assisté à trois réunions ou quatre. Cela m'a suffi. » Le filet ne le laissera pas s'échapper.

Le questionnaire ne laisse rien au hasard. « Avez-vous participé à des voyages organisés par les occupants, soit en France, soit à l'étranger ? » Repartie facétieuse du fameux reporter du *Populaire* Jean-Maurice Hermann, résistant, déporté : « Oui. De Compiègne à Neuengamme en mai 44 - 4 juin, rien à manger, pas d'eau. » « Avez-vous signé de 1940 à 1944 livres ou brochures, fait des conférences en faveur de l'ennemi, du racisme et des doctrines totalitaires ? » Frédéric Pottecher, futur célèbre chroniqueur judiciaire, s'offusque : « Non ! »

Une information sollicitée a permis d'emblée d'opérer un tri : a-t-on été « Prisonniers. Déportés. Aux armées. FFI [Forces françaises de l'intérieur] ? » « Prisonnier de guerre 22 juin 1940 à Saint-Dié (Vosges) », mentionne le photographe Alexis Léveillé, qui retrouve à la Libération les colonnes de l'hebdomadaire communiste *Regards*. « Arrêtée par la Gestapo 15 avril 1941. Déportée 16 mars 1942 », notifie Agnès Humbert. « Interné dans le camp de concentration de Septfonds (Tarn-et-Garonne) », informe le photographe Isaac Kitrosser.

Certains postulants se distinguent par leur lutte armée. Dans les rangs des FFI, tel Pierre Scize, qui fournit son numéro de carte de combattant. Dans les maquis, tel Jean Perrigault, de La France au combat, où il avait le « grade de lieutenant ». Georges Rul répond avec une certaine provocation : « Résistant en "actes" depuis août 1940. »



© ADAGP PARIS, 2025 - GALERIE ANNE-SARAH BÉNICHOU, PARIS

MASSINISSA SELMANI. – « A-t-on besoin des ombres pour se souvenir ? #9 », 2014

Les mailles s'entrecroisent souvent dans ce filet tortueux formé de demandes d'attestations. Lisons attentivement : « À défaut de notoriété acquise dans la Résistance, fournir des témoignages écrits, certifiés sur l'honneur et sous la foi du serment. Des dépositions pourront être enregistrées si l'intéressé désire être entendu. » Certains s'irritent, et le signifient par un commentaire. Parfois l'accent de la suffisance s'y dévoile : « Ceci

est de notoriété publique », réplique Pierre Bénard, directeur du *Canard enchaîné*. L'écriture y claque aussi d'une rude sobriété acquise au prix du sang : « Mon fils Michel Prévost, âgé de 16 ans et demi, fut engagé dans le 6^e RCA [régiment de chasseurs d'Afrique] dans le *Vercors*, où il s'est battu aux côtés de son père Jean Prévost. A été proposé pour la croix de guerre », écrit Marcelle Auclair, ancienne rédactrice à *Marie Claire*.

Tournons les pages du questionnaire. « Justifications personnelles. Témoignages éventuels sur vos sentiments antiallemands, anticollaborationnistes, hostiles à la politique de Vichy ? » « Témoignages éventuels ! », répond le photographe Roger Parry tel un écho railleur. « *Superflu* », consigne, un brin fat, Henri Noguères, du *Populaire*. « Mon attitude avant 1940 et depuis », cingle le journaliste radical-socialiste Jacques Kayser, qui fut membre de la Mission militaire de liaison administrative (MMLA). « *Vingt-huit mois de prison* », réplique Bernard Lecache, ancien directeur du *Droit de vivre*, l'organe de la Ligue internationale contre l'antisémitisme (LICA). Le persiflage affleure : « Le meilleur témoignage est sans doute d'avoir appartenu comme agent de liaison à un réseau militaire (service de renseignement) », instruit Suzanne Normand, collaboratrice des *Lettres françaises* et de *Franc-Tireur*.

Les « témoignages éventuels » révèlent aussi l'implacabilité d'une situation, à l'insigne aridité factuelle. « *Tous mes camarades de captivité Kommando 310 Stalag VIII A* », tracent de façon identique Charles Escure, de la presse communiste, et Fernand Imbert, de la presse socialiste. Pour la célèbre rédactrice diplomatique Geneviève Tabouis, une réponse au style télégraphique est plus appropriée : « *Toute mon activité avant et pendant la guerre – publications nombreuses – articles quotidiens – conférences – livres – attaques personnelles de Hitler dans son discours du 1^{er} mai 1939 au Lustgarten de Berlin – Déchue de la nationalité française par Vichy 5 septembre 1940.* » D'autres sont plus emphatiques : « *Je crois que ma haine des boches et de leurs complices est bien connue de tous nos confrères* », claironne Jean Perrigault.

Dans les dossiers, les annotations confidentielles entre commissaires offrent une autre facette à notre étude. « *Résistant 100%* », s'enflamme le commissaire-rapporteur d'Henri Noguères. « *Tribunal* », martèle en revanche celui de Jacques Pruvost, dessinateur ayant publié dans *La Gerbe*, un journal collaborationniste.

Convoqué pour audition, il est suspendu pour deux ans à compter du 1^{er} septembre 1944.

Des piles de feuillets s'échappent parfois des dossiers. Notre enquête prend du piquant quand la correspondance entre les commissaires et les postulants, entre ceux-ci et des tiers a été conservée. La chance lui sourit vraiment quand les procès-verbaux des auditions y ont été ajoutés.

« *Ayant été l'objet d'une campagne de presse que j'estime injustifiée, je demande à être entendu si la Commission le juge utile avant de prendre une décision* », stipule Jean Piot en janvier 1945 dans son dossier. Ancien rédacteur en chef de *L'Œuvre* avant-guerre puis en août-novembre 1940, trésorier du GCPQP ces quelques mois, il est à *L'Aurore* depuis la Libération. En septembre 1944, il a obtenu sa carte provisoire. Missive immédiate d'Albert Bayet au ministre de l'information Pierre-Henri Teitgen – ancien résistant, membre du Mouvement républicain populaire (MRP) – au nom de la Fédération de la presse, « *violemment ému du bruit selon lequel Jean Piot aurait reçu d'une Commission présidée par Monsieur Dizard l'autorisation d'écrire dans les journaux patriotes, après avoir écrit dans L'Œuvre de Déat* ». En 1945, une note interne argumente : « *La polémique maintenant terminée semblant avoir été inspirée par la passion politique, je demande la confirmation de la décision de la commission Dizard. Avis favorable.* » La carte lui sera délivrée.

Certains dossiers sont particulièrement volumineux. Ancien de l'agence Havas, Henri Defond devient rédacteur en chef de l'OFI pendant l'Occupation. La commission du 7 mars 1945 décide une suspension de dix ans à dater du 1^{er} septembre 1944 ; une autre commission, le 11 octobre 1945, décide qu'elle sera de dix-huit mois. Manifestement, il s'est passé quelque chose. Plongeons dans les méandres de ce dossier. Dans son questionnaire, Defond divulgue avoir « *fait profiter la France résistante des renseignements confidentiels* » qu'il recevait, en les transmettant à son rédacteur politique, Paul de Meritens. Celui-ci fournit une lettre attestant ces services rendus, et se dit à la « *disposition [de la commission] pour comparaître personnellement devant tout aréopage* ».

Defond a demandé à être entendu par la commission. Le jour dit, il vient avec trois témoins, bien décidés à parler. Parallèlement des documents surgissent. Une lettre-pétition signée par des « *anciens collaborateurs révoqués* » de l'OFI et par des « *membres de la Résistance française* » accuse Defond d'avoir « *toujours suivi avec servilité les consignes des autorités allemandes et du gouvernement de Vichy* ». Parmi les signataires, Gilles Martinet et Basile Teslenko, qui avaient fait partie du petit groupe de résistants ayant libéré le 20 août 1944 le siège de l'OFI (qui allait devenir l'AFP). L'affaire enfle, les documents se succèdent et s'opposent, Martinet dépose, la séance de la commission du 11 octobre 1945 statue. Elle délivre dans ses attendus qu'il « *échoit de tenir compte des services rendus par M. Defond à la Résistance et attestés par des témoignages dignes de foi* ». Dossier clos.

Réponse courroucée

Le 30 juin 1946, l'épuration professionnelle des journalistes est terminée. Institutionnellement, oui. La commission a sanctionné 687 journalistes, soit 8,4% des candidats à la carte. Presque tous ayant exercé avant-guerre, environ 19% des professionnels de 1939 ont été frappés (3). Pour autant, le questionnaire de l'épuration n'est pas rangé dans les tiroirs d'une commission défunte. Notre enquête prend en effet une tournure inédite. En 1946, certains formulaires de demande de carte de journaliste comportent cet encadré en bas de page : « *Le questionnaire pour l'année 1945 répondait à l'ordonnance sur l'épuration de la profession de journaliste. En conséquence, pour toute demande nouvelle non encore enregistrée, les deux questionnaires : celui de 1945 pour épuration et celui-ci doivent être remis.* » En 1947, 1948 et 1949, la même exigence est émise.

En a-t-on fini avec l'Occupation ? En décembre 1950, l'ancienne reporter d'avant-guerre Janine Bouissou-nouse dépose une « *Demande nouvelle de délivrance de la Carte* » pour le millésime 1951. Lui est adressé un formulaire comprenant quelques rapides questions, calquées sur celles de 1945, et réclamant « *toutes attestations et certifications* » sur le « *comportement pendant l'Occupation, en ce qui est de l'épuration* ». Elle se plie à la demande, manifestement courroucée : « *J'ai participé à la Résistance et raconté de quelle façon dans un journal tenu pendant l'Occupation et paru en 1946, chez Gallimard, sous le titre Maison occupée. J'ai été interrogée deux fois à la Gestapo, rue des Saussaies. Mon mari était officier des Forces françaises libres.* »

Le 6 août 1953 est promulguée une loi « portant amnistie ». À la CCIJP, les rets n'ont pas disparu. Au hasard d'un dossier d'une journaliste déposé en 1964, un questionnaire réclame « *un curriculum vitae le plus complet possible, avec activité éventuelle dans la Résistance, services militaires ou de guerre* ».

Refermons les dossiers. Leur étude nous a révélé la singularité rigoureuse de l'épuration dans le monde journalistique, la physionomie disparate d'une profession. La déclaration impétueuse du poète surréaliste Jacques Baron rem-

plissant son dossier en 1945 correspond aussi à l'un de ses visages : « *Je n'ai pas joué de rôle dans la Résistance. Si j'ai rendu service, c'est à titre personnel. Je n'ai pas à m'en vanter et je répugne, par ailleurs, à téléphoner à des amis pour leur demander de témoigner pour moi. Si c'est indispensable, je le ferai.* »

ANNE MATHIEU.

Ordonnance du 30 septembre 1944 relative à la réglementation provisoire de la presse périodique en territoire métropolitain libéré :

Art. 7. Sont ratifiés l'arrêté du secrétaire général provisoire à l'information et les arrêtés des commissaires de la République instituant pour les journalistes une carte provisoire d'identité professionnelle.

Art. 8. À compter du 1^{er} avril 1945, aucun journaliste professionnel, au sens de l'article 1^{er} de la loi du 29 mars 1935, ne pourra participer d'une manière quelconque à la publication d'un journal ou périodique imprimé ou radiodiffusé ou à l'activité d'une agence d'information s'il n'est muni d'une nouvelle carte d'identité professionnelle.

Ordonnance du 2 mars 1945 sur l'épuration de la presse :

« *La commission assurera, dans une large mesure, l'épuration de la profession en refusant de délivrer la carte aux journalistes qui ont collaboré avec l'ennemi. (...)*

Mais il faut prévoir que certains journalistes, de crainte d'un refus, s'abstiendront de solliciter la délivrance de la carte. Il importe pourtant que leur cas soit examiné et que, le cas échéant, des sanctions soient prises à leur rencontre. Ce n'est que dans ces conditions que l'épuration pourra être complète et définitive. »

(3) Selon Christian Delporte, *Les Journalistes en France (1880-1950)*, op. cit.

Calendrier des fêtes nationales

1^{er} - 31 août 2025

1 ^{er} BÉNIN	Fête de l'indépend.
SUISSE	Fête nationale
2 MACÉDOINE DU NORD	Fête nationale
5 BURKINA FASO	Fête de l'indépend.
6 BOLIVIE	Fête de l'indépend.
JAMAÏQUE	Fête de l'indépend.
7 CÔTE D'IVOIRE	Fête de l'indépend.
9 SINGAPOUR	Fête de l'indépend.
10 ÉQUATEUR	Fête de l'indépend.
11 TCHAD	Fête de l'indépend.
14 PAKISTAN	Fête de l'indépend.
15 RÉP. DU CONGO	Fête de l'indépend.
LIECHTENSTEIN	Fête nationale
INDE	Fête de l'indépend.
17 GABON	Fête de l'indépend.
INDONÉSIE	Fête de l'indépend.
19 AFGHANISTAN	Fête de l'indépend.
20 HONGRIE	Fête nationale
24 UKRAINE	Fête de l'indépend.
25 URUGUAY	Fête de l'indépend.
27 MOLDAVIE	Fête de l'indépend.
31 KIRGHIZSTAN	Fête de l'indépend.
MALAISIE	Fête de l'indépend.
TRINITÉ-ET-TOBAGO	Fête de l'indépend.

La céramiste et le maître espion,

Beau comme la rencontre fortuite dans une prison moscovite d'une jeune Hongroise et d'un espion en 1936. Il l'interroge, ils tombent amoureux, puis chacun fuit aux États-Unis pendant que les grandes purges saignent l'URSS. À la manière d'un roman policier dont l'énigme ne serait jamais résolue, les trajectoires d'Eva Stricker et d'Alexandre Orlov tissent la trame d'un siècle de contradictions, entre espoirs et fureur.

PAR SONIA COMBE *

SE seraient-ils reconnus s'ils s'étaient rencontrés cet automne-là à Broadway, tous deux fraîchement débarqués dans le Nouveau Monde quoique par des voies et pour des raisons différentes ? Ils avaient pourtant passé plusieurs nuits ensemble il n'y avait pas si longtemps.

Quitter l'Europe pour les États-Unis en 1938 n'avait été facile ni pour l'une ni pour l'autre. Elle y était parvenue, de Vienne en passant par Londres, grâce à des affidavits, ces documents attestant que vous seriez pris en charge et présenteriez une utilité pour le pays d'accueil. L'un de ses frères était déjà installé à New York et se démenait pour sauver des griffes nazies la famille restée en Autriche. Ils étaient juifs, bien entendu.

Pour lui, les choses s'étaient passées de façon plus rocambolesque : tout d'abord une course contre la montre pour atteindre de Paris le paquebot *SS Montclare*, qui quittait Cherbourg à destination de Montréal, puis l'obtention sous une fausse identité et une fausse fonction d'un visa avant de pénétrer dans le territoire des États-Unis. Une fois la frontière franchie, il allait rejoindre New York, où, comme elle, il pouvait compter sur l'aide de sa famille mais, là encore, pour d'autres raisons et d'une façon encore plus étrange. Il était juif, mais ce n'était pas pour cela qu'il s'enfuyait et, en tout cas, pour autant que l'on sache, cela n'avait joué aucun rôle dans leur relation.

Elle, c'est Eva Stricker. Née à Budapest en 1906, dans une famille assimilée et aisée qui comprend nombre de scientifiques et non des moindres, notamment les frères Karl et Michael Polanyi. C'est une artiste, mais sa mère a insisté pour qu'elle apprenne un métier qui lui permette de gagner sa vie. Elle sera céramiste. Eva se forme à la poterie en Hongrie puis en Allemagne, où, de 1930 à 1932, elle mène une vie de bohème à Berlin tandis que s'y déroulent des combats de rue. Elle loge dans le studio du peintre

L'homme qui fit chanter Staline

ACCUSÉE d'avoir participé à un complot visant à assassiner Joseph Staline, elle sera libérée à l'automne 1937 sous pression de sa famille, des frères Polanyi et de son mari, Alex Weissberg (avant que ce dernier ne tombe à son tour sous le coup d'une accusation). Mais à ses yeux, comme on le verra, ce ne fut pas la seule raison. Ayant fui une Hongrie courbée sous le régime autoritaire du régent Miklós Horthy, les siens ont gagné Vienne, où elle les rejoint. Elle y retrouve aussi son ami d'enfance et sans doute ancien amant Arthur Koestler – Eva est une femme à hommes. On dit, et lui-même le dit, qu'il s'inspira du récit qu'elle lui fit de sa détention en URSS pour rédiger son livre majeur, *Le Zéro et l'Infini*.

Lui, c'est Alexandre Orlov. C'est en tout cas le nom sous lequel il apparaît dans les livres d'histoire, les témoignages ou les récits fictionnels. Car l'homme est devenu une légende. Il signera de ce patronyme son livre sur « L'Histoire secrète des crimes de Staline », publié en avril 1953 (2). Selon les périodes, les missions et les lieux, il s'appellera Lev Lazarevitch Nikolski, Alexander Mikhaïlovitch Orlov, Igor ou Alexandre Berg, William Goldin, sans oublier Koornick et d'autres pseudonymes, mais pour les très initiés, Schwed. Changer d'identité, un jeu d'enfant pour qui a

Emil Nolde, avant de rejoindre à Kharkov/Kharkiv son amant et futur mari, l'ingénieur Alex Weissberg. Alex fait partie de ces scientifiques que l'URSS a attirés pour qu'ils contribuent à son industrialisation. Bien que non communiste, Eva est curieuse de l'expérience soviétique. On lui proposera d'enseigner la fabrication de beaux services à thé, auxquels a droit le prolétariat. Quoi de plus excitant ? Elle ne reviendra de la patrie du socialisme que cinq ans et neuf mois plus tard, dont un an et quatre mois passés en prison.

Son arrestation eut lieu comme d'habitude à l'heure du laitier, un beau jour de mai 1936 à Moscou. Elle la relate ainsi dans ses *Mémoires d'une prison soviétique* (1) rédigés à la fin de sa vie pour en laisser une trace à ses enfants :

« Écoute, il y a des gens ici qui veulent te voir. Je regardai alentour et vis une femme et, il me semble, le concierge de l'immeuble.

– Que veulent-ils ?

– Oh, ils veulent te parler. »

Mais lorsque je découvris qu'ils voulaient fouiller l'appartement, je fus contrariée. Il ne me vint pas à l'esprit que j'avais pu faire quelque chose de mal. Un malentendu, sans doute. (...) Tout à coup, plusieurs hommes se trouvaient dans la pièce. (...) Ils trouvèrent également la photo d'un revolver, un agrandissement que j'avais fait quand j'avais acheté mon bel appareil photo. C'était la mode, à l'époque, de faire des agrandissements partiels d'objets pour les faire ressembler à autre chose. (...) Ils n'étaient pas grossiers. Ils étaient même très polis. Au bout d'un moment, ils dirent « Bon, il va falloir venir avec nous ». Ils me montrèrent une feuille de papier, l'ordre de m'arrêter. Y figurait « Arrestation d'Eva Alexandrovna Stricker ». »

été formé par des services de renseignement. Ce qui est son cas. En l'occurrence, le NKVD, qui deviendra plus tard le KGB.

Dans la vraie vie, Lev Lazarevitch Feldbine est né le 21 août 1895 à Bobrouïsk, petite ville de Biélorussie. À l'âge de 20 ans, il part étudier le droit à Moscou. Enrôlé dans l'armée du tsar au cours de la première guerre mondiale, il rejoint les bolcheviks en 1917 et change de nom. Nikolski sonnerait « moins juif ». Il épouse Maria, membre du Parti communiste ukrainien depuis l'âge de 16 ans. En 1923 naît leur fille, Vera. Lorsqu'on lui propose de s'expatrier pour s'occuper du commerce extérieur (une couverture pour les agents), Maria et lui saisissent l'occasion de voir du pays. À partir d'août 1926, ils vivront essentiellement à l'étranger. Tout d'abord à Paris, où ils passent dix-sept mois, puis à Berlin, où il travaille à l'ambassade d'URSS pendant plus de deux ans. En 1932, il fait, seul, un premier séjour aux États-Unis de deux mois, en profite pour apprendre l'anglais et retrouver de la famille. D'avril à juillet 1933, il est à Vienne, puis à Londres, où il aurait contribué au recrutement des fameux « cinq de Cambridge », dont Kim Philby, ces citoyens britanniques de bonne famille qui ont espionné pour le compte de l'URSS. S'il demeure à l'étranger, c'est aussi en raison de la santé de Vera. À l'âge de 3 ans, la fillette a contracté une maladie mieux soignée en

Europe occidentale. Il ne rentrera à Moscou qu'en octobre 1935 pour en repartir en septembre de l'année suivante, et ne plus jamais y revenir. Entre-temps, il a occupé le poste d'instructeur du NKVD.

C'est à cette période que les destins d'Eva Stricker et d'Alexandre Orlov – qui n'est pas encore « Orlov » – se croisent dans ce qu'on aime appeler les « sous-sols », en l'occurrence le bureau de celui qu'Eva nommera Nikoultsev, situé dans le « Bolchoï Dom ». (À Leningrad, où elle a été transférée, c'est le nom de la prison équivalant à la Loubianka à Moscou.) « La première fois que je fus appelée, se souvient-elle, je fus emmenée dans un grand bureau élégant où se trouvait M. Nikoultsev, qui me parla en allemand. Il était très calme et gentil. Il n'était en rien mielleux, il ne jouait pas un jeu de dupes. Je crois qu'il commença à me demander qui étaient mes amis. Je l'ai vu tous les jours pendant environ une semaine, tard dans la soirée. Vers minuit, il faisait apporter du thé et habituellement un sandwich au fromage et du caviar. »

À l'issue de ces nuits d'interrogatoire, Nikoultsev sera convaincu de son innocence. Il faut comprendre, comme elle l'admettra plus tard, que sa culpabilité était somme toute plausible. Outre la photo du revolver, avaient été trouvées dans sa chambre, louée à un communiste hongrois, deux véritables armes de poing dont elle ignorait l'existence. Lorsqu'elle rencontrera son logeur bien après la guerre, Hevesi Gyula est entre-temps devenu membre de l'Académie des sciences de Hongrie et du Comité central du Parti communiste hongrois. Il lui confirmera que ces vieux revolvers, conservés comme souvenirs, lui avaient bel et bien appartenu. Ils devisèrent alors sur le passé autour d'une tasse de thé dans sa belle maison aux environs de Budapest.

« Je suis vraiment désolée [avait dit Eva] de vous avoir causé ces problèmes avec les revolvers.

– Oh, ma chère, je vous en prie, dit-il d'un ton rassurant, des neuf années que j'ai passées dans la prison du NKVD, les revolvers ne sont à l'origine que de deux. » Ainsi, nous étions en train de nous excuser poliment l'un envers l'autre autour d'un thé élégant, chacun disant à l'autre « Je vous en prie, je vous en prie ». »

Neuf ans d'emprisonnement, une bagatelle, comme un rite de passage en Union soviétique dans ces années-là. La période au cours de laquelle Eva et Nikoultsev prennent leur thé sort des clous. Nous sommes à l'été 1936, un an et demi après l'assassinat de Sergueï Kirov, le premier secrétaire du Parti à Leningrad, dont on s'accorde à dire qu'il fut le déclencheur de la terreur exercée à l'intérieur du Parti. À ce moment se déroule le premier procès de ce qu'on appellera les « grandes purges », à l'issue duquel Lev Kamenev et Grigori Zinoviev, deux bolcheviks de la première heure, seront condamnés et exécutés à peine la sentence prononcée. Méfiant, rancunier et sans pitié, Staline n'est pas encore tout à fait l'individu paranoïaque qu'il devint après la guerre. Il a alors de bonnes raisons de se sentir menacé. Le pays va mal, la marche forcée du premier plan quinquennal (1928-1932) s'est faite au détriment d'un peuple dont l'élan révolutionnaire a été douché ; la guerre contre les paysans, dont l'acmé fut l'effroyable famine en Ukraine et dans le Kouban en 1933, n'a pas fait l'assentiment de tous, y compris parmi les bolcheviks. Et puis il y a certainement dans l'URSS des années 1930 des espions étrangers (pourquoi l'Occident n'en aurait-il pas envoyés ?) ou des Russes « blancs » qui espèrent toujours prendre leur revanche, sans compter, pour autant qu'ils n'aient pas été déjà « liquidés », des opposants, trotskistes ou pas. Ceux qui ont foi en Staline savent l'URSS en danger. Nikoultsev est probablement de ceux-là. Eva aurait bien pu faire partie d'un complot. Ce qui semble aujourd'hui totalement irrationnel pouvait ne pas l'être à l'époque.

Mais que Nikoultsev soit convaincu de l'innocence d'Eva ne suffit pas. Elle passera devant une commission où elle appren-

dra le nom de son accusateur. Un certain Bykhovski, un ingénieur technique avec lequel elle avait travaillé à la fabrique de porcelaine Lomonossov lorsqu'elle était à Leningrad. Était-ce pour la sauver ? On lui suggère de dire qu'elle aurait refusé ses avances. Il aurait alors voulu lui faire du tort, ce qu'elle nie. Nikoultsev, d'ailleurs, ne lui suggère pas de mentir. Il lui conseille de ne pas citer de noms, dont celui d'un certain Jascha, un haut gradé du NKVD dont elle lui confie qu'il fut son amant, mais qui entre-temps est tombé en disgrâce sans qu'elle s'en doute : « Ne mélanguez pas cela avec vos problèmes, cela vaudra mieux pour vous. » Apparemment, leurs rencontres ont pris un tour intime. Le gardien de prison qui la accompagne après les interrogatoires s'en souviendra plus tard.

Un soir, Nikoultsev la prévient : il doit prendre le train et rentrer au Kremlin.

« Pourquoi ne prenez-vous pas un billet aussi pour moi ? », demandai-je. Il ne répondit pas (...) et demanda ce qu'il pouvait faire pour moi. Je lui dis que j'étais allergique à l'eau froide et il ordonna que l'on me donne de l'eau chaude chaque jour pour ma toilette. Puis il me donna un journal et me dit : « Il vous faudra avoir les nerfs solides. » Nikoultsev m'abandonna. J'étais là, avec l'eau chaude et le journal. »

Nikoultsev fait alors partie, selon ses dires, que confirment les archives du NKVD (3), du cercle rapproché de Staline. Lequel lui confie une mission de toute première importance : l'Espagne républicaine en pleine guerre civile. Désormais il sera Alexandre Orlov. Maria et lui reçoivent des passeports à ce nom. Elle aussi est membre du NKVD. Dans ses souvenirs livrés à celui qui sera plus tard son officier traitant du Federal Bureau of Investigation (FBI) et son biographe, Edward Gazur (4), il aurait eu pour mission le transfert de l'or espagnol vers l'URSS. L'Espagne ne reverra jamais cet or prétendument mis à l'abri des franquistes à Moscou. Les basses besognes, l'élimination des anarchistes et membres du POUM (5), ordonnées par Staline, n'auraient pas été de son ressort. Il nie avoir participé à l'assassinat particulièrement atroce du fondateur du POUM, Andreu Nin, le 20 juin 1937, contrairement à ce que son dossier dans les archives du NKVD laisse entendre. Il nie de même sa participation aux autres assassinats : celui de l'agent du NKVD en passe de dénoncer Staline, Ignace Reiss, le 4 septembre 1937 à Lausanne ; celui, fort probable, du fils de Léon Trotski, Lev Sedov, le 16 février 1938 à Paris, et celui de l'ami de ce dernier, Rudolf Klement, dont le corps démembré a été découvert dans la Seine le 12 juillet 1938.

Certes, à ces dates-là, Orlov vit en principe en Espagne, mais se rendre en France ne devait guère poser de problèmes. Il est d'ailleurs hospitalisé à Paris à la suite d'un accident de voiture en Espagne, en février 1937, où il reçoit des nouvelles peu rassurantes sur Moscou qui bruit de rumeurs de trahison. Les doutes qu'il avait commencé à nourrir à la condamnation de Kamenev et Zinoviev se renforcent. Il constate que des officiers du NKVD invités à rentrer à Moscou n'en reviennent pas. Exécutés, comme plus tard le journaliste Mikhaïl Koltsov, qui couvrait la guerre d'Espagne pour la *Pravda* et dont on trouve le portrait dans *Pour qui sonne le glas*, d'Ernest Hemingway, un livre qu'apprécie Orlov. Il sent l'étai se resserrer autour de lui, renforce sa garde rapprochée et met Maria et Vera à l'abri à Amélie-les-Bains, une localité proche de la frontière espagnole.

Le 22 juin 1938, il reçoit un câble du NKVD : il doit se rendre à Anvers pour prendre le bateau soviétique *Svir* le 13 ou le 14 juillet. Il sait que c'est un piège. Il

n'a jamais entretenu de bons rapports avec Nikolai Lejov, le chef suprême du NKVD, celui qui dirigea les « purges ». Le 13 juillet au matin, faisant mine d'obtempérer, Orlov, sa femme et sa fille arrivent par le train de nuit à Paris. Maria va prendre l'argent déposé en banque, des sommes importantes car tous deux, dira-t-il, reçoivent des salaires élevés comme agents. (Il sera dit plus tard qu'il a aussi puisé dans la caisse de la délégation soviétique à Barcelone.) Lui se rend à l'ambassade du Canada et demande des visas en tant que diplomate soviétique. S'il choisit ce pays, c'est parce que le Canada n'a pas établi de relations avec l'URSS, contrairement aux États-Unis, qui l'ont fait en 1933 et dont l'ambassade à Paris aurait pu vérifier s'il appartenait bien au corps diplomatique en fonction à Washington. Coup de chance inespéré, ils trouvent des places sur un bateau en partance le jour même de Cherbourg pour Montréal. Par mesure de précaution, pour le cas où le NKVD aurait appris leur destination, ils descendent à Québec. À peine arrivés, Orlov contacte son cousin de New York, Nathan Koornick : il doit se rendre à Paris et poster deux lettres, l'une à Staline, l'autre à Lejov, pour laisser croire qu'il se cache en France. Il prévient qu'une copie des crimes de Staline, dont il connaîtrait le détail d'un passé sulfureux (6), de même que la liste de tous les agents soviétiques à l'étranger sont dans un coffre et sous la surveillance d'un avocat qui rendra les documents publics s'il lui arrive quoi que ce soit, à lui ou à un membre de sa famille restée à Moscou. Nathan s'exécute et part pour Paris. De leur côté, Orlov, Maria et Vera passent aux États-Unis.

Ils arrivent à New York à peu près au même moment qu'Eva Stricker, désormais épouse Zeisel, mais à partir de là les destins de la réfugiée et du transfuge vont diverger radicalement.



ANDRÉ STEINER. – « Masque moderne en céramique », vers 1938

Signe d'une insertion rapide aux États-Unis, Eva enseigne dès 1939 au Pratt Institute, célèbre institut d'arts appliqués, et entame une carrière prestigieuse. La mère avait bien vu : les œuvres de sa fille sont aujourd'hui conservées dans les collections du Museum of Modern Art de New York, ainsi qu'au Metropolitan Museum of Art. Connue pour ses créations en céramique, elle explore d'autres matériaux, toujours à

(1) Eva Zeisel, *A Soviet Prison Memoir*, compiled by Jean Richards and Brent C. Brolin, Brent C. Brolin Amazon Fulfillment, 2012. Traduit bénévolement par Elisabeth Huffer, le livre a été partiellement publié dans la revue *Mémoires en jeu*, n° 9, Mons-en-Barœul, 2019.

(2) Alexander Orlov, *The Secret History of Stalin's Crimes*, Random House, New York, 1953.

(3) John Costello et Oleg Tsarev, *Deadly Illusions*, Century, Londres, 1993. Le dossier d'Orlov a pu être consulté à la brève ouverture des archives durant la présidence de Boris Eltsine.

(4) Edward Gazur, *Alexander Orlov : The FBI's KGB General*, Carroll and Graf Publishers, New York, 2002.

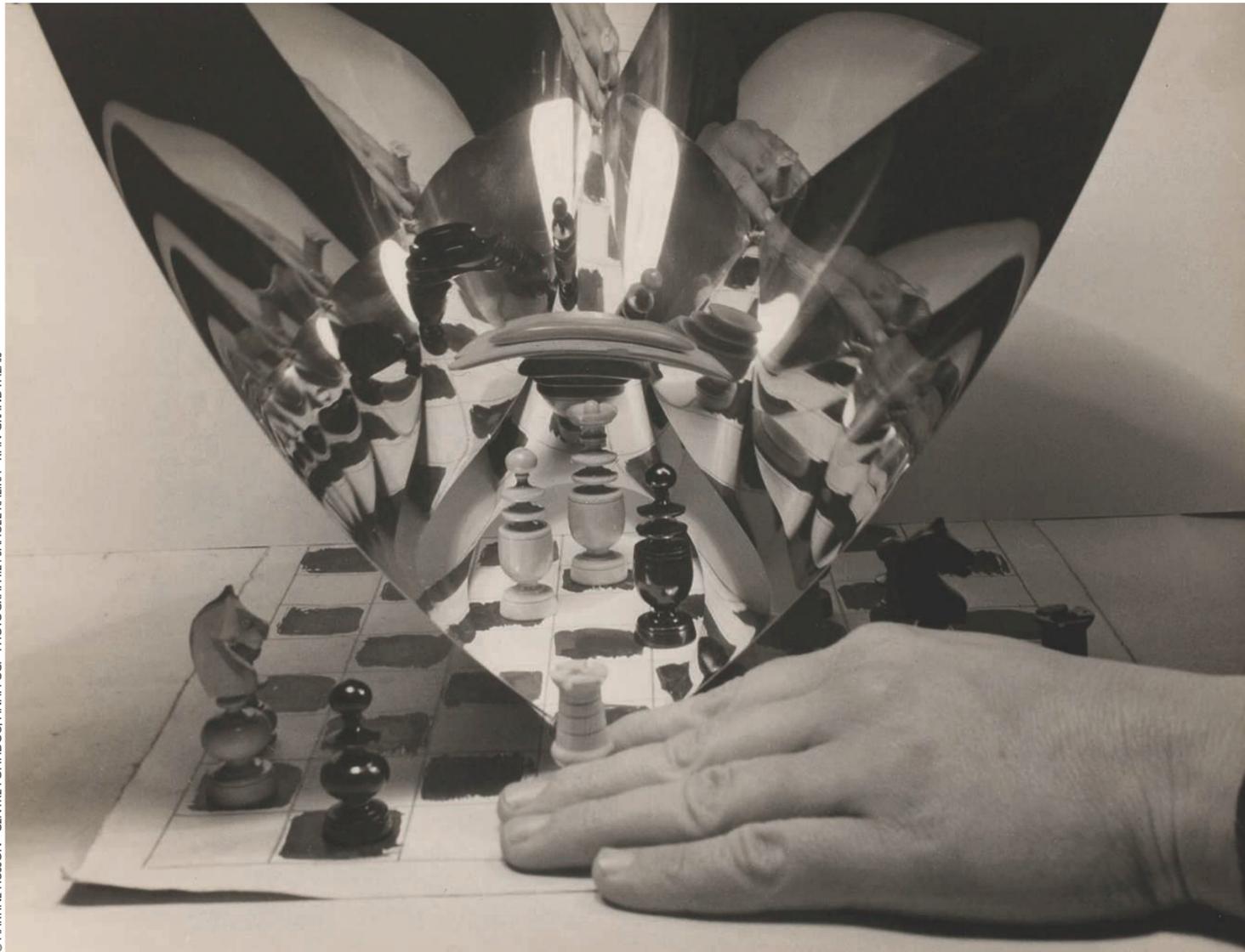
(5) Parti ouvrier d'unification marxiste, fondé en 1935. Son fondateur, Andreu Nin, avait un temps été proche de Léon Trotski.

(6) Avant 1917, Staline aurait espionné pour le compte de la police tsariste en échange d'une libération anticipée. Cf. Jean-Jacques Marie, *La Guerre des Russes blancs, 1917-1920*, Tallandier, Paris, 2017.

* Historienne. Auteure de *La Loyauté à tout prix. Les floutés du « socialisme réel »*, Le Bord de l'eau, Bordeaux, 2019.

À NEW YORK

une aventure au temps des purges



ANDRÉ STEINER. – « Anamorphose - Échiquier et reflet », vers 1938

la recherche de la rencontre du beau et de l'utile ainsi qu'elle avait été invitée à l'enseigner en Union soviétique.

De ses succès Orlov n'eut vraisemblablement aucun écho. Tandis que le talent d'Eva se révèle au grand jour, lui recherche l'ombre. Il quitte très vite New York et, par peur de représailles, décide que sa présence aux États-Unis doit rester secrète. Un autre cousin va le mettre en relation avec John Finerty, un avocat qui travaille dans la commission Dewey, laquelle s'est constituée en défense de Trotski en 1937. Lui seul saura comment le contacter. Une fois assuré que le cousin Nathan a accompli sa mission, Orlov rompt tout lien avec sa famille. C'est par elle que le NKVD pourrait le localiser. Outre les lettres à Staline et à Iejov, il dit en avoir envoyé une autre à Trotski. La mort de Sedov l'aurait intrigué. Le fils de l'ennemi juré de Staline serait décédé d'une banale appendicite dans une clinique fréquentée par les officiels soviétiques et où lui-même avait été soigné après son accident ? Dans le dossier d'Orlov se trouve ce qui peut être la trace de son implication dans la préparation d'un attentat contre Trotski. En Espagne, il aurait été en relation avec Caridad, son instigatrice et mère du futur assassin, Ramón Mercader. Quoi qu'il en soit, il tente de prévenir Trotski que le NKVD a placé un de ses agents dans son entourage à Mexico. L'avertissement arrivera

par des chemins détournés. Trotski, qui ne cessait de recevoir des fausses nouvelles, n'en tint pas compte. Il sera assassiné le 20 août 1940.

Dès lors, aussi étrange – nombreux diront suspect – que cela paraisse, Orlov passera quinze ans sous les radars du FBI comme sous ceux du NKVD/KGB, grâce à des changements incessants de ville, de domicile comme d'identité. Le transfuge Walter Krivitzky, qui, contrairement à lui, avait contacté le FBI lors de sa défection et publié un livre, sera retrouvé « suicidé » dans une chambre d'hôtel à New York en 1941 (7). Les Orlov vivent isolés, ne créent de liens avec personne, suivent l'actualité et sont effondrés à l'annonce du pacte germano-soviétique d'août 1939, voient *Ninotchka*, d'Ernst Lubitsch, et éclatent de rire dans la salle de cinéma. Ils feront l'éducation de leur fille à la maison. La mettre dans une école aurait pu aider à les démasquer. Vera mourra en juillet 1940, sa maladie n'a pu être vaincue. Toujours plus replié sur lui-même, le couple affrontera des difficultés financières. Des petits jobs de traduction aident à survivre. Jusqu'à la publication de son ouvrage « L'Histoire secrète des crimes de Staline », en avril 1953, un mois après la mort du dirigeant soviétique, et des bonnes feuilles parues dans *Life Magazine*, ils se contenteront de corn flakes. Tel est le récit qu'Orlov livrera à Gazur.

la commission d'enquête du Sénat américain devant laquelle il passe en 1955 que ces derniers n'aient déjà su. Philby, démasqué en 1963, reconnaît dans ses Mémoires qu'Orlov ne l'a pas dénoncé (10). Signe de loyauté vis-à-vis de « ses » recrues ? On peut se demander à quoi sert un agent privé de terrain d'intervention, une taupe qu'on laisserait dormir pendant quinze ans...

Mais alors de quoi Orlov serait-il le nom ?

Il incarne le spectre le plus redoutable, et qui revient hanter la presse depuis peu : celui de l'espion soviétique. Les agents occidentaux seraient davantage perçus comme des héros ou, au pire, des aventuriers. Ainsi, dans le film de la série des James Bond *Octopussy* (1983), Orlov campe-t-il un général soviétique cruel et corrompu. Pourtant, n'étant pas en URSS pendant la terrible année 1937, Orlov n'avait guère pu prendre part aux purges. Bien entendu, il y

avait aussi fort à faire en dehors du pays et, surtout, en Espagne.

Qu'il ait dirigé le NKVD dans ce pays fait d'Orlov le coupable idéal de la tragédie républicaine et il ne fait aucun doute qu'il y participa. Mais on s'appuie souvent sur les mêmes sources, dont plusieurs demanderaient à être creusées : il aurait pu faire écran à son second, Leonid Eitingon, dont les doutes ne traversèrent jamais l'esprit et qui, lui, passe davantage sous les radars des chasseurs d'espions (11). Contrairement à ce dernier, Orlov aurait eu plutôt tendance à freiner les exécutions, et il confiait à d'autres les interrogatoires musclés. Quand on le trouve cité dans des Mémoires de brigadistes (12), Orlov est surtout un homme confortablement installé dans la résidence soviétique à Barcelone, non sur le front. D'ailleurs, il le reconnaît. Vivant à l'étranger, il avait pris des habitudes de luxe. Un tueur à distance ?

Des documents, et non des moindres, manquent, des recherches sont encore nécessaires pour comprendre la psyché de l'agent soviétique dont Nikoultsev-Nikolski-Orlov pourrait avoir été le prototype. Mais en attendant, les Mémoires d'Eva Stricker-Zeisel livrent une facette méconnue du personnage : « Il me paraissait être un homme bien, quelqu'un de correct. Je me demande s'il a été fusillé. Il était trop bien pour ne pas être fusillé. J'ai souvent pensé à lui », écrit-elle, loin de se douter, au moment où elle rédige ces lignes, qu'il pouvait se trouver à quelques blocs de distance d'elle, dans l'Upper West Side de New York où elle résidait.

Avant d'entreprendre la rédaction de ses Mémoires, Eva s'était rendue à la bibliothèque publique de New York. Là, elle était tombée sur le livre d'Orlov, dans lequel elle allait trouver le nom de son accusateur, Bykhovski. Poursuivant les recherches de sa mère, sa fille Jean Richards était entrée en contact avec Gazur. Eva Stricker ? Oui, Gazur la connaissait... Orlov lui en avait parlé. Trente-cinq ans plus tard, il se souvenait encore combien elle était attirante, une artiste du genre bohème. Il s'était préoccupé de son sort alors qu'il était en Espagne. Il savait qu'elle avait été sauvée. Était-il intervenu en sa faveur auprès de Staline ? Eva en est certaine. Sa fille aussi. Elle lui devait la vie.

Autour d'un verre, les deux hommes se laissent aller à des confidences. Orlov avait parlé d'Eva de telle sorte que Gazur avait compris qu'ils étaient tombés amoureux l'un de l'autre au cours de ces nuits d'interrogatoire. Est-ce la raison pour laquelle Eva défendit toute sa vie l'Union soviétique, estimant qu'il fallait comprendre que le jeune État avait dû se défendre ? Jusqu'à sa disparition, Eva reprochera à son ancien amant, Koestler, son anticommunisme...

Ils ne devaient jamais se revoir. Orlov mourut en 1973, d'une mort suspecte selon Gazur, tandis qu'Eva disparut à l'âge de 105 ans en 2011.

SONIA COMBE.

(7) Walter Krivitzky, *J'étais l'agent de Staline*, Champ libre, Paris, 1979.

(8) Anatoli et Pavel Soudoplatov, *Missions spéciales. Mémoires du maître-espion soviétique*, Seuil, Paris, 1994.

(9) Boris Volodarsky, *Stalin's Agent : The Life and Death of Alexander Orlov*, Oxford University Press, 2014.

(10) Kim Philby, *My Silent War*, Panther Book Ltd, Londres, 1969.

(11) Sa parente, Mary-Kay Wilmers, rédactrice en chef de la *London Review of Books*, en fit un portrait peu amène dans son livre *Nous les Eitingon*, Liana Levi, Paris, 2013. Sur Leonid Eitingon, également connu sous le prénom Naum, cf. Edvard Sharapov, « Naum Eitingon. L'épée punitive de Staline », paru en 2003 uniquement en russe : *Naum Eitingon – karaiš fji meč Stalina*, éditions Neba, Saint-Petersbourg.

(12) Par exemple, Hubert von Ranke, manuscrit non publié, archives de l'Institut für Zeitgeschichte, Munich, et Alexandre Thabor, *Les Aventures extraordinaires d'un juif révolutionnaire*, Temps présent, Paris, 2020.

Psyché de l'agent de Moscou

DÉSORMAIS personnage public, Orlov n'en continue pas moins à brouiller les pistes. La peur ne l'a pas quitté. Lorsque, des années plus tard, en 1969, un membre de la délégation soviétique à l'Organisation des Nations unies le retrouve et l'invite à rentrer en URSS, c'est revolver au poing que Maria l'accueille. (La version du revolver sera contestée, mais non toutes les précautions prises pour le rencontrer.) Maria, « la meilleure garde du corps de son mari », écrira Gazur. À en croire son dossier, Lavrenti Beria, qui avait succédé à Iejov à la tête du NKVD, avait fait passer la consigne de Staline : ne pas rechercher Orlov.

À ce sujet, les explications divergent. On peut penser, comme tendrait à le prouver son dossier, que la menace d'Orlov a fonctionné. Un dossier d'archives peut être source de désinformation, mais un responsable important des services de renseignement soviétiques comme Pavel Soudoplatov (8) a confirmé l'existence de cette consigne. On peut au contraire suivre l'historien militaire britannique, émigré d'URSS, Boris Volodarsky, auteur du livre le plus récent sur Orlov (9). Selon lui, il se serait donné de l'importance et n'aurait jamais été un transfuge. Fuyant pour sauver sa peau, il serait resté au service de l'URSS. La preuve, il n'aurait rien dit au FBI et à

Nouveau hors-série

Courrier international
Hors-série Août septembre 2025

Atlas des ressources

Eau, sable, minerais... Nous dévorons nos ressources, au risque d'épuiser la planète et de provoquer de nouveaux conflits. Décryptage en cartes et en infographies.

Courrier international

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



LITTÉRATURES

Divergences des espoirs

Une fratrie
de Brigitte Reimann

Traduit de l'allemand par Françoise Toraille,
Métailié, Paris, 2025, 182 pages, 20,50 euros.

BRIGITTE Reimann fut une étoile filante de la littérature est-allemande. Disparue à 39 ans, en 1973, elle laisse une œuvre quasi inconnue en France. Pourtant son premier roman, *Une fratrie*, qui suscita polémiques et enthousiasme dans les deux Allemagnes dès sa publication en 1963, est devenu un classique. Au même titre que *Le Ciel divisé*, de Christa Wolf, un premier roman aussi, paru à peu près en même temps et au sujet comparable.



À l'époque où se situe *Une fratrie*, un peu avant l'érection du Mur en août 1961, il est encore possible de franchir la frontière Est-Ouest à Berlin, même si c'est un délit. Ulrich, le frère d'Elisabeth la narratrice, s'apprête à le faire, suivant l'exemple de leur aîné. Elisabeth a deux jours pour l'en dissuader. Parce qu'elle l'aime, d'un amour fraternel ardent, et ne veut pas revivre une seconde fois dans sa chair *« l'Allemagne divisée »*, mais aussi parce qu'elle refuse de croire que le socialisme n'est une belle cause que *« tant qu'on ne l'a pas dans son propre pays »*. Brillant ingénieur naval, Ulrich a été mis au placard : jugé peu fiable, il n'a pas obtenu le sésame – la carte du Parti. Elisabeth s'en sort mieux : ingénieure et peintre, elle anime un atelier pour les ouvriers d'un Kombinat qu'elle doit initier à la pratique artistique – une mission officielle à laquelle Reimann a elle-même participé en tant qu'écrivaine. Mais l'autorité de cette fille de 24 ans n'est pas toujours bien acceptée par des militants communistes de la première heure, qui voient en elle une *« pimbeche petite-bourgeoise »*. De son côté, Elisabeth, dont le père était critique d'art avant la guerre, renâcle à promouvoir et appliquer dans ses propres œuvres les critères du réalisme socialiste, la nouvelle politique culturelle.

Le débat passionné entre le frère et la sœur – *« Est-ce que tu as ce qu'on appelle une conviction ? Non »,* répond Ulrich. *Et c'est pour ça que je m'en vais »* –, les affrontements d'Elisabeth avec sa hiérarchie ou ses collègues, ses discussions avec son fiancé, parfait produit du système, donnent lieu à des dialogues d'une véacité, d'une vivacité et d'une acuité saisissantes. L'écriture légère et directe de la romancière, sa sincérité, sa finesse psychologique, son humour, rendent passionnante cette radiographie d'une jeunesse est-allemande cultivée et exigeante, en proie au doute, tiraillée entre sa foi en un idéal et les difficultés de sa mise en œuvre. Et qui revendique *« le droit de demander "pourquoi" quand une cause nous semble obscure, une phrase discutable, une autorité douteuse »*.

Ulrich renoncera à partir, du moins pour un temps. La morale officielle est sauve, ce qui explique sans doute que la Stasi ait autorisé la publication d'un livre aussi lucide et franc – au prix de quelques passages censurés tout de même, notamment les discussions sur l'art. C'est la découverte en 2021 du manuscrit original qui a permis que soit enfin publié le texte intégral de ce livre majeur. Son grand roman, inachevé, *Franziska Linkerhand*, naguère publié par les éditions De l'incidence, n'est plus disponible. On espère avec force qu'il sera réédité.

DOMINIQUE AUTRAND.

AFRIQUE

BARBARIE NUMÉRIQUE. Une autre histoire du monde connecté. – Fabien Lebrun
L'Échappée, Paris, 2024, 432 pages, 22 euros.

Alors qu'un sommet sur l'intelligence artificielle se tenait en février dernier à Paris, les combats se sont intensifiés dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Le travail du chercheur Fabien Lebrun permet de comprendre que ce n'est pas une coïncidence : pas de révolution numérique sans les métaux rares congolais. L'auteur replace dans un temps long le pillage des richesses du pays, évoquant la traite négrière, l'appropriation des terres par le roi des Belges Léopold II, le travail forcé et la dictature de Joseph Mobutu Sese Seko. L'hévéa, transformé en pneus, a participé au développement de l'industrie automobile ; le cobalt, le coltan, le cuivre et le lithium sont à la base des ordinateurs, des téléphones portables et des voitures électriques. L'extractivisme est indispensable à la mondialisation du capitalisme. La face cachée de la dématérialisation : une guerre aux millions de victimes, attisée par les pays frontaliers et les multinationales du numérique.

PHILIPPE BAQUÉ

AMÉRIQUES

REQUIEM POUR UN EMPIRE. Les États-Unis et le piège afghan, 2001-2021. – John Christopher Barry

Éditions du Cerf, Paris, 2024,
320 pages, 22 euros.

« Pourquoi nous haïssent-ils ? » La question posée par l'ancien président George Bush senior au lendemain du 11-Septembre sert de fil rouge à cette chronique de la coalition en Afghanistan, faux nez selon lui de l'impérialisme américain, que signe un spécialiste américain du fait militaire, installé en France. Tirant parti d'un voyage d'observation organisé par l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) en 2010, il dévoile, sous les professions de foi humanitaires et démocratiques, les rouages d'une bureaucratie martiale absurde, inspirée des entreprises coloniales. Bombardements de civils, raids nocturnes, arrestations arbitraires, torture et assassinats plus ou moins ciblés : telles auraient été les méthodes de la bataille pour les cœurs et les esprits. L'auteur restitue le quotidien d'une armée de sous-traitants et d'intérimaires, retranchée dans ses forteresses climatisées, engloutissant des sommes équivalentes, en dollars constants, au plan Marshall, au profit des industriels de la défense, tandis que les populations afghane et américaine subissent chacune à leur manière le naufrage économique et moral d'une « pax americana » à bout de souffle.

MARTIN BARNAY

ASIE

DES FANTÔMES. Dépêches du Cambodge. – Tiziano Terzani

Éditions Intervalles, Paris, 2025,
240 pages, 23 euros.

Tiziano Terzani (1938-2004) a couvert l'Asie pendant près de trente ans pour *Der Spiegel* et divers journaux italiens. Sont réunis pour la première fois en français ses articles concernant le Cambodge, agrémentés d'extraits d'interviews et de télex. Ils ont été rédigés entre 1973 et 1996, journalisme de terrain, émaillé de reportages et d'analyses sur la guerre civile (1970-1975), la mise sous cloche du pays par le Parti communiste du Kampuchéa (1975-1979), l'occupation vietnamienne (1979-1989) puis la tutelle des Nations unies (1991-1993). Près de deux décennies de guerre marquant aussi l'itinéraire d'une désillusion idéologique pour Terzani. Lui qui, optimiste, s'empressa de rejoindre la ville de Poipet au printemps 1975 « pour voir la révolution » à l'arrivée des Khmers rouges rédigea dix ans plus tard un article titré : « Nous nous sommes trompés ». De riches entretiens avec le « roi-dieu-père » Norodom Sihanouk, déchu en 1970, et Ieng Sary, vice-premier ministre sous Pol Pot, complètent l'ensemble.

ROBINSON JOUSNI

EUROPE

QUE FAIRE DE L'UNION EUROPÉENNE ? – Aurélien Bernier

Éditions de l'Atelier, Ivry-sur-Seine,
2025, 154 pages, 16 euros.

La construction communautaire a concrétisé un supranationalisme juridique – mis au jour par la campagne en vue du référendum du 29 mai 2005 –, aujourd'hui consacré en droit français. Cette histoire, en grande partie souterraine, a façonné un impensé, y compris chez les partisans de la rupture : comment sortir du carcan normatif imposé par les traités communautaires ? Dans cet essai d'une grande clarté, Aurélien Bernier appelle les « forces progressistes » à se saisir de cette interrogation, indispensable à tout projet de transformation écologique et sociale. Sans faire l'économie des (nombreuses) impasses auxquelles peut conduire un chantier d'une telle ampleur, insistant sur la fragilité des propositions programmatiques de la gauche fondées sur la désobéissance, il passe en revue les leviers concrets qu'offre l'ordre juridique français ainsi que leur potentiel émancipateur. Et une fois cette souveraineté recouvrée, pourquoi ne pas imaginer un avenir – désirable – de coopérations interétatiques ?

ZÉLIE HARSCOUËT

PROCHE-ORIENT

LE LIBAN EN GUERRE. De 1975 à nos jours. – Dima de Clerk et Stéphane Malsagne
Gallimard, Paris, 2025, 608 pages, 11,10 euros.

Cette nouvelle édition (en poche), enrichie et mise à jour, répond, en revisitant la période 1975-1990, à la nécessité de fournir des clés historiques pour comprendre la complexité actuelle de la crise libanaise. Les événements postérieurs à 1990, fin officielle de la guerre civile, montrent que celle-ci n'a jamais réellement cessé. La guerre du Liban n'est pas seulement un conflit périphérique de la guerre froide, mais aussi un épisode-clé de la question palestinienne. Depuis 2019, crises et drames se sont succédé pour culminer dans une opération militaire d'une ampleur inédite lancée par Israël. Aujourd'hui, bien que très affaibli, le Hezbollah, qui formait un État dans l'État, reste en place. La question de l'édification d'un État libanais moderne et souverain capable de dépasser les intérêts communautaires et de renouveler une classe politique corrompue demeure toujours brûlante.

EUGÈNE BERG

2011 AU MIROIR DE 1956. Pourquoi avons-nous échoué là où ils ont réussi ? – Baccar Gherib

Nirvana, Tunis, 2024,
151 pages, 11 euros.

Baccar Gherib, professeur d'économie politique et syndicaliste au sein de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), compare deux moments révolutionnaires, la libération nationale de 1956 et le début des révoltes sociales de la fin 2010. Les élites de 2011, pour beaucoup issues de la classe moyenne supérieure, choisissent *« l'éclipse de la question sociale au profit des questions démocratiques et sociétales »*. Les logiques partisans, l'éclatement des forces politiques et les manquements institutionnels, y compris de l'UGTT, vont reproduire un « capitalisme de copinage ». Si la « transition démocratique » a pour l'heure échoué, c'est surtout pour n'avoir pas répondu aux aspirations, dignité et liberté, des diplômés chômeurs et de la jeunesse des quartiers populaires. À partir de 1956, 20% du budget de l'État en moyenne fut consacré à la scolarisation (pendant cinq ans), se mirent en place des programmes de santé publique, le très progressiste code du statut personnel fut promulgué, et ce malgré la porte ouverte au parti unique et à l'autoritarisme.

LÉONARD SOMPAIRAC

PRISONNIÈRE À TÉHÉRAN. – Fariba Adelkhah

Seuil, Paris, 2024, 256 pages, 19,50 euros.

Incarcérée par deux fois à la prison d'Evin, en Iran, la chercheuse franco-iranienne Fariba Adelkhah n'a cessé de défendre la liberté scientifique. C'est donc en sa qualité d'anthropologue qu'elle conduit le récit de sa captivité sans jamais se situer en surplomb de ses codétenues, toutes prisonnières politiques, défendant des causes diverses (moudjahidins du peuple, royalistes, militantes de gauche ou de la cause environnementale...). Tout en montrant la triple dépendance (à l'institution juridique, au personnel pénitentiaire et à la famille) de cette « petite communauté séquestrée et recroquevillée sur elle-même », elle peint un monde carcéral ouvert sur l'extérieur et traversé de paradoxes. Ainsi, les relations entre détenues sont marquées par la rivalité, mais ponctuées d'actions collectives, comme lors de fêtes (préparatifs d'un mariage). De leur côté, les autorités persistent « à faire mine de paraître respectueuses des règles qu'elles violent allégrement dans les faits ». Au-delà de son expérience personnelle, la chercheuse explique comment *« l'histoire de la République islamique s'est faite pour une bonne part derrière les murs de ses prisons »*.

NICOLAS APPELT

IDÉES

L'identité judéo-arabe

dans sa complexité, en mettant le sionisme « sur le divan », pour plaider en faveur d'un renouvellement du regard sur les diasporas juives.

Cette quête de mémoire, mais aussi de langue, réhabilite l'identité « judéo-arabe » en se réappropriant une histoire qui a été détournée et niée par les nationalismes arabe et juif. L'omniprésence de l'idée d'une « unité du peuple juif », explique Shohat, enfin réactualisée dans l'« ancienne patrie » tend à empêcher le développement d'une « mémoire affective positive de la vie avant Israël ».

L'injonction au rejet de l'arabité doit par ailleurs se lire en parallèle avec la construction d'une prétendue « civilisation judéo-chrétienne », mise sur le devant de la scène depuis une quarantaine d'années. C'est à cette « imposture » que la journaliste et historienne Sophie Bessis consacre un ouvrage (4), en démontrant la mécanique qui la sous-tend : exclusion de l'islam, et par ce biais de l'arabité, non seulement de l'histoire occidentale mais aussi du triptyque monothéiste. L'idée d'un « judéo-christianisme » chercherait à disculper l'Occident d'un antisémitisme passé comme présent, restaurant une innocence qui aurait été perdue par le judéocide nazi, tout en faisant porter à un Orient arabo-musulman caricaturé la responsabilité de la haine antijuive.

Ces travaux, chacun à leur manière, servent de manuel de résistance intellectuelle contre les partisans d'une lecture des conflits par le prisme du « choc des civilisations » où, sous couvert de « lutte contre l'intégrisme et le terrorisme islamiste », l'Occident incarnerait un monde libre et protecteur des Juifs. C'est parce que ce supposé philo-sémitisme se fonde, dans le même temps, sur une islamophobie patente dans certains médias et courants intellectuels que l'extrême droite peut si facilement se normaliser au sein d'un champ politique où ses idées sont largement reprises. Du renouveau récent d'un judaïsme antisioniste européen aux appels pour renouer avec le « diasporisme », une convergence s'opère pour redéfinir des identités politiques en rupture avec le colonialisme, passé ou présent, du Maghreb jusqu'au Proche-Orient.

THOMAS VESCOVI.

(1) Ella Shohat, *Le Sionisme du point de vue de ses victimes juives. Les juifs orientaux en Israël*, La Fabrique, Paris, 2006.

(2) Ella Shohat, *Langues et mémoires juives-arabes. Politique du trait d'union*, traduit de l'anglais par Joëlle Marelli, Éditions de l'EHESS, Paris, 2025, 189 pages, 15 euros.

(3) Ella Shohat, *Colonialité et ruptures. Écrits sur les figures juives arabes*, traduit de l'anglais par Joëlle Marelli, Lux, Montréal, 2021.

(4) Sophie Bessis, *La Civilisation judéo-chrétienne. Anatomie d'une imposture*, Les Liens qui libèrent, Paris, 2025, 124 pages, 10 euros.

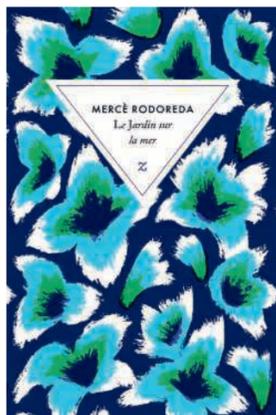


DU MONDE

Vers la fin de la fête

Le Jardin sur la mer
de Mercè Rodoreda

Traduit du catalan par Edmond Raillard,
Zulma, Paris, 2025, 256 pages, 21,50 euros.



« **C**ELA fait si longtemps... Les souvenirs du vieil homme sont égrenés à voix basse, avec pudeur. L'ancien jardinier de cette grande villa de bord de mer s'est toujours intéressé aux autres, « *bien que je ne sois pas bachelier* », tient-il à préciser. Il hésite, estime ne pas savoir bien expliquer, « *surtout les choses délicates* ». Grand professionnel, ce personnage sans nom se confond avec le décor. Attentif à la vie des hommes comme à celle des glaïeuls, des trompettes des anges et des iris d'Allemagne, il semble avoir toujours vécu dans la maisonnette au fond du jardin, passant d'un propriétaire à l'autre. Lorsque ses nouveaux employeurs, jeunes et riches, accompagnés d'une bande d'amis, prennent possession des lieux, il est sous le charme. Plus besoin d'aller au cinéma du village pour être au spectacle. A-t-on jamais vu pareille débauche de luxe, un tel parfum d'insouciance ? Les fêtes somptueuses, peu respectueuses du jardin, se multiplient. Et bientôt, une nouvelle villa, encore plus opulente, avec écuries et chevaux, se construit sur le terrain voisin. Comme une menace.

Les étés se suivent et, en apparence, se ressemblent. Tout comme les hivers de quiétude et de solitude du narrateur. Son propre drame, le décès prématuré de son épouse, est à peine évoqué. Qui cela pourrait-il intéresser ? Il faut savoir rester à sa place. Apprécié de tous pour sa discrétion, le jardinier recueille malgré lui les ragots des autres membres du personnel. Et un jour, il reçoit la visite d'un couple de condition modeste, deux étrangers à ce décor venus prendre des nouvelles de leur fils. Celui-ci, amoureux depuis toujours de la maîtresse de maison, est parti faire fortune « aux Amériques », espérant ainsi reconquérir celle qui lui a préféré un meilleur parti. Contrairement à ses plantations, constamment ravi-

vées et réinventées par ses soins, le jardinier échouera à prévenir la tragédie annoncée et, partant, l'effondrement de son univers.

Coupable de publier en catalan et de collaborer à la presse républicaine, Mercè Rodoreda (1908-1983) est contrainte à l'exil pour échapper à la répression franquiste. Elle quitte par la même occasion le milieu petit-bourgeois où elle étouffait. En France, elle survit grâce à ses talents de couturière, mais doit renoncer aux deux passions transmises par son grand-père : la littérature et les fleurs. Privée de ces dernières, elle les placera dans ses récits du déracinement. À Genève, où son compagnon est nommé traducteur à l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) en 1954, elle reprend l'écriture. Des nouvelles, puis une poignée de romans suffiront à l'imposer comme un grand nom de la littérature espagnole et européenne. Son plus grand succès, *La Place du diamant*, édité en catalan en 1962, sera traduit en castillan trois ans plus tard (1). Publié en 1967, *Le Jardin sur la mer* restait inédit en français. Les six étés du récit se situent dans les années 1920-1930. L'enjeu n'est pas des moindres : évoquer des temps révolus avec la plus grande simplicité. Atteindre avec cette description d'un paradis perdu une sorte de poésie de la banalité, d'autant plus poignante au regard de l'histoire. Avec l'avènement de la démocratie espagnole, Rodoreda mettra fin à son exil et se fera construire une maison dans la région de Gérone. En commençant par l'aménagement du jardin.

CARLOS PARDO.

(1) Sa traduction en français, chez Gallimard, est publiée en 1971.

SOCIÉTÉ

À LA RECHERCHE DES PROFS PERDUS. – Mathieu Bosque

*L'Aube, La Tour-d'Aigues, 2025,
216 pages, 18,90 euros.*

En 2022, 25% des enseignants ont voté pour le Rassemblement national, contre 2% il y a une quinzaine d'années. À partir de ce constat, Mathieu Bosque, ancien président de Picardie debout ! (le mouvement du député François Ruffin), entreprend une enquête, alternant explorations historiques (surtout du XIX^e siècle) et reportage dans des salles des professeurs. L'ensemble débouche sur des propositions pour combattre l'actuelle crise des vocations. À l'heure où certaines académies embauchent par speed dating faute de candidats aux concours, l'écologie pourrait selon l'auteur servir de substitut à l'idéal républicain des années Jules Ferry. C'est cet idéal qui avait permis de régler le lancinant problème du recrutement des enseignants, à l'issue d'un siècle de poussive construction d'une administration centrale de l'instruction publique. Aujourd'hui, l'échec du collège unique – que les députés communistes et socialistes avaient anticipé dès 1975 en croire les (passionnés) débats parlementaires – inviterait à construire un enseignement secondaire moins tourné vers les savoirs abstraits, et davantage vers l'« intelligence de la main ».

HÉLÈNE RICHARD

LES CLASSES SOCIALES EN FRANCE. – Gérard Mauger

*La Découverte, Paris, 2024,
128 pages, 11 euros.*

« *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours*, écrivait Karl Marx, c'est *l'histoire de la lutte des classes*. » Elles étaient pourtant portées disparues. Effacées, disait-on, par la montée de l'individualisme, l'expansion du groupe central ou l'émergence de nouveaux fronts de genre, d'origine ou d'âge. Mais il y a toujours des classes sociales – la preuve en France par la guerre que mène la bourgeoisie à la petite bourgeoisie et, surtout, aux classes populaires. Avec succès : près de dix millions de Français vivent sous le seuil de pauvreté, un taux record. Précis, mordant, Gérard Mauger raconte un rapport de forces, autant ses tenants – matériels, idéologiques, quand le Parti socialiste se rallie à la cause néolibérale – que ses aboutissants. On peut le lire pour s'expliquer l'audace de gouvernements qui envoient aux travailleurs de rembourser une dette publique creusée par les faveurs aux entreprises et aux grandes fortunes. On peut aussi le parcourir comme une introduction claire et problématisée à la sociologie de Pierre Bourdieu, avec lequel Mauger a longtemps cheminé et dont il sait faire partager le sens du combat.

GRÉGORY RZEPSKI

ÉCONOMIE

LE FIL INVISIBLE DU CAPITAL. – Ulysse Lojkin

*La Découverte, Paris, 2025,
250 pages, 21 euros.*

Entrepreneur de répondre aux théories libérales, cet important livre d'économie politique de l'économiste et philosophe Ulysse Lojkin, issu de sa thèse, se déploie essentiellement sur deux niveaux. Le premier est d'ordre principalement théorique et consiste à établir que le capitalisme est « *structurellement un système d'exploitation de certains groupes sociaux par d'autres, au sens d'une appropriation du travail d'autrui combinée à une relation de pouvoir asymétrique* », ce mode d'exploitation s'articulant à un type spécifique de « *coordination* » des activités. Lojkin analyse ces deux dimensions du capitalisme dans leurs multiples ramifications, en s'appuyant sur une vaste littérature à la croisée de la philosophie, de l'économie et du droit. Le second niveau, à la fois conceptuel et pratique, prend appui sur la théorie marxiste de la valeur : l'auteur y élabore une méthode de « *comptabilité en travail* », fondée sur la comparaison entre la quantité de travail appropriée et celle effectivement fournie par chaque agent. Ce dispositif vise à rendre possible une distinction rigoureuse entre exploiters et exploités.

SIMON VERDUN

ÉCOLOGIE

ÉLISÉE RECLUS. Les 101 mots. – Sous la direction de Pauline Couteau, Nicolas Eprendre, Federico Ferretti et Philippe Pelletier

*Les Presses du réel, Dijon, 2024,
512 pages, 30 euros.*

Avec le géographe et militant anarchiste Élisée Reclus (1830-1905), l'enjeu écologique aboutit à une pensée politique qui préfigure l'éco-anarchisme, la décroissance et le biorégionalisme. « *Si l'homme est la nature prenant conscience d'elle-même* – citation célèbre de Reclus –, il assume les conditions de sa propre existence, à savoir un être individuel et social, un être relié », résume Pauline Couteau. Aussi Reclus défend-il un cosmopolitisme dont l'horizon commun, universel, est l'émancipation de tous les pouvoirs (État, Église, capital). Pour cette même raison, sa pensée résonne avec maints combats présents, de la cause féministe (il cofonde, notamment avec Louise Michel, la Société de revendication des droits de la femme) aux luttes contre toutes formes d'exploitation : esclavage, racisme, colonialisme. « *Chez ce grand lecteur, cet érudit, ce passionné de recherche et de sciences, le corps précède* », selon Isabelle Louvot : le lien est profond entre rapport incarné au cosmos et bataille politique.

MIKAËL FAUJOUR

MUSIQUE

ON BEAUTIFUL DAYS. – Winter Family

*Murailles Music - Sub Rosa - Hublotone, 2024,
vinyle/CD, 21 euros.*

Quatrième disque du duo israélo-lorrain Winter Family, *On Beautiful Days* nous emporte dès le premier morceau dans une atmosphère planante et surréelle, plus suave que jamais. Tout au long des dix titres, Xavier Klaine construit ses harmonies avec les textures des orgues, Philicorda, piano et harmonium, sur lesquels se détache la voix superbe de Ruth Rosenthal tantôt pleine de fougue (*Europe, You're the Criminal!*), tantôt lasse, tendre ou nostalgique (*Black Sun*). Fragments d'amour, d'espoir, de vieillissement, de mythes et de ruines. Idéologisation de la société israélienne et catastrophisme en Palestine. Les batteries et patterns des boîtes à rythmes aiguisent la sensation d'une bataille en cours, peut-être déjà perdue, mais qui mérite malgré tout qu'on s'y consacre, de toute son âme. Fille de cette famille d'hiver, Saralei Klaine accompagne certains morceaux avec flûtes et chœurs pour parfaire cet opus profond et affûté, sans concessions : « *Sparkles of broken heart on the floor / We're being recruited each one to his own war* » (« *Des éclats de cœur brisé sur le sol / Nous sommes tous recrutés, chacun pour sa guerre* »).

CLÉMENT BONDU

BERCEUSES DES DEUX MONDES. – Rien Virgule

*Murailles Music - La République des Granges - Permafrost - Zamzamrec, 2025,
vinyle/numérique, 20 euros.*

Le plus mystérieux, intrigant, envoûtant... le meilleur album de rock français de cette année, qui n'est pas vraiment du rock, et n'est pas non plus chanté en français. Ce quatrième opus porte bien son nom. Il n'est pas de notre monde à nous. Qui sait d'où vient cette musique ? Le trio parle d'accusation, de musiques concrètes, de free jazz, de musiques du monde (chants de travail, rébético, chants andalous, blues, tarentelles, tangos...). Et puis il y a cette voix. Celle d'Anne Careil. Blessée, mais toute droite. Chantant comme personne. Et presque exclusivement en italien. Paresseusement, on parle beaucoup de musiques de films concernant Rien Virgule. Mais cette voix, et ce disque, s'ils devaient être une bande-son, alors ce serait plutôt celle d'un livre : *Le Sabbat des sorcières*, de Carlo Ginzburg, ressuscite une très vieille histoire de rituels, de croyances, de clandestinité et de beauté résistante. Qui sait si ce n'est pas depuis cette musique occulte, pourchassée, que résonne ce disque ? Déchirant, pourtant souvenirs d'une oppression ancestrale, et par là même terriblement contemporain.

PASCAL BOUAZZI

HISTOIRE

Le corps des Romains

SELON Friedrich Nietzsche dans *Le Crépuscule des idoles*, « *les Romains n'aimaient que le corps* » : c'est donc par le corps que deux ouvrages récents invitent à revisiter l'histoire romaine, en mobilisant les concepts et réflexions des sciences humaines. Apparu à l'aube de l'ère hellénistique, le petit dieu Priape est difforme, comme chacun sait : son nom servit même à nommer par métonymie le membre viril, qu'il avait démesuré. Avec ce « *dieu des jardins* », que, « *affolés par l'intérêt que leurs femmes portaient à ce personnage (...), les hommes de Lampsaque [la ville grecque où est né son culte] ont propulsé hors de l'espace civique* », Maurice Olender (1946-2022) nous emmène dans un riche voyage à travers le temps, l'espace et les idées (1).

L'érudit, ami des historiens Marcel Detienne et Jean-Pierre Vernant, avait projeté depuis longtemps un livre sur ce dieu mineur de la fertilité raillé et méprisé par les savants : les circonstances l'en ayant empêché, ce volume posthume propose un « *Priape en fragments* », composé de chapitres variés par le ton comme par la méthode : s'il s'interroge avec humour sur un vase orné d'un phallus ramollo et son inscription qui hésite entre « *Priape a fait* » et « *Priape est tombé* », il s'engage aussi avec éclectisme dans une analyse structurale ou comparatiste de certains mythes, dans l'étude de trouvailles archéologiques ou dans un parcours des allégories inspirées par le phallus, sans oublier de rappeler au souvenir de notre époque le gnostique Justin, qui fondit en

un principe métaphysique peu attendu Jésus et Priape. Suivant les paradoxes propres à ce dieu – dont la stérilité – alors même qu'il semble surpasser tout le monde en virilité, Olender est souvent amené à faire dialoguer longuement les récits priapiques avec les thèses de Sigmund Freud. Il en résulte un livre plus suggestif que conclusif, invitant à la balade et à la curiosité intellectuelle en liberté.

Plus sage est le livre de Sarah Rey, qui a pour sujet la main dans le monde romain (2). C'est par elle que l'historienne entend, en huit chapitres thématiques, d'étudier « *les corps au quotidien, dans leur banalité et dans la variété de leurs significations sociales* ». L'auteure n'a guère de mal à montrer l'importance de la main dans le droit, où elle figure l'une des marques du pouvoir : avant d'inventer le *dominium*, matrice de notre moderne propriété abstraite et unifiée, les Romains appréhendaient la propriété sous l'angle du *mancipium*, ce qui est pris par la main – les bêtes, les enfants, la femme ou les esclaves. La transmission de ce *mancipium* était soumise à l'accomplissement de rites précis, comme la forme archaïque du mariage, où la main (du propriétaire, du père) jouait un rôle symbolique. Dans la religion, le droit ou la politique, dans les serments donnés ou dans l'accomplissement des rites, la main, tout particulièrement la droite, manifeste son lien à l'ordre et à la hiérarchie. Et c'est ainsi avant tout le pouvoir qui est le fil rouge de ce livre... et ce sont sur les « *mains sans qualité* » qu'il se termine : « *Toutes ces mains discrètes* » qui « *paraissent souffrir d'une double disqualification* », être « *sans pouvoir* » et « *appartenir à des corps qui ne sont qu'eux-mêmes* ». La thèse de l'auteure manque parfois de netteté et d'originalité, mais le livre présente une agréable histoire transversale de Rome, qui articule mythes, histoire, philosophie et documents archéologiques variés. De Mucius Scaevola à Severina Nutrix en passant par Cicéron, c'est un empire millénaire que l'on tient dans sa main.

BAPTISTE DERICQUEBOURG.

(1) Maurice Olender, *Priape. Le phalocrate impotent*, Seuil, coll. « La librairie du XX^e siècle », Paris, 2025, 302 pages, 24 euros.

(2) Sarah Rey, *Manus. Une autre histoire de Rome*, Albin Michel, coll. « L'évolution de l'humanité », Paris, 2024, 400 pages, 23,90 euros.

LIVRE ILLUSTRÉ

Une traversée des apparences

CETTE minutieuse biographie, étroitement nouée à une part de l'histoire du XX^e siècle, mérite d'être à nouveau rééditée (1). Car Elizabeth Miller, plus connue comme Lee Miller (1907-1977), eut une vie, certains disent des vies, remarquable par ses bifurcations et ses accomplissements. Pourtant, elle connaît des douleurs. Si elle naît dans une famille aisée aux États-Unis, son enfance est saccagée par un viol à 7 ans. Quant à son père, il la photographie nue, jusqu'à l'âge adulte. Mais, rebelle à l'ordre, exclue des écoles, elle apprend le théâtre, la danse, suit des cours aux beaux-arts. Condé Nast la choisit pour son magazine *Vogue*. Mannequin célèbre, elle va passer derrière l'objectif, pour la photographie de mode, puis la photographie tout court. Elle décide de rencontrer à Paris le photographe et plasticien américain Man Ray, elle sera son sujet d'inspiration et sa collaboratrice. Elle est alors au cœur du surréalisme, y prend sa part, et sera de surcroît l'amie de Paul Éluard et l'une des muses de Pablo Picasso. Pendant la guerre, elle est à Londres : elle devient photoreportrice, et plus tard, accréditée par l'armée américaine,



elle montre les crimes nazis : corps en décomposition dans les trains de la mort, premiers témoignages sur les camps de Dachau et de Buchenwald. Ses clichés bouleversent. Le chemin qu'elle s'est inventé reste étonnant de liberté et de courage.

HÉLÈNE YVONNE MEYNAUD.

(1) Carolyn Burke, *Lee Miller. Une vie sans filtre*, Nouveau Monde, Paris, 2025, 756 pages, 13,90 euros. Cf. aussi *Lee Miller, Saint-Malo assiégée*, Hazan, Vanves, 2024, 128 pages, 30 euros.



FILMS

LE RIRE ET LE COUTEAU. – Pedro Pinho
211 minutes, en salles depuis le 9 juillet.

Un demi-siècle après l'indépendance d'un pays – en l'occurrence, la Guinée-Bissau –, quelles sont les traces des violences passées ? Comment mesurer l'écart vertigineux entre une bonne conscience humanitaire souvent insupportable, parfois ridicule, et la complexité des enjeux ? Sergio, jeune ingénieur lisboète, salarié d'une organisation non gouvernementale (ONG), se perd dans une équation insoluble, dont les paramètres environnementaux se heurtent les uns aux autres. Les gens ordinaires sont-ils condamnés par l'endroit où ils naissent ? Dans cette histoire d'identité, sorte de thriller écologique aux ramifications multiples, les corps prennent une importance salvatrice. Radicale et sensuelle, l'approche du réalisateur portugais traque les contradictions issues des rapports de domination, et saisit l'humiliation à rebours. Donnant un visage au capitalisme postcolonial, la fureur d'une vieille villageoise, explosant face à de jeunes humanitaires bienveillants lorsqu'elle apprend que l'eau des toilettes des Occidentaux est potable, restera à cet égard exemplaire. Ce film de fiction joliment politique s'inscrit aux antipodes de l'exotisme.

JOËL PLANTET

IDÉES

ROBIN DES BOIS. De Sherwood à Hollywood. – William Blanc, Justine Breton et Jonathan Fruoco

Libertalia, Paris, 2024,
432 pages, 13 euros.

« L'été 1959, celui de mes 12 ans, fut pour moi et mes camarades de plage celui de Robin des bois », écrit l'historien Michel Pastoureaux, dans sa préface. Mi-historique, mi-littéraire, le hors-la-loi de la forêt de Sherwood n'a cessé d'évoluer dans les imaginaires collectifs : de son apparition au XIII^e siècle jusqu'aux films hollywoodiens, en passant par ses multiples transformations, dès le XV^e siècle, par lesquelles il accompagne les mouvements de l'esprit du temps. Ainsi, assez vite, apparaît Marianne, tour à tour avatar féminin de Robin, amante, féministe, rebelle. Romantique avec Walter Scott, héraut de revendications sociales, Robin est devenu un voleur « émancipateur ». Mais demeure l'idée de la forêt comme lieu de vie, de liberté. Un itinéraire à la fois historique et historiographique minutieusement retracé par trois médiévistes, qui n'hésitent pas à étendre le champ de leurs recherches à ses possibles avenir. Et concluent qu'ils seront nombreux et peut-être féconds : « Un monde où les forêts partiront d'un grand rire... »

ARNAUD DE MONTJOYE

COLONIALITÉ. Plaidoyer pour la précision d'un concept. – Michel Cahen

Karthala, Paris, 2024,
232 pages, 24 euros.

Alors que les pensées décoloniales, nées en Amérique latine, sont au cœur de nombreux débats politiques et médiatiques, Michel Cahen propose une analyse fouillée du concept de colonialité. Historien du colonialisme portugais, c'est en marxiste ouvert que l'auteur prend au sérieux cette notion, avancée par l'intellectuel péruvien Anibal Quijano en 1992. Cahen en reconnaît tout l'apport heuristique pour déchiffrer le système-monde capitaliste. Il s'agit néanmoins de critiquer les approches idéalistes ou orientalistes, pour revendiquer une lecture matérialiste de la « colonialité du pouvoir », qui persiste « dans de vastes parties de la planète ». Ces régimes de colonialité permettent ainsi de comprendre les diverses classifications et dominations de race, de classe et de genre, issues de l'expansion du capital, par-delà les périodes coloniales. Et l'auteur d'égrainer au passage des penseurs comme Walter Mignolo qui, éloignés des luttes sociales, finissent par célébrer des régimes tels que ceux de la Russie ou de la Chine, au nom de la résistance du « Sud global » à un « Occident » réduit à l'hégémonie mortifère des États-Unis.

FRANCK GAUDICHAUD

MON ANTIRACISME. Pourquoi je ne suis ni décolonial ni libéral. – Kévin Boucaud-Victoire

Desclée de Brouwer, Paris, 2025,
180 pages, 17,90 euros.

Dans un livre stimulant, le journaliste Kévin Boucaud-Victoire renvoie dos à dos l'antiracisme moral, ici qualifié de libéral en ce qu'il vise à intégrer les minorités discriminées au système capitaliste, et l'antiracisme politique, héritier de la pensée décoloniale, rebaptisé identitaire en raison de l'essentialisation culturelle de laquelle selon lui il procède. Il propose un antiracisme radicalement socialiste, fruit de l'union de la France périphérique et de celle des banlieues, dans une lecture fondée sur la lutte des classes (oubliée des deux antiracismes qu'il rejette). Si l'analyse comprend des nuances, en particulier sur le racisme anti-Blancs et celui entre minorités, reste que l'universalisme républicain s'y trouve réduit à l'« universalisme autoritaire » du Printemps républicain alors que l'abstraction qui le caractérise permet à l'individu, sans renier ses traits propres, de se reconnaître dans l'humanité par le moyen de la nation civique, médiateur nécessaire entre le particulier et l'universel. On eût d'ailleurs aimé que l'auteur discute les thèses de Pierre-André Taguieff.

SAMUEL TOMEI

POLITIQUE

Le pouvoir du mage

Monsieur Emmanuel Macron, dans son discours aux armées le 13 juillet, martelant avec intensité qu'il nous faut « défendre notre liberté » face à la « permanence d'une menace russe » et aux vicieuses attaques contre « notre sécurité cognitive », révèle qu'est venue l'« heure des prédateurs ». Bel hommage au dernier essai de Giuliano da Empoli, dont c'est le titre, et le leitmotiv (1).

D'ailleurs, c'est peut-être bien une bonne partie de la pensée présidentielle qui semble à tout le moins recouper la réflexion de da Empoli dans les trois ouvrages qui ont fait de lui un habitué des listes de best-sellers et des médias. Il est devenu, en quelques années, non pas un expert, qualification si fréquemment attribuée qu'elle en est toute fripée, mais un éclairer éclairé en nos « temps de bascule », comme dirait M. Macron. Il est fêté pour ses « romans vrais », au français élégant, ponctué de punchlines, qui semblent faire entrer dans l'intimité des grands de ce monde. Gala à l'Organisation des Nations unies (ONU). Petits secrets et pauses méditatives. D'autant qu'il n'est pas qu'un essayiste de plus. Il a l'air de celui qui a connu le monde politique de l'intérieur. Il fut notamment, de 2014 à 2016, conseiller de M. Matteo Renzi, alors président du conseil et du Parti démocrate italien, censé se situer au centre gauche. Le lecteur est flatté. En réalité, il s'agit, sous couvert de saynètes, d'un combat idéologique.

Dans l'essai qu'il a jadis consacré à M. Renzi, il le louait pour avoir « brisé les principaux tabous de la gauche et de la droite (2) ». Il gardera le même jeu de références, moralistes du XVIII^e siècle et séries, chic classique et pop culture, le positionnement va se préciser. Il alerte sur ce qui met en péril le bel « équilibre de Davos », celui de la démocratie libérale de marché : l'exacerbation par les « ingénieurs du chaos (3) » de la rage et de la peur. Celles de la masse. « Le populisme naît de l'union de la colère avec les algorithmes », derrière M. Donald Trump, le Brexit ou les « gilets jaunes », les spécialistes du marketing numérique. Rien de nouveau, mais s'en dégage la conviction que le peuple, très proche de son cerveau reptilien, est soumis à ses pulsions négatives, et qu'il est donc simple, en particulier si on a les bonnes *fake news* (russes), de le manipuler dans ce sens.

Même grille de lecture dans *L'Heure des prédateurs*, même vernis culturel (avec notamment, quelle surprise, Machiavel), mêmes ennemis – il a discrètement lu l'analyste et adversaire de la démocratie Carl Schmitt, et aussi discrètement il a recours à ses théories. Il recycle ses textes antérieurs, mais l'angoisse, la menace pré-apocalypse est plus marquée (« partout les choses évoluent d'une telle façon que ce qui doit être réglé le sera par le feu et par l'épée »). La conviction que l'histoire est faite par quelques hommes plus ou moins d'exception s'affiche sans trouble. Aux « borgiens » (rois de la tech et populistes) ne s'opposent qu'une droite et une gauche modérées, donc molles, donc perdantes. Ce ne sera pas avec elles qu'on évitera un « avenir post-humain ». On se prend alors à reconsidérer *Le Mage du Kremlin* (4). Essentialiste avec ferveur (l'« immémoriale âme russe » aime depuis toujours le tyran), ce roman, dont le héros est inspiré par M. Vladislav Sourkov, qui fut le conseiller de M. Vladimir Poutine, s'attache à préciser le rôle de la « verticale du pouvoir » : restaurer la puissance. M. Macron de son côté affirme : « Pour être libres dans ce monde, il faut être craints. Pour être craints, il faut être puissants. »

Da Empoli a fondé en 2016 l'accélérateur d'idées Volta, qui a pour tâche de « préparer une nouvelle génération à la gouvernance ». En 2019, il lance la revue, annuelle, *Le Grand Continent*, qui se propose de « configurer le débat politique, en l'orientant » (5) et qui fait rapidement autorité.

Ce travail d'influence – revues, livres, etc. – réhabilite de fait le vocabulaire de la force, tout en prétendant simplement le décrire. Il n'est pas certain que l'opération ait pour but l'affermissement de la démocratie.

EVELYNE PIEILLER.

(1) *L'Heure des prédateurs*, Gallimard, Paris, 2025, 151 pages, 19 euros.

(2) *Le Florentin. L'art de gouverner selon Matteo Renzi*, Grasset, Paris, 2016.

(3) *Les Ingénieurs du chaos*, Jean-Claude Latès, 2024, 224 pages (1^{re} éd. : 2019), 20,90 euros.

(4) *Le Mage du Kremlin*, Gallimard, coll. « Folio », 2024, 316 pages (1^{re} éd. : 2022), 9 euros.

(5) Giuliano da Empoli (sous la dir. de), *L'Empire de l'ombre. Guerre et terre au temps de l'IA*, Gallimard, coll. « Hors série connaissance », 2025, 288 pages, 21,50 euros.

LITTÉRATURE

Italie, géographies humaines

RACALMUTO : ce village de Sicile situé dans les collines non loin d'Agrigente est l'épicentre de l'œuvre de Leonardo Sciascia (1921-1989), qui y est né. Dans ses romans et nouvelles, à la façon d'un détective ironique, il convoque les paysans, les ouvriers des souffrières, les prêtres et les notables, à Regalpetra, le nom fictionnel de Racalmuto, devenu le théâtre d'histoires de soldats, de travailleurs et d'enfants : ceux qui peuplent *Le Feu dans la mer* (1), vingt-cinq textes écrits de 1947 à 1975, composant un livre critique et visionnaire. Il y décrypte la guerre, le fascisme et ses traits, le centre gauche au pouvoir dans les années 1960, les traditions et la décadence, l'avènement de la télévision et même, dans la veine fantastique qu'il a souvent pratiquée, l'arrivée des Martiens à Palerme... La prose de Sciascia saisit les ambiguïtés de l'idéalisme et les torsions des trahisons politiques, mais surtout la singularité de la Sicile, ce territoire saturé de conflits au fil des siècles, et qui a toujours su renaître.

D'un paysage l'autre, de sa naissance à Palerme aux années vécues à Turin, Natalia Ginzburg (1916-1991), l'auteure de *Valentino* et des *Mots de la tribu*, revisite sa propre vie dans *Ne me demande jamais* (2). Dans cette réédition des chroniques publiées pour l'essentiel par *La Stampa* à la fin des années 1960, fragments sobres et inquiets, elle parle du vieillissement, de la paresse, des corps au cinéma (le visage de Buster Keaton « recouvert d'un dense maillage de rides, comme une carte géographique ») ou d'Emily Dickinson... Elle n'est pas dans la frénésie de l'époque (« s'obliger à aimer et à rechercher tout ce qui autour de soi est nouveauté »). Le pire a été enduré, l'assassinat de son mari Leone Ginzburg, éditeur antifasciste et résistant, qui a connu la torture par la Gestapo, dont il meurt, à 34 ans, en février 1944. Natalia Ginzburg ne va

alors plus cesser d'écrire, à la recherche d'interlocuteurs, comme elle le dit dans un beau texte qui évoque sa relation avec trois ou quatre lecteurs avant la publication, lecteurs dont l'attention est un « don précieux », car « ce n'est pas vrai qu'on peut la trouver à chaque coin de rue ».

C'est dans le nord de l'Italie que Gian Marco Griffi, né en 1976, situe son premier roman, *Chemins de fer du Mexique* (3). Un roman picaresque centré sur le personnage de Cesco Magetti, un soldat de la garde nationale républicaine qui se voit confier en 1944 la mission de dresser, depuis Asti dans le Piémont, la carte ferroviaire détaillée du Mexique. Magetti doit réunir un tas d'éléments pour dessiner sa carte, lui qui n'est pas géographe, et bien sûr le seul ouvrage qui le sauverait est introuvable, malgré l'aide de Tilde, une bibliothécaire dont il s'éprend. Projet donquichottesque, ce Mexique de papier est une épopée fantasmagorique, un hommage stylistique à la *lingua zerga* des bandits vénitiens du XVI^e siècle et un clin d'œil aux histoires enchâssées des classiques italiens et espagnols. Un livre comme une réponse ample et indirecte à Natalia Ginzburg quand elle note : « Est-ce que le roman meurt parce que nous avons cessé de l'aimer, ou est-ce que nous avons cessé de l'aimer croyant qu'il va bientôt mourir, je ne sais pas. »

JEAN-PHILIPPE ROSSIGNOL.

(1) Leonardo Sciascia, *Le Feu dans la mer (récits de Sicile)*, traduit de l'italien et présenté par Frédéric Lefebvre, Éditions Nous, Caen, 2024, 224 pages, 24 euros.

(2) Natalia Ginzburg, *Ne me demande jamais*, traduit de l'italien par Muriel Morelli, Ypsilon éditeur, Paris, 2024, 256 pages, 25 euros.

(3) Gian Marco Griffi, *Chemins de fer du Mexique (un roman d'aventures)*, traduit de l'italien par Christophe Mileschi, Gallimard, Paris, 2024, 670 pages, 25 euros.

DANS LES REVUES

□ **SURVIVAL.** Coups d'État à répétition, militarisation des sociétés... les pays du Sahel sont-ils en train de construire un nouveau modèle politique, le « prétorianisme », fondé sur le pouvoir personnel et la destruction méthodique des libertés ? (Vol. 67, n° 3, juin-juillet, bimestriel. — 11,19 livres sterling, Londres, Royaume-Uni.)

□ **THE NATION.** Les États américains qui votent démocrate devraient-ils préférer une sécession pacifique de l'Union à une division politique de plus en plus acrimonieuse ? Cinquante écrivains et artistes évoquent la désunion du pays. (Vol. 321, n° 1, juillet-août, mensuel, 12,95 dollars. — New York, États-Unis.)

□ **JACOBIN.** Quand la Russie envahit l'Ukraine, l'Union européenne parle de droit international, mais quand son allié rwandais viole la souveraineté du Congo, elle le soutient. Aux États-Unis, la moitié de la consommation est le fait des 10% aux revenus les plus élevés. (N° 58, été, trimestriel, 12,95 dollars. — New York, États-Unis.)

□ **LONDON REVIEW OF BOOKS.** L'impunité après Nuremberg : l'écrivain Philippe Sands enquête sur l'hospitalisation à Londres d'Augusto Pinochet ou le refuge chilien de l'ancien SS Walther Rauff, des criminels inculpés pour des meurtres de masse qui n'ont jamais répondu de leurs actes. (Vol. 47, n° 12, 10 juillet, bimensuel, 6,99 livres sterling. — Londres, Royaume-Uni.)

□ **TRIBUNE.** Plusieurs articles sur l'ambiance marseillaise en Europe : des dirigeants les yeux grands fermés, les contradictions du keynésianisme militaire, « le sang, les larmes, la sueur » : un mythe britannique qui s'effiloche... (N° 27, printemps, trimestriel, 9,95 livres sterling. — Londres, Royaume-Uni.)

□ **PROSPECT.** Plus aucune force politique britannique ne défend le retour du Royaume-Uni dans l'Union européenne, pourquoi ? Comment les jeux vidéo contribuent aux progrès de l'intelligence artificielle, en particulier dans le domaine de la santé. (N° 339, mensuel, juillet, 8,99 livres sterling. — Londres, Royaume-Uni.)

□ **MONTHLY REVIEW.** De la Chine au Venezuela, en passant par le Brésil, la forme « commune » dans la construction du socialisme : une analyse théorique et historique. (Vol. 77, n° 3, juillet-août, mensuel, 10 euros. — New York, États-Unis.)

□ **ASIA-PACIFIC JOURNAL : JAPAN FOCUS.** La baleine « bonne pour la santé », selon les lobbys des pêcheurs japonais et norvégiens. Pourquoi le Japon n'a-t-il toujours pas reconnu officiellement l'ampleur des atrocités qu'il a commises lors de la guerre du Pacifique. (Vol. 23, n° 6, juin, mensuel, gratuit en ligne. — Ithaca, États-Unis.)

□ **ASIAN LABOUR REVIEW.** Du Pakistan au Japon, comment les gouvernements amendent la réglementation du travail pour attirer les investisseurs ou complaire au secteur privé. (Gratuit en ligne. — Tokyo, Japon.)

□ **THE DIPLOMAT.** Aux racines de l'insurrection baloutche, au Pakistan. Comment Taïwan est-il devenu l'atelier mondial des semi-conducteurs ? La principale préoccupation des pays d'Asie du Sud-Est n'est pas le conflit entre Washington et Pékin, mais les menaces liées au changement climatique. (N° 128, juillet, mensuel, 45 euros par an. — Washington, DC, États-Unis.)

□ **EAST ASIA FORUM.** Les « valeurs asiatiques » existent-elles ou sont-elles simplement un moyen de justifier l'« libéralisme » dans la région ?, s'interroge le magazine, convaincu de la supériorité du libéralisme à l'occidentale. Questions de genre et extrême droite en Corée du Sud. (Vol. 17, n° 2, avril-juin, trimestriel, 9,50 dollars australiens. — Canberra, Australie.)

□ **TEMPURA.** Première livraison de la nouvelle formule du magazine : plus épaisse, bilingue (français-anglais) et toujours aussi riche. Un numéro consacré à l'envers du décor d'une campagne japonaise qui fait souvent rêver les internautes. (N° 21, printemps-été, trimestriel, 20 euros. — Paris.)

□ **NUOVA SOCIEDAD.** L'Amérique latine expérimente un retour des spiritualités et du fait religieux depuis le début du XXI^e siècle. Quelles formes prend-il dans un contexte de crise du capitalisme et de « désenchantement » du politique ? (N° 317, mai-juin, bimestriel, 120 dollars par an. — Buenos Aires, Argentine.)

□ **FALMAG.** Un dossier consacré au monde du travail en Amérique latine : informalité, mutations du salariat et nouvelles formes de précarité, féminisation de l'emploi, évolutions du syndicalisme, résistances aux nouveaux gouvernements de droite. (N° 159, juin 2025, quadrimestriel, 5 euros. — Paris.)

□ **REVUE INTERNATIONALE DES ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT.** Les discours et politiques réactionnaires en Amérique latine s'attaquent à divers domaines : genre, politiques sociales, éducation, développement durable. Ce dossier analyse plus spécifiquement le cas du Brésil. (N° 258, juin 2025, quadrimestriel, 20 euros. — Paris.)

□ **CONFLITS.** Un numéro consacré à une France submergée par les drogues qui entend démonter plusieurs idées fausses : le primat du sécuritaire sur le sanitaire ou la nécessité d'adapter en permanence l'arsenal législatif. (N° 58, juillet-août, mensuel, 9,90 euros. — Paris.)

□ **RECHERCHES INTERNATIONALES.** Un grand dossier décrypte le défi posé par les réseaux (énergie, infrastructures, communication...) dans un monde de plus en plus fracturé. Le triptyque autonomisation-contrôle-dépendance remplace le modèle précédent, expansion-liberté-interdépendance. (N° 132, printemps 2025, trimestriel, 15 euros. — Paris.)

LITTÉRATURE

Qui déteste Jane Austen ?

Les histoires qu'elle conte parlent d'argent, de déclassement, de malentendus amoureux et d'obsession du statut social. Elle a l'ironie mouchetée mais ravageuse, un vif sens de la satire élégante, le goût des désordres réprimés. Longtemps « élitaire », elle est depuis quelque temps merveilleusement tendance. Jane Austen ou le consensus ?

PAR CATHERINE DUFOUR *

« Quand on a envie de détester quelqu'un, on n'est jamais à court de raisons. »

Jane Austen, *Lady Susan*.

JANE Austen est née en 1775 dans le Hampshire, en Angleterre, et morte, en 1817, dans le même comté, à 41 ans. Celles et ceux qui ont vécu dans une grotte jusqu'à ce jour apprendront ici qu'elle fut romancière.

La vie de Jane Austen est aisée à résumer : elle la passe entièrement au sein d'une famille unie de la *gentry*. Dans ce milieu agreste, modeste et intellectuel, elle bénéficie d'une bonne éducation, mais tire le diable par la queue de son premier à son dernier souffle. Et ne se marie pas, ce qui lui laisse le temps de rédiger une œuvre consacrée à l'art de choisir un époux. Dans cette floraison littéraire éclosée en toute discrétion se détachent les romans *Raison et sentiments*, publié en 1811, *Orgueil et préjugés* en 1813, *Mansfield Park* en 1814 et *Emma* en 1816. Ils connaissent un certain succès de librairie et lui rapportent 631 pounds sterling, pas un penny de plus. Deux autres romans, *L'abbaye de Northanger* et *Persuasion*, sont publiés à titre posthume en 1818. Et *Sanditon*, commencé en janvier 1817, reste inachevé.

L'œuvre de Jane Austen a reçu quantité de qualificatifs, certains reviennent plus que d'autres : « maîtrise du discours indirect libre », « réalisme social » et « humour féroce ». Une longue lignée de romans sentimentaux a durablement séduit le public, elle s'en veut une critique en mode ironique. Elle constitue une passerelle qui mènera au mouvement connu sous le nom de réalisme littéraire. Les charmes de son écriture sont nombreux, sur ce sujet je passe la parole à Virginia Woolf, dans *Le Commun des lecteurs* (L'Arche, 2004), paru en 1925 : « L'esprit de Jane Austen n'a d'égal que la perfection de son goût. Chez elle, un idiot est un idiot, un snob est un snob car il s'écarte du modèle de raison et de bon sens qu'elle a en tête, et qu'elle nous transmet sans équivoque, même lorsqu'elle nous fait rire. Jamais romancier n'a fait preuve d'un sens aussi irréprochable des valeurs humaines. »

Chacun de ses romans suit la même trame, contrariétés multiples à propos d'amour, d'argent, de statut social, jusqu'au mariage final. Car tout y finit toujours par un mariage. Mais allons au-delà de ce patron simpliste. L'essayiste Sheryl Craig affirme : « Dans ces romans, les personnages font ce que nous désirons tous : ils ont confiance en eux et résistent à ceux qui les dénigrent (1). » S'il n'est pas absolument certain qu'elle taquine une position politique radicale (2), assurément elle prône un individualisme discret mais constant comme mode d'affranchissement au féminin. Surtout, elle donne à voir une condition humaine, et pas seulement féminine, étranglée par les soucis économiques. Elle conseille d'avoir le courage de ne pas se marier uniquement pour l'argent. La pauvreté, c'est l'enfer, mais passer sa vie mal accompagné en est un autre.

Sa réputation littéraire reste mesurée mais flatteuse de son vivant. Plus de cinquante ans après sa mort, James Edward Austen-Leigh, son neveu, publie *A Memoir of Jane Austen* (éditions Richard Bentley and Son, 1869). C'est un succès fracassant : le jancitisme, cet « enthousiasme idolâtre,

quoique un peu gêné, ressenti pour "Jane" et pour chaque détail se rapportant à elle (3) », est né. Surtout masculin au début du xx^e siècle, « répandu parmi les éditeurs, les professeurs et les lettrés ». Pendant la première guerre mondiale, on la lit dans les tranchées, Winston Churchill aussi usera de ce remède pendant le Blitz.

Depuis, ce succès formidable ne fait que s'amplifier hors de toute mesure. Les chiffres, d'abord : on parle pour *Orgueil et préjugés* de ventes supérieures à vingt millions d'exemplaires (4). Mais la vente de livres n'est que la partie émergée de l'iceberg Austen : comme un sirop, son œuvre se répand dans tous les médias à mesure qu'ils apparaissent, particulièrement sur les écrans, avec plus de trente adaptations et films dérivés. Aujourd'hui, l'inexorable vague élabousse les plates-formes : « Jane Austen est devenue l'auteure la plus en vogue sur les réseaux sociaux. À coups de mèmes, ces images détournées de manière ironique, et de vidéos qui vantent ses œuvres, elle s'offre un regain de popularité grâce à la génération Z », assure la journaliste Auriane Guerithault (5). Du côté des innombrables clubs de fans, les « sociétés austeniennes (JAS) », vous pouvez aller voir les « Janeites France »

dants : « Quiconque a eu la témérité d'écrire sur Jane Austen est conscient de deux faits : premièrement, de tous les grands écrivains, c'est la plus difficile à surprendre en flagrant délit de grandeur ; deuxièmement, il y a vingt-cinq messieurs âgés vivant dans les environs de Londres qui ressentent toute critique de son génie comme une insulte à la chasteté de leurs tantes. »

Mais il y a plus sérieux : Charlotte Brontë elle-même, une romancière anglaise de la génération suivante (1816-1855), auteure notamment du très romantique *Jane Eyre* (1847), n'estimait guère Jane Austen. Et elle avait des arguments : « Je me suis procuré le livre et je l'ai étudié. Et qu'est-ce que j'ai découvert ? Un portrait aussi fidèle que le daguerréotype d'un visage banal, un jardin soigneusement entouré de barrières et fidèlement cultivé, avec de jolies bordures et des fleurs délicates, mais pas la moindre trace d'une physionomie lumineuse et vivante, pas de nature sauvage, pas d'air frais, pas de colline verdoyante, pas de ruisseau impétueux (6). » Il ne s'agit pas là tant de talent que de courage : Charlotte Brontë accuse Jane Austen de n'avoir pas eu assez de tripes pour résister à « l'obligation faite à un auteur, pour mériter l'estime, d'éliminer la vie sous la surface, la force des émotions, parmi lesquelles la sombre expérience de la passion amoureuse », et d'avoir systématiquement privilégié l'« apparence soigneusement étudiée des conventions sociales ». Elle trouve sa littérature dépourvue d'estomac, et sa vision du monde étroitement bourgeoise. Il faut bien remarquer que les livres de développement personnel s'appuient parfois sur l'œuvre de Jane Austen (7).

BIEN sûr, les Janeites ont leur réplique toute prête : Jane n'y est pour rien, c'est le reste du monde qui n'a pas compris. Notamment à cause des adaptations filmées. « En fait, ils s'en tiennent à l'histoire et (...) véhiculent une image lisse, celle de jolies jeunes filles amoureuses malheureuses mais qui finiront par connaître le bonheur. (...) On aime Jane Austen mais pour de mauvaises raisons ou en tout cas pas pour ce qu'elle est vraiment en tant qu'écrivain (8). »

Plus largement, certains vont y saluer le féminisme, d'autres les valeurs traditionnelles – lectures opposées, un grand écrivain parle à chacun dans sa propre langue, c'est connu. Mais il y a un autre reproche, et celui-là a davantage de philosophie : « Les versions zombies, monstres marins et épouvante (9) sont l'expression non intentionnelle de ce qui manque dans le petit monde de cet auteur. Ce sentiment qu'elle n'interroge pas l'ordre moral de l'Univers, l'atroce souffrance de l'être condamné et le sens de la présence de l'homme dans tout ceci (10). » Il ne s'agit plus là de manquer de courage mais d'envergure. Ou ne s'agit-il que du goût d'une certaine masculinité pour la violence sous toutes ses formes, y compris littéraire ? Laquelle masculinité a décidé de mépriser Jane Austen pour n'avoir pas pris la peine de traiter les thèmes qui lui conviennent ?

Je vous laisse sur ces interrogations. « Au milieu des coups de clairon et des adaptations diverses, la vérité sur Jane Austen se tait et se perd. » Je me permets d'en faire autant.

(1) Sheryl Craig, *Jane Austen and the State of the Nation*, Palgrave Macmillan, Londres, 2015.

(2) Helena Kelly, *Jane Austen : The Secret Radical*, Icon, Londres, 2016.

(3) Claudia L. Johnson, « Austen cults and cultures », dans Edward Copeland et Juliet McMaster (sous la dir. de), *The Cambridge Companion to Jane Austen*, Cambridge University Press, 1997. La citation suivante en provient aussi.

(4) Jimmy Smith Jr., « Les livres les plus vendus de l'histoire », www.senscritique.com, 2018.

(5) Auriane Guerithault, « Jane Austen, de romancière à idole des réseaux sociaux », 5 mai 2023, www.radiofrance.com

(6) Charlotte Brontë, lettre à George Henry Lewes, citée dans Susan Ostrov Weisser, « Why the Brontës hated Jane Austen », www.thedailybeast.com, 9 octobre 2013, article traduit en français sur le site www.lesromantiques.com. Même référence pour la citation suivante.

(7) Un exemple parmi d'autres : Gracia Carla, *Comment transformer sa vie avec Jane Austen*, Solar, Paris, 2025.

(8) « Raison et sentiment : Les détracteurs de Jane Austen ou pourquoi ils ne l'aiment pas ? », www.claudialucia-malibriaire.blogspot.com, 23 juin 2013.

(9) Par exemple ce chef-d'œuvre de décalage qu'est *Orgueil et préjugés et zombies* (2016), réalisé par Burr Steers, dans lequel Lily James et Sam Riley échantent, entre deux coups d'épée, les célèbres répliques d'Elizabeth et Darcy.

(10) Ron Rosenbaum, « Jane Austen peut-elle être un produit marketing et un grand écrivain ? », *Slate*, 25 février 2013. Même référence pour la citation suivante.



ÉVA SZOMBAT. – « Happiness Book » (Livre du bonheur), 2014

qui promettent un « Picnic Regency : Rencontre Janeite ! ». Deezer, lui, propose « un large choix de BO d'Orgueil et préjugés à écouter ou de livres audio en français et anglais ». Dans feu l'hebdomadaire féminin gratuit du groupe Marie-Claire Stylist, Mathilde Carton complétait la panoplie de la Janeite d'aujourd'hui, gourmande et autonome : « Outre le Jane Austen Cookbook (1995), inspiré par les repas qu'on dégustait à la table des Austen, on peut trouver Dinner With Mr Darcy (2013), ou Tea With Jane Austen (2004) (...). Mais, comme les héroïnes austeniennes sont plus célibataires que femmes au foyer, il existe aussi un Jane Austen's Guide to Thrift (2013) qui vous apprendra à investir intelligemment pour vivre en femme indépendante » (5 juin 2017).

DANS ce concert, il est difficile de trouver des voix divergentes. On croise parfois, sur Reddit, quelques commentaires acerbes : « Orgueil et préjugés, ce n'est qu'un tas de gens allant les uns chez les autres. » On lit souvent l'expression « eau de rose » et le très mâle « ça manque d'action ». Cependant, ces avis négatifs restent rares, et anonymes – les Janeites sont innombrables, et une *shitstorm* est si vite arrivée... Aussi ne vais-je pas me risquer à émettre la moindre critique : je vais laisser d'autres que moi s'en charger.

Au premier rang des célébrités qui détestent Jane Austen figure l'écrivain américain Mark Twain, qui l'exprime vigoureusement : « Chaque fois que je lis Orgueil et préjugés, j'ai envie de déterrer Austen et de la frapper sur le crâne avec son propre tibia » (lettre à Joseph Twichell, 13 septembre 1898). Suit, dans *Une chambre à soi* (1929), Virginia Woolf, laquelle ne déteste pas tant Jane Austen que (déjà) ses Janeites outrecui-

* Écrivaine. Son dernier roman s'intitule *Les Champs de la Lune* (Robert Laffont, Paris, 2025).

DANS LES REVUES

❑ **LA REVUE NOUVELLE.** Un dossier sur le « Moyen-Orient fragmenté », qu'il s'agisse de l'embarquement en Palestine ou des situations internes au Liban et en Iran. Une réflexion sur l'avenir du droit international. (N° 1, 2025, huit numéros par an, 12 euros. — Bruxelles, Belgique.)

❑ **LES UTOPIQUES.** Où va le monde ? Un numéro complet pour répondre à cette question essentielle. Montée des fascismes, situation en Ukraine, floraison des discours bellicistes, le panorama n'enchanté guère. (N° 29, été, trimestriel, 15 euros. — Paris.)

❑ **ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES.** Depuis le lancement de Parcoursup, les professeurs pratiquent la double notation – officielle et officieuse, ce qui transforme leur rapport aux élèves. Peut-on changer de race comme on change de sexe ? (N° 257, avril, trimestriel, 19 euros. — Paris.)

❑ **REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE.** Où va l'épargne ? Hausse des patrimoines depuis vingt ans : les enseignements de l'enquête de l'Insee ; accumulation patrimoniale des couples et inégalités entre conjoints ; Charles Dickens et le « miracle » en économie. (N° 158, juillet, trimestriel, 35 euros. — Paris.)

❑ **FUTURIBLES.** Une « radioscopie sociale » de la Russie à l'épreuve de la guerre et d'une société « sous pression ». Également, une topographie du désert médical français et une analyse de la baisse de la natalité en France. (N° 467, juillet-août, bimestriel, 22 euros. — Paris.)

❑ **REVUE JURIDIQUE DE L'ENVIRONNEMENT.** Un dossier sur les vagues, une « ressource singulière », appréciée notamment des surfeurs et redoutée lors des tempêtes. Curiosités juridiques, elles font l'objet de planification de l'espace maritime. (Vol. 50, n° 2, juin, trimestriel, 46 euros. — Arcueil.)

❑ **PRESCRIRE.** Un dossier sur la crise des opioïdes aux États-Unis et ses racines : les stratégies de vente des firmes pharmaceutiques comme Mallinckrodt, Purdue Pharma, Insys Therapeutics ou McKinsey. La publication des archives de ces labos est riche d'enseignements. (N° 501, juillet, mensuel, 55 euros. — Paris.)

❑ **POPULATION ET SOCIÉTÉS.** Le « nombre idéal d'enfants dans une famille » ne cesse de baisser avec la montée des inquiétudes face à l'avenir. En 2024, il s'établit à 2,3, contre 2,7 en 1998. Le nombre d'enfants « souhaités » par les femmes de 18 à 24 ans n'est que de 1,9. Le taux de fécondité réel était de 1,6 enfant par femme en 2024. (N° 635, juillet-août, mensuel, gratuit en ligne. — Paris.)

❑ **RAISONS POLITIQUES.** La structure de l'indignation, la diffusion transnationale des affects. Jaime Guzmán, architecte de la dictature et de la transition chilienne ; Murray Bookchin et la lutte contre la transition écologique. (N° 98, mai 2025, trimestriel, 20 euros. — Paris.)

❑ **LA PENSÉE.** En trente ans, les écoliers français ont perdu l'équivalent horaire d'un à deux ans de scolarité pour le cycle primaire : le seul « socle » de connaissances pour les uns, les cours privés complémentaires pour les autres. (N° 422, avril-juin, trimestriel, 20 euros. — Paris.)

❑ **FRACAS.** Les « cathos » saboteurs ; Mary Shelley écologiste ; quand l'océan devient une soupe de méduses. Au sommaire également, un dossier sur le risque industriel. (N° 4, été, trimestriel, 17,50 euros. — Paris.)

❑ **LA DÉCROISSANCE.** Serge Latouche montre comment le recyclage universitaire et médiatique de la décroissance émolle sa radicalité en transformant cette alternative à l'économie en économie alternative. Également chez les marchands de journaux, le hors-série « L'été sans portable ». (N° 219, juillet-août, bimestriel, 7 euros. — Lyon.)

❑ **FAKIR.** Une enquête sur les dizaines de millions de travailleurs, souvent très précaires, qui entraînent l'intelligence artificielle, les traducteurs automatiques, la reconnaissance d'images afin qu'on puisse ensuite remplacer les humains par des machines qui commettront moins d'erreurs qu'avant. (N° 118, juillet-août, trimestriel, 4 euros. — Amiens.)

❑ **L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE.** Casse programmée de l'archéologie préventive : la ministre de la culture Rachida Dati préfère « mettre de l'argent dans la restauration du patrimoine plutôt que de creuser un trou pour creuser un trou ». (N° 114, juillet-août, mensuel, 7 euros. — Forbach.)

❑ **COMBAT SYNDICALISTE.** La Bibliothèque nationale de France a perdu 300 postes en quinze ans ; une mobilisation est en cours. Le syndicat des travailleurs arabes de Nazareth exige une explication sur la mort de « 34 travailleurs (...) en prison dans des circonstances mystérieuses ». (N° 463, mai-juin, bimestriel, 2 euros. — Saint-Étienne.)

❑ **THÉÂTRE/PUBLIC.** Le théâtre confronté au numérique : nouvel outil, ouverture à de nouveaux imaginaires ? Quel rôle pour le virtuel, et l'intelligence artificielle ? Réponses et réflexions d'une quinzaine de chercheurs et de créateurs. Également, un entretien avec Gisèle Vienne. (N° 256, juillet-septembre, trimestriel, 16,90 euros. — Paris.)

❑ **CRITIQUE.** Quand William Irish inspirait François Truffaut, quand Alain Delon adaptait Jean-Patrick Manchette. Nestor Burma rôde toujours à Tolbiac. Une exploration des « Frontières du noir ». (N° 937-938, juin, mensuel, 18,50 euros. — Paris.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues : www.monde-diplomatique.fr/revues

Le car que M. Macron ne prendra jamais

PAR GUILHERME RINGUENET *

« **N**o signal ». L'écran d'informations n'en donne plus. Quelques dizaines de personnes encerclent le seul agent présent. Dans son gilet jaune, avec son scan, il enchaîne les codes-barres. Non loin de là, Veerle profite d'un rayon de soleil. Partie tôt ce matin de La Souterraine, cette native de la Flandre a fait escale à Limoges; la voilà à Paris; elle doit encore rejoindre Bruxelles. Sa sœur vient de décéder. « *J'ai pris le transport le moins cher.* » La brise fait frémir les branches, la chômeuse pointe la gare de son mégot. « *C'est sombre, je n'ai aucune envie d'attendre là-dedans.* » Coincée entre l'Accor Arena, la Cinémathèque française et la voie express, la gare routière cache bien son charme. Pour la trouver, on a suivi les valises à roulettes à travers le parc de Bercy, jusqu'à des ouvertures en arc; à l'intérieur, quatre-vingts places en épi, presque toutes occupées, et des moteurs qui tourment. Quai n° 64, le BlaBlaCar Bus s'apprête à partir vers Tours. Ses passagers finissent de déposer leurs bagages en soute. L'habitacle vibre, on aperçoit un puits de lumière. Puis au feu vert, juste en face, le ministère de l'économie.

C'est dans un bureau de cet imposant bâtiment que M. Emmanuel Macron l'a décidé : en France, depuis 2015, des autocars privés assurent les liaisons interurbaines. Au congrès de la Fédération nationale des transports de voyageurs (FNTV), en octobre de la même année, le jeune ministre vantait « *un choc de mobilité pour l'économie tout entière.* ». Aujourd'hui, les « cars Macron » desservent 197 villes, selon l'Autorité de régulation des transports (ART) (1). « *Nous avons porté cette réforme et c'est un succès,* » se félicite M^{me} Ingrid Mareschal, la directrice générale de la FNTV. L'an passé, 11 millions de passagers ont emprunté ces liaisons intérieures, une fréquentation supérieure à celle observée avant le Covid-19. « *Nous avons permis à des gens qui ne pouvaient pas voyager de le faire,* » soutient M^{me} Mareschal à partir d'une étude un peu ancienne : sans les « cars Macron », 900 000 personnes ne se seraient pas déplacées en 2016 (2).

Entre 2013 et 2023, le réseau ferré français a rétréci de 10% (3). Le déploiement du nouveau service a accompagné cette tendance, avec un report depuis le train nettement plus important que depuis la voiture personnelle ou le covoiturage (4). Sans obligation de service public – quand bien même l'État et les départements entretiennent le réseau routier –, sans considération non plus pour l'aménagement du territoire : les exploitants de cars privilégient les liaisons les plus rentables au détriment des villes petites et moyennes. Parmi les plus fréquentées, Rouen-Paris suit Lille-Paris, tandis que Grenoble - Aéroport de Lyon Saint-Exupéry figure en tête des trajets de moins de cent kilomètres. « *Surtout, on a permis à la SNCF [Société nationale des chemins de fer français] de ne pas remettre en cause sa politique tarifaire,* » estime M. Jacky Albrand, secrétaire général de

* Journaliste.

la Confédération générale du travail (CGT) Transports. « *On a créé un transport des pauvres qui est moins confortable et plus long.* »

Le billet Paris-Tours acheté la veille du départ vaut 24,99 euros pour 3 h 05 de voyage. Prendre le transport express régional (TER) revient à 39,90 euros (2 h 05 de trajet). Quant au train à grande vitesse (TGV), le voyage – entre 1 h 10 et 1 h 20 – coûte plus de 70 euros.



MARTIN STEIR. – « Roter Bus » (Bus rouge), 2023

Comme la SNCF, les transporteurs ont adopté une tarification dite « dynamique » qui évolue en fonction de la demande. Ce Paris-Tours en car mieux anticipé aurait pu coûter 7,99 euros. Arrivé de Rennes très tôt ce matin pour se rendre au consulat d'Espagne, Morjane reprend le car en fin d'après-midi. Il patiente sous un chêne du parc de Bercy en regardant des vidéos. Les huit heures de trajet dans la journée ne l'ont pas effrayé : à 90 euros le voyage, il n'a pas trouvé mieux. « *Je n'avais pas le choix.* » Lors des mouvements sociaux à la SNCF, le report vers le car fait grimper les prix, constate M. Albrand : « *Les personnes qui n'ont pas les moyens ne peuvent plus prendre de billet.* » Comme Florent, qui supplie sa mère au téléphone de lui payer le retour à Toulouse après qu'il a raté son car, un jour de grève des contrôleurs aériens, ratatiné sur l'un des rares bancs de la gare de Bercy.

La libéralisation du secteur n'avait pas anticipé la question de l'infrastructure. « *À Paris ou ailleurs en France, les gares routières ne répondent pas aux critères d'exigence que l'on serait en droit d'attendre. Parfois, il n'y a pas de toilettes, le niveau de propreté est*

moins bon, et il n'y a aucun service de proposé », reconnaît M. Aurélien Gandois, directeur des opérations Bus chez BlaBlaCar. La gare de Lyon-Perrache, avec 2,7 millions de passagers – la deuxième plus empruntée de France après Bercy –, ne dispose ni d'une salle de repos pour les conducteurs, ni d'un distributeur de boissons. À Lille-Europe, il n'y a ni sanitaires ni même une salle d'attente. Quant à celle de Tours, vers laquelle nous roulons, les voyageurs y patientent assis sur la bordure du trottoir, faute de bancs.

« *Quand M. Macron a décidé de faire adopter cette loi, il ne nous a pas demandé si on était prêts pour accueillir les cars,* » tempêtait en 2017 M. Yves Massot, alors adjoint aux transports du maire de Tours (5). Les gares routières relèvent des collectivités locales, qui ont d'autres priorités dans un contexte budgétaire tendu. L'ART a dressé la liste de huit services de base aux usagers, tels que des sanitaires, de la restauration ou une billetterie. De fait, nombre de voyageurs ne disposent pas de carte bancaire. « *Les personnes âgées ne sont pas à l'aise avec le numérique. Les étrangers ne disposent pas forcément d'un compte*

Mais nous sommes attentifs à la qualité des voyages. Plus de 90% des autocars que nous employons appartiennent à la catégorie "grand tourisme", c'est-à-dire offrant un confort supérieur, » selon M. Gandois. « *Mais qui le vérifie ?* », rétorque M. Albrand.

Monotonie des plaines de la Beauce. Le car s'arrête sur une aire d'autoroute, le temps pour les passagers de boire un café ou de se rendre aux toilettes. Mais gare à ne pas s'attarder. En cas de pause prolongée, le conducteur peut décider de partir sans attendre. Les anecdotes de « passagers oubliés » font les choux gras de la presse quotidienne régionale. « *Chez BlaBlaCar, c'est à peu près un voyageur sur dix mille,* » relativise M. Gandois. Et dans une telle situation, nous faisons tout pour trouver une alternative. » En théorie, tous les véhicules sont équipés d'une cabine sanitaire ; en pratique, elle est souvent condamnée. Notamment parce que, comme nous le confie un chauffeur, le temps manque pour réaliser le dépotage. Comme pour faire le ménage.

D'un voyage à l'autre, canettes et bouteilles d'eau restent coincées dans le filet à l'arrière des fauteuils. « *Les conducteurs doivent un peu tout faire,* » raconte M. Albrand. En fait, pour obtenir des liaisons commerciales, les sous-traitants proposent les tarifs les plus bas. Cela conduit à du dumping social, et presque à de l'ubérisation. » Pour défendre sa réforme, M. Macron avait annoncé la création de 22 000 postes de conducteur. Il y en a eu de l'ordre de 2 500 (6). Le métier émerge dans la catégorie dite « en tension ». La sénatrice communiste Michelle Gréaume avance quelques explications : « *Faiblesse des rémunérations, développement du temps partiel, travail du week-end et des jours fériés, amplitude horaire pouvant aller jusqu'à douze à treize heures par jour pour un travail effectif et rémunéré de cinq à six heures (7).* » Le conducteur n'a pas le temps de s'épancher quand nous arrivons à Tours. Un nouveau trajet l'attend. La soute est ouverte : des femmes y déposent de grands cabas siglés du nom du magasin de discount Action.

« *Les recettes commerciales (réalisées sur les liaisons intérieures) atteignent un nouveau record depuis la libéralisation du marché avec 181 millions d'euros en 2024,* » constate le plus récent rapport de l'ART. « *Grâce à un chiffre d'affaires de 6 euros aux cent kilomètres par passager, nous sommes rentables,* » confirme le directeur de BlaBlaCar Bus. De leur côté, plusieurs usagers nous l'ont confié : « *Peu important les conditions de voyage, pourvu que la destination soit atteinte.* » Au plus petit prix. M. Macron le disait sans ambages au congrès de la FNTV en octobre 2015. Ce car serait destiné à « *celles et ceux qui n'ont pas les moyens de prendre le TGV.* ». Il ne précisait pas qu'avec le « car Macron » la troisième classe ferait son retour.

(1) « Rapport annuel sur le marché du transport par autocar et sur les gares routières en 2024 », Autorité de régulation des transports (ART), Paris, juin 2025.

(2) « Les pratiques de mobilité de longue distance des voyageurs sur les lignes régulières d'autocar librement organisées. Enquêtes de terrain réalisées entre octobre et décembre 2016 », Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières - Observatoire des transports et de la mobilité, Paris, 2017.

(3) « Caractéristiques du réseau ferroviaire en Europe », Eurostat, janvier 2025, <https://ec.europa.eu>

(4) « Rapport annuel sur le marché du transport par autocar et sur les gares routières en 2021 », ART, juillet 2022.

(5) Adèle Bossard, « La gare routière qui accueille les bus Macron, à Tours, est l'une des pires de France », 29 mars 2017, www.francebleu.fr

(6) « Rapport annuel sur le marché du transport par autocar et sur les gares routières en 2023 », ART, juin 2024.

(7) « Conditions d'exercice de la profession de conducteur d'autobus et autocars », question de M^{me} Michelle Gréaume, Sénat, Paris, 14 juillet 2022.

SOMMAIRE

PAGE 2 :
Un si grand sommeil, par **FREDERIC LORDON.**

PAGE 3 :
Triomphe du « beauf », par **ÉLIE GUÉRAUT ET LAÉLIA VÉRON.**

PAGES 4 ET 5 :
Dans le huis clos des croisières, par **ÉLISA PERRIGUEUR.**
– Une industrie touristique très polluante (**E. P.**).

PAGES 6 :
Diplomatie du dromadaire, par **RAPHAËL LE MAGOARIEC.**

PAGE 7 :
Japon, l'autre pays du communisme, par **RENAUD LAMBERT.**

PAGES 8 ET 9 :
Le numérique nous ramène-t-il au Moyen Âge ?, suite de l'article d'**EVGENY MOROZOV.**

PAGE 10 :
Combattre l'ensauvagement nucléaire, par **JEAN-MARIE COLLIN.**

PAGE 11 :
Pourquoi M. Poutine est-il inflexible?, par **BORIS KAGARLITSKY ET ALEKSEÏ SAKHLINE.**

PAGES 12 ET 13 :
Les deux visages de l'opposition cubaine, par **MAÏLYS KHIDER ET JÉSUS LOPES.**

PAGES 14 ET 15 :
Le Rire de l'Ange, par **JOE SACCO.**

PAGES 16 ET 17 :
Le lobby pro-Israël en France, suite de l'article de **SERGE HALIMI ET PIERRE RIMBERT.**

PAGE 18 :
Le stand-up français sur la sellette, par **GUILAUME ORIGNAC.**

PAGE 19 :
Politique en gouquette, par **STANISLAS DE FOURNOUX, AURÉLIEN MERLE, CLÉMENCE MONNIER ET VALENTIN VANDER.**

PAGES 20 ET 21 :
Comment débusher les collaborateurs dans les médias, par **ANNE MATHIEU.**

PAGES 22 ET 23 :
La céramiste et le maître espion, une aventure au temps des purges, par **SONIA COMBE.**

PAGES 24 À 26 :
LES LIVRES DU MOIS : « Une fratrie », de Brigitte Reimann, par **DOMINIQUE AUTRAND.** – « Le Jardin sur la mer », de Mercè Rodoreda, par **CARLOS PARDO.** – L'identité judéo-arabe, par **THOMAS VESCOVI.** – Une traversée des apparences, par **BAPTISTE DERICQUEBOURG.** – Une traversée des apparences, par **HÉLÈNE YVONNE MEYNAUD.** Le pouvoir du mage, par **EVELYNE PIELLER.** Italie, géographies humaines, par **JEAN-PHILIPPE ROSSIGNOL.** – Dans les revues.

PAGE 27 :
Qui déteste Jane Austen ?, par **CATHERINE DUFOUR.**

